EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS:

	Zone franc ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS	8 fr.	9 fr.	10 fr.
6 MOIS	14 »	16 »	18 »
1 AN	26 »	28 »	30 »

ON PEUT S'ABONNER:

À la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France, Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat. Les paiements en
 timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires, (la ligne de 34 let-
 tères, corps 8,
 et administratives } 1 fr. 50.

Arrêtés Résidentiels des 12 décembre 1913 et 23
 décembre 1919 (B. O. n° 60 et 375 des 19
 décembre 1913 et 29 décembre 1919).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare à Cas-
 ablanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

	PAGE
Télégramme du Ministre des Affaires Étrangères à M. le Commissaire Résident Général	1709
PARTIE OFFICIELLE	
Dahir du 9 octobre 1920 (25 Moharrem 1339) portant établissement de l'impôt des patentes	1709
Dahir du 9 octobre 1920 (25 Moharrem 1339) portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer phosphatier de Sidi el Aïdi à Si Daoui	1724
Dahir du 30 septembre 1920 (16 Moharrem 1339) relatif à l'importation au Maroc de plantes ou parties de plantes destinées à la reproduction	1724
Arrêté viziriel du 21 août 1920 (6 Hidja 1338) remaniant la djemaâ de tribu des Khlot, de l'Annexe d'Arbaoua et nommant les nouveaux membres	1725
Arrêté viziriel du 21 août 1920 (6 Hidja 1338) nommant les nouveaux membres du Conseil d'Administration de la Société de Prévoyance d'Arbaoua	1725
Arrêté viziriel du 21 août 1920 (6 Hidja 1338) portant modification à l'arrêté viziriel du 31 janvier 1920 (9 Djoumada I 1338) créant la Société de Prévoyance des Ahmar-Guich	1725
Arrêté viziriel du 21 août 1920 (6 Hidja 1338) relatif aux djemaâs de tribu de la région de Marrakech (y compris le cercle de Haha-Chiadma—Mogador)	1726
Arrêté viziriel du 21 août 1920 (6 Hidja 1338) nommant les nouveaux membres des Conseils d'Administration des Sociétés Indigènes de la région de Marrakech (y compris le cercle de Haha-Chiadma—Mogador)	1729
Arrêté viziriel du 4 septembre 1920 (20 Hidja 1338) modifiant l'arrêté viziriel du 21 mai 1919 (20 Chaabane 1337) réglementant les formes et les conditions d'obtention du certificat et du diplôme d'études secondaires musulmanes	1729
Arrêté viziriel du 4 septembre 1920 (20 Hidja 1338) relatif au programme des études secondaires dans les collèges musulmans	1730
Annexe à l'arrêté viziriel du 4 septembre 1920 (20 Hidja 1338) fixant le programme des études secondaires dans les collèges musulmans	1730
Arrêté résidentiel du 7 juillet 1920 relatif aux allocations aux soutiens de famille appelés sous les drapeaux	1739
Arrêté résidentiel du 1 ^{er} octobre 1920 portant création par voie d'élection d'une Chambre consultative mixte d'agriculture, d'industrie et de commerce à Meknès	1739
Décision du Commissaire Résident Général de la République Française au Maroc, Commandant en Chef portant promotions dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements	1739
Arrêté du Directeur de l'Office des P. T. T. portant création d'un réseau téléphonique urbain à Bou Znika	1740
Tableau d'avancement du personnel de la Police Générale (cadre français) pour le 1 ^{er} semestre 1921	1741
Nomination dans le personnel de la Magistrature Musulmane	1741
Nominations et démission dans divers services administratifs	1741
Mutations dans le personnel du Service des Renseignements	1741

PARTIE NON OFFICIELLE

Compte rendu de la séance du Conseil du Gouvernement du 4 octobre 1920	1741
Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la date du 3 octobre 1920	1745
Requêtes aux fins de liquidation présentées par le Gérant Général des Séquestres de Guerre à l'autorité supérieure de contrôle	1745
Avis du Ministère de la Guerre relatif à la répartition des classes	1745
Avis de l'Office des P. T. T. relatif à l'avion postal perdu en mer	1745
Liste des permis de recherches de mines accordés pendant le mois de septembre 1920	1746
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat: Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 188 et 169. — Conservation de Casablanca: Extraits de réquisitions n° 3246 à 3252; Avis de clôtures de bornages n° 1348, 1686, 1708, 1709, 1867, 1872, 1874, 2338, 2520, 2549, 2582, 2599, 2647. — Conservation d'Oujda: Extrait de réquisition n° 467: Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 177, 207, 254, 255	1747
Annonces et avis divers	1751

TÉLÉGRAMME

du Ministre des Affaires Étrangères, Paris,
 à M. le Commissaire Résident Général, Rabat

« Je vous adresse mes vives félicitations pour le brillant succès des opérations, remarquablement préparées et admirablement conduites, qui viennent d'assurer la pacification de la région d'Ouezzan et d'y établir l'autorité du Makhzen. La France est justement fière de l'armée marocaine, qui poursuit si heureusement, sous votre haute direction sa mission de civilisation. Je vous prie de lui renouveler, dans cette circonstance, l'expression de la gratitude du Gouvernement de la République. »

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 9 OCTOBRE 1920 (25 Moharrem 1339)
 portant établissement de l'impôt des patentes

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les besoins grandissants de l'Etat, conséquence forcée

du développement de la prospérité d'un pays, appellent des impôts nouveaux qu'il convient d'organiser de manière à frapper aussi également que possible les sources diverses des revenus privés.

Or, au Maroc, jusqu'à présent, seuls les récoltes agricoles et les loyers urbains ont fait l'objet d'impositions directes au profit de l'Etat.

La nécessité de se tourner vers les ressources tirées de l'industrie, du commerce et des professions lucratives, en général, est apparue déjà aux Congrès des Etudes économiques de 1915 et de 1917, où elle a été unanimement acceptée par les intéressés eux-mêmes.

Par la suite, il a également semblé que la participation des commerçants et des industriels à l'impôt était une condition du fonctionnement normal de Chambres de Commerce élues, et le souci de réaliser cette conception appelle aujourd'hui l'application d'une mesure fiscale, dont la nécessité s'impose, par ailleurs, à tous, Européens comme Indigènes.

Restait à fixer les bases du nouvel impôt, et comme, à cet égard, la méthode qui écarte les complications d'assiette et offre le plus de clarté aux contribuables se recommande particulièrement par ses garanties, la formule qui a paru devoir être adoptée, dès l'abord et sans préjuger des suggestions de l'avenir, consiste en un mode de taxation indicel inspiré de la législation française de 1880 sur les patentes, adapté à la situation et simplifié.

Quant aux sociétés de capitaux, assez nombreuses au Maroc, étant donné qu'elles ne sauraient être taxées dans la mesure de leurs moyens d'action par des tarifs réglés sur des indices de facultés contributives moyennes, elles auront à acquitter, dans un but de compensation et d'équilibre, une majoration de droits.

Telle est l'économie du présent dahir qui marque un pas de plus vers l'avènement du Maroc à un système fiscal cohérent, complet et juste.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef):

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

TITRE I. — PREMIER

ASSIETTE

ARTICLE PREMIER. — *Objet et débiteur de l'impôt.* — Toute personne, toute société, quelle que soit sa nationalité, qui exerce, dans les régions ou localités de Notre Empire désignées par arrêté de Notre Grand Vizir, une profession, une industrie ou un commerce compris dans les tableaux annexés au présent dahir, est assujettie à l'impôt des patentes.

ART. 2. — *Classement des professions : principal de l'impôt ; décimes additionnels ; frais d'assiette et de recou-*

vrement. — Les professions sont classées soit d'après leur nature, soit d'après cet élément combiné avec l'importance de la population des localités dans lesquelles elles sont exercées, dans l'une des catégories prévues au tarif annexé au présent dahir.

Le principal de l'impôt des patentes comprend :

1° Une taxe fixe ;

2° Des taxes variables par employés, ouvriers ou autres éléments caractéristiques de la production ou de l'importance des opérations ;

3° Une taxe proportionnelle sur la valeur locative des locaux dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après :

Le principal de l'impôt est perçu au profit de l'Etat.

Des décimes additionnels pourront s'ajouter au principal au profit des budgets municipaux ou, dans les circonscriptions où il n'existe pas de municipalités constituées, au profit du budget général de l'Etat.

Le nombre des décimes additionnels municipaux est fixé chaque année par arrêté de Notre Grand Vizir sur la proposition du Directeur des Affaires civiles et avis du Directeur général des Finances.

Le nombre des décimes d'Etat est fixé, de la même manière, sur la proposition du Directeur général des Finances et avis, suivant le cas, du Directeur des Affaires civiles ou du Directeur des Affaires indigènes.

Tous frais d'assiette et de recouvrement sont à la charge de l'Etat.

ART. 3. — *Tarif.* — L'impôt est établi conformément au tarif annexé au présent dahir.

Ce tarif indique, pour chaque profession, et lorsqu'il y a lieu, distinctement pour chaque ville ou localité, le montant de la taxe fixe, celui des taxes variables et le taux de la taxe proportionnelle.

ART. 4. — *Professions non dénommées dans le tarif.* — En ce qui concerne les commerces, industries et professions non dénommées dans le tarif, les droits peuvent être réglés par arrêté d'assimilation pris par Notre Grand Vizir sur la proposition du Directeur général des Finances. Ces droits sont ceux d'une des professions du tarif à laquelle est assimilée la profession nouvelle ou omise.

ART. 5. — *Taxe proportionnelle.* — La taxe proportionnelle est établie sur la valeur locative brute normale des magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers, lieux de dépôt et de tous autres locaux et emplacements servant à l'exercice des professions imposables.

La valeur locative, base de la taxe proportionnelle, est déterminée soit au moyen de baux et actes de location, soit par voie de comparaison ou même d'appréciation directe.

Pour les usines et établissements industriels, la taxe proportionnelle est calculée sur la valeur locative de ces établissements pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens matériels de production.

Pour certaines professions expressément désignées aux tableaux ci-annexés, la taxe proportionnelle porte non seulement sur la valeur locative des locaux à usage professionnel, mais aussi sur la valeur locative des locaux d'habitation ; pour certaines autres professions également spécifiées

aux dits tableaux, elle ne porte que sur la valeur locative des locaux d'habitation.

Dans le cas où un contribuable assujéti à la patente à raison de l'une des professions visées à l'alinéa précédent n'exerce pas cette profession par lui-même et si cette profession ne constitue pas sa profession principale, la maison d'habitation sur laquelle est établie la taxe proportionnelle est celle de l'agent préposé à l'exploitation.

Il en est de même lorsque l'une de ces professions est exercée pour le compte d'une société par un gérant, préposé ou directeur.

ART. 6. — *Professions multiples exercées dans des locaux distincts.* — Le patentable ayant plusieurs établissements, boutiques ou magasins de vente dans des immeubles séparés ou dans des locaux distincts faisant partie d'une même maison, est passible des droits complets de patente pour chacun de ces établissements, boutiques ou magasins.

ART. 7. — *Professions multiples exercées dans le même local.* — Le patentable qui, dans un même local, exerce personnellement plusieurs commerces, industries ou professions n'est soumis qu'à une seule taxe fixe, s'il ne tient qu'une comptabilité ; cette taxe est la plus élevée de celles qu'il aurait à payer s'il était assujéti à autant de taxes fixes qu'il exerce de professions.

Par contre, il paye toutes les taxes variables afférentes à ses diverses professions.

Quant à la taxe proportionnelle, elle est calculée d'après le taux applicable à la profession qui comporte le taux le plus élevé.

ART. 8. — *Exemptions.* — Sont exempts de l'impôt des patentes bien qu'exerçant une des professions inscrites au tarif :

Les personnes pour qui lesdites professions ne sont que l'exercice d'une fonction publique ;

Les sociétés coopératives de consommation qui ne vendent qu'à leurs sociétaires ;

Les cultivateurs, seulement pour la vente, la manipulation et le transport des récoltes et des fruits provenant des terrains qu'ils exploitent et la vente du bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraisent ;

Les personnes travaillant à gages, à façon ou à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession.

Les ouvriers, sans compagnon ni apprenti, ne se livrant qu'à des travaux de confection ou de main-d'œuvre ;

Les personnes qui vendent en ambulance ou sur la voie publique, en dehors de toute installation aménagée, même à titre temporaire, de menus comestibles, des épices indigènes, de la menthe, des fleurs et des fruits du pays ;

Les porteurs d'eau à la bretelle travaillant pour leur compte et n'ayant aucun compagnon à leur solde, les rémouleurs ambulants et les chiffonniers au crochet.

Ne sont point considérés comme compagnons ou apprentis la femme travaillant avec son mari, ni les enfants au-dessous de quatorze ans travaillant avec leurs père et mère.

ART. 9. — *Réduction de tous droits.* — Tous ceux qui,

vendant en ambulance ou sur la voie publique, ne sont pas exemptés de patente par application des dispositions de l'article 8 et tous les marchands à l'étalage sont passibles de la moitié des droits qui frappent les marchands vendant les mêmes objets en boutique.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux patentables ayant un étal permanent ou occupant des places fixes dans les halles ou marchés.

ART. 10. — *Réductions de taxes variables.* — Dans les usines fonctionnant exclusivement à l'aide de moteurs hydrauliques, les taxes variables sont réduites de moitié pour ceux des éléments d'imposition qui, par manque ou par crue d'eau, sont périodiquement forcés de chômer pendant une partie de l'année équivalente au moins à quatre mois.

Les taxes variables sont également réduites de moitié dans les fabriques de beurre, les fabriques de briques, carreaux, poterie, les moulins ou autres usines à moulin, battre, triturer, broyer, pulvériser ou presser fonctionnant exclusivement à bras, à manège ou à vent.

Sont aussi réduites de moitié les taxes variables par employés ou ouvriers lorsque ceux-ci sont âgés de moins de quatorze ans ou de plus de soixante.

ART. 11. — *Sociétés.* — La patente des sociétés de personnes ou de capitaux est établie au nom de la raison sociale.

Pour la détermination des taxes variables dues par les sociétés, les associés secondaires des sociétés en nom collectif et les associés commandités ou gérants des sociétés en commandite, sont, le cas échéant, décomptés comme employés ou ouvriers dans les établissements où ils sont effectivement occupés.

Les droits de patente, tels qu'ils résultent de l'application du présent dahir, sont augmentés d'un quart pour les sociétés par actions.

ART. 12. — *Patentes des non sédentaires.* — Tout individu transportant des marchandises de localité en localité, lors même qu'il vend pour le compte de marchands ou de fabricants, est passible d'une patente personnelle de marchand forain, conformément au tarif.

ART. 13. — *Commis-voyageurs étrangers.* — Les commis-voyageurs des nations étrangères seront traités, relativement à la patente, sur le même pied que les commis-voyageurs de Notre Empire chez ces mêmes nations.

ART. 14. — *Annualité de l'impôt.* — L'impôt des patentes est établi, par rôles généraux, à raison des faits existant au 1^{er} janvier.

ART. 15. — *Cessation en cours d'année.* — La cessation en cours d'année de l'exercice d'une profession ne donne aucun droit à réduction d'impôt, à moins que la fermeture des établissements, magasins, boutiques ou ateliers ne résulte de décès, de liquidation judiciaire ou de faillite déclarée. Dans ce cas, les droits ne sont dus que pour le passé et le mois courant.

Les héritiers, liquidateurs et syndics sont, pour le règlement de l'impôt, substitués au patentable, et peuvent, sur demande par eux présentée, dans le délai de deux mois à partir du décès ou du jugement déclaratif, obtenir le remboursement des droits déjà versés qui ne seraient pas acquis au Trésor.

En cas de départ du contribuable hors du lieu de l'imposition, l'impôt des patentes sera immédiatement exigible en totalité, par dérogation aux dispositions du 2° alinéa de l'article 3 du dahir du 6 janvier 1916, portant réglementation des poursuites en recouvrement des créances de l'Etat.

ART. 16. — *Réduction en cours d'année des bases d'imposition.* — Les réductions de droits pouvant résulter d'une modification quelconque apportée, en cours d'année, dans les bases d'imposition ne seront appliquées que dans le rôle de l'année suivante.

ART. 17. — *Cession d'établissement en cours d'année.* — En cas de cession d'établissement en cours d'année, le cédant et le cessionnaire seront solidaires du paiement de la totalité des droits inscrits au rôle.

ART. 18. — *Rôles supplémentaires.* — Des rôles supplémentaires peuvent être émis dans les mêmes conditions que le rôle général.

1° Pour imposer les patentables qui entreprennent, en cours d'année, une profession qui, par sa nature, ne peut être exercée qu'une partie de l'année ;

2° Pour imposer les patentables qui reprennent l'exercice d'une profession qu'ils avaient déjà exercée l'année antérieure ;

3° Pour réparer des omissions totales ou partielles dans les rôles précédemment émis ; dans ce cas, les droits ne sont dûs qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'omission est constatée, sauf en ce qui concerne les adjudicataires et entrepreneurs de fournitures et de travaux publics, qui peuvent être imposés pendant toute la durée de leurs entreprises et jusque dans l'année qui suit celle du règlement définitif de leurs marchés.

TITRE DEUXIEME

MESURES D'APPLICATION

ART. 19. — *Etablissement des matrices et des rôles.* — Le Contrôleur des Impôts et Contributions fixe les bases d'imposition après avoir visité, s'il le juge utile, l'établissement des contribuables. Ces derniers sont tenus, s'ils en sont requis par le Contrôleur, de lui faire connaître la nature du commerce, de l'industrie ou de la profession qu'ils exercent, son importance (nombre d'ouvriers, employés et éléments caractéristiques de la production), ainsi que la situation, l'affectation et la valeur locative des locaux occupés.

Le Chef des Services municipaux, prévenu de la date des travaux du Contrôleur, assiste cet agent dans ses opérations ou se fait représenter par un délégué.

A l'aide des indications recueillies, le Contrôleur rédige la matrice des patentes qui est arrêtée par le Chef du Service des Impôts et Contributions.

Les rôles établis au vu de la matrice sont visés, homologués et publiés conformément aux dispositions de l'article 2 du dahir du 6 janvier 1916 portant réglementation des poursuites en recouvrement des créances de l'Etat. Avis de leur dépôt à la Perception des Impôts et Contributions est, en outre, inséré au *Bulletin Officiel* du Protectorat.

Des avis de notification reproduisant les indications du rôle sont adressés aux contribuables pour les inviter à se

libérer de leur cotisation et leur permettre de justifier, au besoin, de leur imposition.

ART. 20. — *Justification de patente.* — Tout patentable est tenu de représenter l'avis de notification de sa patente à toute réquisition des agents du Service des Impôts et Contributions et des agents de la force publique.

ART. 21. — *Droit d'investigation des agents de l'assiette.* — A toute époque de l'année, les Contrôleurs des Impôts et Contributions commissionnés pour l'assiette des droits de patente pourront visiter, aux heures légales, les locaux servant à l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une profession, pour procéder à toutes constatations utiles et recueillir tous renseignements nécessaires à la détermination des bases de l'impôt.

ART. 22. — *Communication de documents utiles à l'assiette de l'impôt.* — Les entreprises de chemins de fer, de transports fluviaux, maritimes et terrestres, ainsi que les établissements d'entrepôts et de magasins généraux, sont tenus de laisser prendre connaissance des registres de réception et d'expédition, d'entrée et de sortie des marchandises aux agents du Service des Impôts et Contributions commissionnés par le Directeur général des Finances pour l'assiette des droits de patente.

ART. 23. — *Droits conférés aux agents supérieurs de l'Administration.* — Tous droits conférés par le présent dahir aux Contrôleurs des Impôts et Contributions sont conférés aux Inspecteurs et au Chef du même Service ainsi qu'aux fonctionnaires français du Corps de l'Inspection générale des Finances.

TITRE TROISIEME

CONTENTIEUX

ART. 24. — *Droit de réclamation ; présentation, instruction et jugement des demandes.* — Tout contribuable qui se croira imposé à tort ou surtaxé, adressera, par écrit, une demande en décharge ou réduction au Chef du Service des Impôts et Contributions dans les deux mois qui suivront la publication du rôle, sans préjudice des délais accordés pour des cas spéciaux.

Cette demande mentionnera, à peine de non recevabilité, l'article du rôle sous lequel figure l'imposition contestée ; elle contiendra, indépendamment de l'indication de son objet, l'exposé sommaire des moyens par lesquels son auteur prétend la justifier.

Il est statué par le Directeur général des Finances, après instruction par le Service des Impôts et Contributions, sans préjudice pour l'intéressé du droit de provoquer une solution judiciaire de l'affaire, conformément au dahir du 6 janvier 1916.

Le paiement de l'impôt est exigible nonobstant toute réclamation, sauf restitution après décision définitive.

TITRE QUATRIEME

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 25. — *Circonscription sans municipalités.* — Les attributions dévolues au Chef des Services municipaux sont exercées par l'autorité locale de contrôle dans toutes les circonscriptions qui ne sont pas constituées en municipalités.

ART. 26. — *Répercussion sur certaines taxes locales.* — Les taxes qui, parmi les droits dits de marchés, frappent

directement et spécialement l'exercice de l'industrie ou de la profession cesseront d'être perçues dans les régions ou localités désignées par les arrêtés viziriels prévus à l'article premier, au fur et à mesure de l'application desdits arrêtés.

ART. 27. — *Date de la mise en vigueur de l'impôt.* — Les dispositions du présent dahir entreront en vigueur à partir de l'année 1920.

Toutefois, pour ladite année, les rôles ne seront établis que pour le 2^e semestre, à raison des faits existant au 1^{er} juillet, et le montant annuel des taxes, tel qu'il résultera de l'application du tarif, sera réduit de moitié.

En ce qui concerne les localités et régions visées par les arrêtés viziriels des 22 mai et 30 août 1919 et 16 mars 1920, les rôles généraux de 1920 pourront être établis d'après les résultats du recensement effectué antérieurement à la promulgation du présent dahir, en exécution des arrêtés dont il s'agit.

Fait à Rabat, le 25 Moharrem 1339.
(9 octobre 1920).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 Octobre 1920.
Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

TARIF

TABLEAU A.

CLASSES	A Casablanca	A Fès, Marrakech, Rabat	A Meknès, Kénitra, Salé, Mazagan, Salé, Oujda, Mogador	Dans les autres localités
	Francs	Francs	Francs	Francs
1° — TAXE FIXE				
1	900	600	450	250
2	360	240	180	90
3	180	120	90	45
4	120	80	60	30
5	90	60	45	20
6	50	35	25	10
7	18	18	9	5
2° — TAXE VARIABLE PAR OUVRIER OU EMPLOYÉ				
1	45	30	30	25
2	25	15	15	12
3, 4, 5	12	12	9	6
6, 7	6	6	5	3
3° — TAUX DE LA TAXE PROPORTIONNELLE				
1 ^{re} classe.....	10°	5 ^e et 6 ^e classes.....	30°	
2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	20°	7 ^e classe.....	100°	
SONT RÉPUTÉS :				
<i>Marchands en gros</i> : Ceux qui vendent principalement à d'autres marchands.				
<i>Marchands en demi-gros</i> : Ceux qui vendent habituellement aux détaillants et aux consommateurs.				
<i>Marchands en détail</i> : Ceux qui ne vendent habituellement qu'aux consommateurs.				

TABLEAU B.

1 ^o Taxe fixe	} Voir nomenclature
2 ^o Taxes variables.....	
3 ^o Taux de la taxe proportionnelle ..	1 ^{re} classe 20° 2 ^e classe 50°

TABLEAU A

PREMIÈRE CLASSE

- Banquier.
- Caisse ou Comptoir d'avances ou de prêts, de recettes ou de paiements (Tenant).
- Commissionnaire en marchandises. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.
- Immeubles ou autres spéculations immobilières (Maison effectuant achat et vente d').
- Importation et exportation (Marchand ou intermédiaire effectuant). — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.
- Négociant. — Celui qui vend en gros plusieurs espèces de marchandises.
- Tabac ou Kif (Marchand ou fabricant de) vendant en gros.

DEUXIÈME CLASSE

- Alcool, eau-de-vie, liqueurs ou apéritifs à base d'alcool (Marchand de) en gros.
- Allumettes (Marchand d') en gros.
- Assurances maritimes (Entrepreneur d'). — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.
- Assurances non mutuelles ou de tontine (Société d').
- Automobiles (Marchand de voitures).
- Bas et Bonneterie (Marchand de) en gros.
- Bestiaux (Marchand exportateur de). — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.
- Beurre (Marchand de) en gros.
- Bois à brûler (Marchand de) en gros. — Celui qui vend principalement par quantités équivalentes ou supérieures à 5 stères.
- Bois de marine, de construction ou de sciage (Marchand de).
- Bougies ou chandelles (Marchand de) en gros.
- Café-chantant, Café-concert, Café-spectacle (Exploitant de), à entrée payante ou à entrée libre avec places et prix distincts.
- Café ou café de chicorée (Marchand de) en gros.
- Changeur de monnaies.
- Charbon de bois (Marchand de) en gros.
- Charbon de terre (Marchand de) en gros. — Celui qui vend principalement par quantités de 4.000 kilogrammes et au-dessus.
- Chiffonnier (Marchand) en gros. — Celui qui vend principalement par quantités excédant 2.000 kilogrammes.
- Commissionnaire de transports par terre ou par eau.
- Conserves alimentaires (Fabricant ou marchand de) vendant en gros.

Courtier d'assurances, de change, de fret, de navires ou de terrains. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Courtier de marchandises (Opérations en gros). — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Crin (Marchand de) en gros.

Cuir (Marchand de) en gros.

Droguiste (Marchand) en gros.

Eau (Entrepreneur de fourniture ou de distribution d').

Electricité (Entrepreneur ou concessionnaire de l'éclairage à l').

Epicerie (Marchand d') en gros.

Escompteur. — Celui qui fait l'escompte sur la place où il réside.

Exportateur (Marchand) d'une seule espèce de denrées ou de marchandises.

Faïence (Marchand de) en gros.

Farines, féculs, semoules ou sons (Marchand de) en gros.

Fromages (Marchand ou fabricant de) vendant en gros.

Fruits secs ou légumes secs (Marchand de) en gros.

Gaz (Entrepreneur ou concessionnaire de l'éclairage au). — Celui qui se charge de distribuer, pour l'éclairage, du gaz qu'il ne fabrique pas lui-même.

Graines fourragères, oléagineuses ou autres (Marchand de) en gros. — Celui qui vend principalement par quantités égales ou supérieures à 10 hectolitres.

Grains (Marchand de) en gros. — Celui qui vend principalement par quantités supérieures à 100 hectolitres.

Henné (Marchand de) en gros.

Hôtel (Maître d') occupant vingt personnes ou davantage.

Huiles de toute nature, essences de pétrole ou alcools dénaturés (Marchand d') en gros.

Laine (Marchand de) en gros.

Liège (Marchand de) en gros.

Lin ou chanvre (Marchand de) en gros.

Machines-outils, grandes machines, matériel industriel ou d'entrepreneur (Marchand de).

Magasin de plusieurs espèces de marchandises — ou pour la vente en demi-gros ou aux particuliers de vêtements confectionnés — ou pour la vente en demi-gros ou en détail de quincaillerie, de ferronnerie et d'articles de ménage — ou pour la vente en demi-gros ou en détail d'épicerie, de conserves (Tenant un), lorsqu'il occupe habituellement plus de 10 personnes. — La taxe par personne employée sera augmentée des quatre cinquièmes, si le nombre des personnes employées dépasse 25 ; des six cinquièmes, si le nombre des personnes employées dépasse 50 ; des huit cinquièmes, si le nombre dépasse 75 ; et ainsi de suite, en suivant les mêmes progressions.

Magasin de plusieurs espèces de marchandises — ou compte des warrants.

Manutentions maritimes (Entrepreneur de).

Margarine ou autres produits analogues (Marchand de) en gros.

Maroquinerie (Marchand de) en gros.

Mercerie (Marchand de) en gros.

Métaux (Marchand de) en gros.

Miel ou cire (Marchand de) en gros.

OEufs, volailles ou lapins (Marchand exportateur d').

Os (Marchand d') en gros.

Papetier (Marchand) en gros.

Parfumeur (Marchand) en gros.

Passementier (Marchand) en gros.

Pâtes alimentaires (Marchand de) en gros.

Peaux (Marchand de) en gros.

Pharmacien vendant en gros ou en demi-gros.

Plume (Marchand de) en gros.

Poisson salé, mariné, sec ou fumé (Marchand de) en gros.

Produits chimiques (Fabricant ou marchand de) vendant en gros.

Quincaillerie ou Ferronnerie (Marchand de) en gros.

Safran (Marchand de) en gros.

Savon (Marchand de) en gros.

Sel (Marchand de) en gros.

Soie (Marchand de) en gros.

Sucre (Marchand de) en gros.

Suif (Marchand de) en gros.

Teinture (Marchand en gros de matières premières pour la).

Thé (Marchand de) en gros.

Tissus (Marchand de) en gros.

Toiles cirées ou vernies (Marchand de) en gros.

Tontine (Société de).

Vannerie (Marchand de) en gros.

Verre (Marchand d'articles en) en gros.

Vêtements confectionnés (Fabricant ou marchand de) vendant en gros.

Viandes salées, fumées ou desséchées (Marchand de) en gros.

Vinaigre (Marchand de) en gros.

Vins (Marchand de) en gros.

TROISIÈME CLASSE

Agents d'affaires. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Alcool, eau-de-vie, liqueurs ou apéritifs à base d'alcool (Marchand d') en demi-gros.

Allumettes (Marchand d') en demi-gros.

Approvisionneur de navires.

Architecte. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Automobiles (Marchand d'accessoires pour voitures).

Avocat. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Bas et bonneterie (Marchand de) en demi-gros.

Beurre (Marchand de) en demi-gros.

Bijoutier (Marchand fabricant) ayant atelier et magasin.

Bois à brûler (Marchand de) en demi-gros. — Celui qui vend principalement par quantités inférieures à 5 stères, mais équivalentes ou supérieures au stère.

Boucher (Marchand) en gros. — Celui qui achète des bestiaux sur pied, les fait abattre et les vend par quartiers à d'autres bouchers.

Bougies ou chandelles (Marchand de) en demi-gros.

Café ou café de chicorée (Marchand de) en demi-gros.

Carrossier fabricant.

Charbon de terre (Marchand de) en demi-gros. — Celui qui vend principalement par quantités inférieures à 4.000 kilogrammes et supérieures à 500.

Chirurgien. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Conserves alimentaires (Fabricant ou marchand de) vendant en détail.

Courtier en grains (Opérations en gros). — Celui qui opère principalement par quantités égales ou supérieures à 100 hectolitres. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Crin (Marchand de) en demi-gros.

Cuir (Marchand de) en demi-gros.

Dentiste. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Droguiste (Marchand) en demi-gros.

Epicier (Marchand d') en demi-gros.

Hôtel (Maître d') occupant moins de vingt personnes.

Huiles de toute nature, essencés de pétrole ou alcools dénaturés (Marchand d') en demi-gros.

Ingénieur civil. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Laine (Marchand de) en demi-gros.

Libraire-éditeur.

Liège (Marchand de) en demi-gros.

Lin ou chanvre (Marchand de) en demi-gros.

Linger (Marchand ou fabricant) vendant en gros.

Machines à coudre, à piquer, à broder, à plisser, à écrire ou autres analogues (Marchand de) en gros.

Magasin général (Exploitant un) lorsqu'il ne fait pas l'escompte des warrants.

Margarine ou autres produits analogues (Marchand de) en demi-gros.

Maroquinerie (Marchand de) en demi-gros.

Médecin. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Mercerie (Marchand de) en demi-gros.

Métaux (Marchand de) en demi-gros.

Miel ou cire (Marchand de) en demi-gros.

Nouveautés (Marchand de) n'occupant pas plus de dix personnes.

Orfèvre (Marchand fabricant) avec atelier et magasin.

Papetier (Marchand) en demi-gros.

Parfumeur (Marchand) en demi-gros.

Passementier (Marchand) en demi-gros.

Pâtes alimentaires (Marchand de) en demi-gros.

Peaux (Marchand de) en demi-gros.

Pharmacien vendant en détail.

Plume (Marchand de) en demi-gros.

Produits chimiques (Fabricant ou marchand de) vendant en demi-gros.

Quincaillerie ou ferronnerie (Marchand de) en demi-gros.

Restaurateur à la carte occupant quinze personnes ou davantage.

Roulage (Entrepreneur de).

Sacs (Loueur ou marchand de).

Savon (Marchand de) en demi-gros.

Sel (Marchand de) en demi-gros.

Soie (Marchand de) en demi-gros.

Spectacles (Directeur de).

Sucre (Marchand de) en demi-gros.

Suif (Marchand de) en demi-gros.

Tailleur sur mesure, pour les particuliers, ayant assor-

timent d'étoffes.

Tentes, bâches, voiles à bateaux, etc. (Fabricant ou marchand de).

Thé (Marchand de) en demi-gros.

Tissus (Marchand de) en demi-gros.

Toiles cirées ou vernies (Marchand de) en demi-gros.

Transports fluviaux (Entrepreneur de).

Ventes à l'encan (Entrepreneur de).

Vins (Marchand de) en demi-gros.

Voitures à traction animale (Marchand de).

QUATRIÈME CLASSE

Alambic à vapeur (Exploitant d').

Bâtiments ou baraques (Entrepreneur de).

Bazar d'articles de ménage, de bimbeloterie, etc. (Tenant un). — Occupant habituellement de six à dix personnes. — Lorsque le patentable occupera habituellement plus de dix personnes, il sera imposé comme « Tenant un magasin de plusieurs espèces de marchandises ».

Bière (Entrepositaire ou marchand en gros de).

Bijoutier (Marchand) n'ayant pas d'atelier.

Bœufs (Marchand de).

Bois en grume ou de charronnage (Marchand de).

Broderies ou dentelles (Marchand ou fabricant de) vendant en gros.

Café-chantant, café-concert, café-spectacle (Exploitant de) à entrée libre, sans places et prix distincts.

Chimiste-expert près les tribunaux. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Chocolat (Marchand de) en gros.

Cinématographe (Exploitant de).

Cochons (Marchand de).

Confiseur.

Conserves alimentaires (Fabricant ou marchand de) vendant en détail.

Courses quelconques (Entrepreneur d'établissement pour des). — Le terrain même des courses n'est pas soumis à la taxe proportionnelle.

Courtier de marchandises (Vente aux marchands détaillants et aux consommateurs). — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Droguiste (Marchand) en détail.

Electricité ou du gaz (Marchand d'appareils, ustensiles ou fournitures pour l'emploi de l').

Encre à écrire (Fabricant ou marchand d') vendant en gros.

Engrais ou amendements (Fabricant ou marchand d') vendant en gros.

Equipement militaire (Marchand d'objets d').

Espadrilles (Marchand ou fabricant d') vendant en demi-gros.

Frigorifique (Exploitant un établissement).

Fruits secs ou légumes secs (Marchand de) en demi-gros.

Fruits non secs ou légumes frais (Marchand de) en gros.

Gaz (Voir Electricité).

Horloger.

Libraire non éditeur.

Literie (Marchand d'articles ou fournitures de) en détail.

Loueur de voitures automobiles.

Machines à coudre, à piquer, à broder, à plisser, à écrire ou autres machines analogues (Marchand de) en demi-gros.

Maison de tolérance (Tenant une).

Matériaux de construction (Marchand de). — Celui qui, dans le même établissement, vend plusieurs sortes de matériaux de construction, tels que chaux, ciment, plâtre, pierres brutes ou taillées, briques, tuiles, ardoises, etc.

Orfèvre (Marchand) sans atelier.

Photographie (Marchand d'appareils, ustensiles ou fournitures pour la).

Pianos (Marchand ou facteur de).

Pipes ou articles de fumeurs (Marchand de) en gros.

Poisson salé, mariné, sec ou fumé (Marchand de) en demi-gros.

Pommes de terre (Marchand de) en gros. — Celui qui vend principalement par quantités égales ou supérieures à 15 quintaux.

Produits chimiques (Fabricant ou marchand de) vendant en détail.

Représentant de commerce. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Restaurateur à la carte occupant moins de quinze personnes ou à prix fixe.

Sellier-Carrossier.

Soie (Marchand de) en détail.

Sûreté (Marchand ou fabricant d'appareils électriques de).

Tapis de laine et tapisseries (Marchand de).

Tissus (Marchand de) en détail.

Verre (Marchand d'articles en) en demi-gros.

Vêtements confectionnés (Fabricant ou marchand de), vendant en demi-gros, lorsqu'il n'occupe pas habituellement plus de dix personnes.

Vianes salées, fumées ou desséchées (Marchand de) en demi-gros.

Vinaigre (Marchand de) en demi-gros.

CINQUIÈME CLASSE

Alambic ordinaire (Exploitant d').

Appareils sanitaires (Marchand d').

Appartement ou d'immeuble (Exploitant d') par sous-location. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux ou immeubles objets de la sous-location.

Armurier.

Artificier.

Assurances (Agent d'). — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Aubergiste ou cabaretier-logeur.

Bas et bonneterie (Marchand de) en détail.

Bottier ou cordonnier (Marchand).

Boucher (Marchand).

Boulangerie par procédés mécaniques (Exploitant de).

Broderies ou dentelles (Marchand ou fabricant de) vendant en demi-gros.

Brodeur sur étoffes, en or ou en argent.

Cafetier.

Châpeaux (Marchand de).

Charcutier.

Charpentier (Entrepreneur fournisseur). — Celui qui a un approvisionnement de bois de construction et qui exécute, à l'entreprise, des travaux de charpente.

Chevaux (Marchand de).

Chevaux (Tenant une écurie pour l'entretien, l'entraînement ou le dressage de).

Chimiste. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Cinématographiques (Marchand ou loueur d'appareils ou de films).

Cochons (Nourrisseurs de).

Commissionnaires au Mont-de-Piété.

Cordier (Marchand ou fabricant de câbles et cordages pour la marine).

Corroyeur (Marchand).

Couleurs, vernis et droguerie à l'usage des peintres (Marchand de) en détail.

Crin (Marchand de) en détail.

Cuirs (Marchand de) en détail.

Déménagements (Entrepreneur de).

Dragueur avec moteur mécanique ou avec machine à bras ou à manège.

Eaux gazeuses, eaux minérales, naturelles ou factices, limonades gazeuses (Marchand ou fabricant d').

Epaves (Repêcheur d').

Expert pour le partage et l'estimation des propriétés. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Expert près les tribunaux. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Faïence (Marchand de) en demi-gros.

Farines, féculs, semoules ou sons (Marchand de) en demi-gros.

Fonte ouvragée (Marchand de).

Fourrures (Marchand de) en détail.

Fromages (Marchand ou fabricant de) vendant en demi-gros.

Fruits non secs ou légumes frais (Marchand de) en demi-gros.

Fumiste (Entrepreneur).

Garage pour automobiles (Exploitant de).

Gaz comprimés (Marchand de).

Graines fourragères, oléagineuses ou autres (Marchand de) en demi-gros. — Celui qui vend habituellement par sacs ou par balles.

Grains (Marchand de) en demi-gros. — Celui qui vend habituellement par quantités de 20 à 100 hectolitres.

Henné (Marchand de) en demi-gros.

Hôtel garni (Maître d') louant à la semaine, à la quinzaine ou au mois.

Huiles de toute nature, essences de pétrole ou alcools dénaturés (Marchand d') en détail.

Inhumations et pompes funèbres (Entrepreneur d').
 Institution (Chef d') ou maître de pension.
 Laine (Marchand de) en détail.
 Lait (Marchand de) en gros. — Celui qui vend aux cré-
 miers, laitiers, cafetiers, hôteliers, etc...
 Linger (Marchand ou fabricant) vendant en demi-
 gros.
 Machines agricoles (Marchand de).
 Maçonnerie (Entrepreneur de).
 Manège d'équitation (Tenant un).
 Mâts (Constructeur de).
 Mécanicien.
 Menuisier (Entrepreneur).
 Mercerie (Marchand de) en détail.
 Métaux (Marchand de) en détail.
 Miel ou cire (Marchand de) en détail.
 Moutons ou d'agneaux (Marchand de).
 Mulets ou de mules (Marchand de).
 Oeufs, volailles, lapins ou gibier (Marchand d').
 Papetier (Marchand) en détail.
 Pâtissier vendant en détail.
 Peaux (Marchand de) en détail.
 Peintre vernisseur en voitures ou équipages.
 Peinture en bâtiments (Entrepreneur de).
 Pipes ou articles de fumeurs (Marchand de) en demi-
 gros.
 Plafonneur ou plâtrier (Entrepreneur).
 Poterie (Marchand de) en gros.
 Quincaillerie ou ferronnerie (Marchand de) en détail.
 Safran (Marchand de) en demi-gros.
 Serrurier-entrepreneur ou serrurier-mécanicien.
 Sondeur ou foreur de puits avec moteur mécanique,
 avec machine à bras ou à manège.
 Suif (Marchand de) en détail.
 Tapisier (Marchand).
 Teinturier-dégraissage travaillant avec machine à va-
 peur.
 Thé (Marchand de) en détail.
 Tonneaux (Marchand de).
 Vaches ou de veaux (Marchand de).
 Vannerie (Marchand de) en demi-gros.
 Vélocipèdes (Marchand de).
 Vêtements confectionnés (Fabricant ou marchand de)
 vendant aux particuliers, lorsqu'il n'occupe pas habi-
 tuellement plus de dix personnes.
 Vétérinaire. — La taxe proportionnelle porte sur la va-
 leur locative des locaux professionnels et d'habitation.
 Viandes salées, fumées ou desséchées (Marchand de)
 en détail.
 Vins (Marchand de) en détail.
 Vulcanisation (Exploitant un atelier de).

SIXIÈME CLASSE

Abatage des animaux dans les abattoirs (Entrepreneur
 de l').
 Accouchement (Chef de maison d')
 Affiches (Entrepreneur de la pose et de la conservation
 des).
 Alambic (Loueur d'). — Celui qui loue habituellement
 un alambic sans procéder lui-même à la distillation.

Alcool, eau-de-vie, liqueurs ou apéritifs à base d'al-
 cool (Débitant d').
 Allumettes (Marchand d') en détail.
 Anes (Marchand d').
 Annonces et avis divers (Entrepreneur d'insertion d').
 Arpenteur. — La taxe proportionnelle porte sur la va-
 leur locative des locaux professionnels et d'habitation.
 Arrimeur.
 Babouches (Marchand de) en détail.
 Bains publics et douches (Entrepreneur de).
 Bals publics (Entrepreneur de).
 Barques, bateaux ou canots (Marchand ou constructeur
 de).
 Bascule (Maître de).
 Bazar d'articles de ménage, de bimbeloterie, etc. (Te-
 nant un), occupant habituellement moins de six personnes.
 Beurre (Marchand de) en détail.
 Bijoux en faux (Marchand ou fabricant de), vendant en
 détail.
 Blanchisseur de linge ayant un établissement de buan-
 derie.
 Bois à brûler (Marchand de) en détail. — Celui qui
 vend par quantités inférieures au stère, mais supérieures au
 fagot.
 Bois de bateaux, de boissellerie, d'ébénisterie, de me-
 nuiserie, de volige, feuillard ou merrain (Marchand de).
 Boisselier (Marchand) en détail.
 Bottier ou cordonnier travaillant sur commande.
 Bottier ou cordonnier tenant magasin de chaussures
 communes sans assortiment.
 Boucher en petit bétail ou à la cheville.
 Bougies ou chandelles (Marchand de) en détail.
 Boulanger.
 Bourrelier.
 Brocanteur en boufrique.
 Broderies ou dentelles (Marchand ou fabricant de) ven-
 dant en détail.
 Brossier (Fabricant ou marchand) vendant en détail.
 Bureau d'indication pour la vente ou la location des
 propriétés.
 Bureau de placement ou de renseignements divers (Te-
 nant un).
 Cabaretier.
 Café ou café de chicorée (Marchand de) en détail.
 Café maure (Tenant un).
 Calfat, radoubeur de navires.
 Canes (Fabricant pour son compte ou marchand de).
 Caparaonnier.
 Carrossier raccommodeur.
 Cartes à jouer (Marchand de).
 Cercle ou dans une Société (Fournisseur des objets de
 consommation dans un).
 Chameaux (Loueur de).
 Chapeaux, képis, chéchias, etc... (Marchand ou fabri-
 cant de) vendant en détail.
 Charbon de bois (Marchand de) en demi-gros.
 Charbon de terre (Marchand de) en détail. — Celui qui
 vend habituellement par quantité de 100 à 500 kilogram-
 mes.

Chargement et déchargement des barques ou des voitures de chemins de fer (Entrepreneur de).

Charpentier.

Charron.

Chaudronnier.

Chaux ou de plâtre (Marchand de).

Chevaux (Loueur de).

Chèvres ou chevreaux (Marchand de).

Chiens (Marchand de).

Chiffonnier (Marchand) en demi-gros. — Celui qui vend habituellement par quantités de 800 à 2.000 kilogrammes.

Cirage ou encaustique (Marchand ou fabricant de) par procédés ordinaires.

Ciseleur.

Cloutier (Marchand) en détail.

Coiffeur.

Commissionnaire pour l'acquit des droits de douane et de frêt au départ ou à l'arrivée des navires.

Confiserie (Marchand de menue) en détail.

Coquetier avec voiture ou bête de somme.

Cordier (Marchand ou fabricant).

Corne (Apprêteur de).

Cornes brutes (Marchand de).

Corsets (Fabricant ou marchand de) vendant en détail.

Couronnes ou d'ornements funéraires (Marchand de) en détail.

Courtier en grains (Opérations en demi-gros en détail). — Celui qui opère habituellement par quantités inférieures à 100 hectolitres. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.

Coutelier (Marchand).

Couvreur.

Dallage en ciment ou mosaïque (Entrepreneur de).

Damasquiner.

Delaineur de peaux.

Dellal : Vendeur aux enchères en ambulance.

Drainage (Entrepreneur de).

Ebéniste (Fabricant) pour son compte.

Electricien.

Emplacement pour dépôts de marchandises (Exploitant un). — Celui qui, propriétaire ou locataire d'un emplacement, reçoit des marchandises en dépôt moyennant rétribution.

Engrais ou amendements (Fabricant ou marchand d') vendant en détail.

Epicerie (Marchand d') en détail.

Espadrilles (Marchand ou fabricant d') vendant en détail.

Faïence (Marchand de) en détail.

Farines, féculs, semoules ou sons (Marchand de) en détail.

Ferblantier.

Filets pour la pêche, la chasse, etc. (Fabricant ou marchand de).

Fleurs artificielles ou naturelles ou de plantes d'ornement (Marchand de) en détail.

Fondouk (Tenant un).

Force motrice (Loueur de). — Celui qui, possesseur de bâtiments ou de moteurs qu'il n'emploie pas pour son pro-

pre compte, les loue à divers industriels auxquels il s'engage à fournir une force motrice déterminée.

Forgeron.

Fourbisseur (Marchand).

Fourrage (Marchand de) par charrette ou à la botte.

Fripier.

Fromages (Marchand ou fabricant de), vendant en détail.

Fruits ou légumes (Marchand de) en détail.

Fumiste (Non entrepreneur).

Gants (Marchand de) en détail.

Glace, eau congelée (Marchand de ou fabricant de).

Glaces (Marchand de) en détail.

Grains et graines (Marchand de) en détail.

Grue (Maître de).

Héliographe.

Hongreur-Expert. — Celui qui, sans être muni du diplôme de vétérinaire, soigne les animaux malades.

Infirmerie d'animaux (Tenant une).

Instruments aratoires (Fabricant ou marchand d').

Instruments de musique autres que des pianos (Fabricant ou marchand d').

Jeux et amusements publics (Maître de) (Manèges mûs à bras exceptés).

Laveur de laines.

Liège (Marchand de) en détail.

Linger (Marchand ou fabricant) vendant en détail.

Loueur de voitures suspendues.

Lunetier.

Machines à coudre, à piquer, à broder, à plisser, à écrire ou autres machines analogues (Marchand de) en détail.

Maçon (Maître).

Magasinier. — Celui qui reçoit en dépôt, pour le compte de négociants, des marchandises qu'il n'est chargé ni de vendre, ni d'expédier.

Marais salants (Exploitant de).

Marbrier.

Maréchal.

Margarine ou autres produits analogues (Marchand de) en détail.

Maroquinerie (Marchand de) en détail.

Menuisier.

Mercerie (Marchand de menue).

Meubles (Fabricant ou marchand de).

Méules (Marchand ou fabricant de).

Modiste.

Munitions et accessoires pour la chasse (Marchand de) en détail.

Nourrisseur de vaches, de chèvres ou de brebis pour le commerce du lait.

Objets en cuivre, plaqué, os, nacre, ivoire, ébène, etc., etc... pour la sellerie, les armes, etc... (Fabricant pour son compte ou marchand d').

Orfèvre (Fabricant) pour son compte.

Outres (Fabricant pour son compte ou marchand d').

Papiers peints pour tentures (Marchand de).

Parapluies (Fabricant ou marchand de) vendant en détail.

Parfumeur (Marchand) en détail.
 Passementier (Marchand) en détail.
 Pâtes alimentaires (Marchand de) en détail.
 Pavéur.
 Pêche (Marchand d'engins pour la) en détail.
 Peintre en bâtiments non entrepreneur.
 Pension bourgeoise (Tenant).
 Photographe.
 Pianos (Loueur de).
 Pierres fausses (Fabricant ou marchand de).
 Pierres pour la construction (Marchand de).
 Pipes ou articles de fumeurs (Marchand de) en détail.
 Plafonneur ou plâtrier.
 Plants, arbres ou arbustes (Marchand de).
 Plombier.
 Plume (Marchand de) en détail.
 Poisson frais (Marchand de) en gros.
 Ponton-débarcadère (Exploitant de).
 Porcelaine (Marchand de) en détail.
 Relais (Entrepreneur de).
 Rôtisseur.
 Roulier.
 Sacs de toile (Fabricant de).
 Savon (Marchand de) en détail.
 Sculpteur.
 Sel (Marchand de) en détail.
 Sellier-Harnacheur.
 Serrurier non entrepreneur.
 Sommiers (Fabricant de) pour son compte, sans magasin.
 Soudure autogène (Exploitant un atelier de).
 Soufre (Débitant de).
 Sparterie (Fabricant ou marchand d'objets en).
 Sucre (Marchand de) en détail.
 Tabac ou kif (Débitant de).
 Tailleur pour les particuliers sans assortiment d'étoffes.
 Tan (Marchand de).
 Teinturier-dégraiseur sans machine à vapeur.
 Terrasses (Constructeur de).
 Terrassier (Maître).
 Tissus communs (Marchand de) sans assortiment.
 Toiles cirées ou vernies (Marchand de) en détail.
 Tourneur avec boutique.
 Vannerie (Marchand de) en détail.
 Vélocipèdes (Loueur de).
 Vélocipèdes (Marchand d'accessoires de).
 Verre (Marchand d'articles en) en détail.
 Vidange (Entrepreneur de).
 Vinaigre (Marchand de) en détail.
 Vitrier.
 Voilier. — Celui qui, au débarquement, ouvre les balles ou sacs de marchandises, les répare ou en confectionne de neufs, ou qui fournit des tentes ou des bâches pour abriter les marchandises déposées sur les quais.
 Voiturier.

SEPTIÈME CLASSE

Anes (Loueur d').
 Armurier à façon.
 Avironnier.

Babouches (Fabricant de).
 Balais (Fabricant ou marchand de) vendant au détail.
 Barcassier usant d'un moyen de propulsion mécanique.
 Barques, bateaux ou canots (Loueur de).
 Bâtier. — Celui qui fait des bûts.
 Baudelier. — Celui qui transporte du bois à dos de bête de somme.
 Beignets (Marchand de) en détail.
 Bijoutier à façon.
 Bimbeloterie commune (Marchand de) en détail.
 Blanchisseur de linge sans établissement de buanderie.
 Bois à brûler (Marchand de) au petit détail. — Celui qui vend au fagot.
 Bonbons ou confiseries (Revendeur de).
 Bottier ou cordonnier à façon.
 Bouquetier.
 Brocanteur sans boutique.
 Broderies ou dentelles (Fabricant de) à façon.
 Broyeur à bras.
 Caparaçonner à façon.
 Cardes (Fabricant de).
 Cardeur.
 Carreleur.
 Chaises (Empailleur de).
 Chandeliers en fer ou en cuivre (Fabricant de) à façon.
 Charbon de bois (Marchand de) en détail.
 Charbon de terre (Marchand de) au petit détail. — Celui qui vend habituellement par quantités inférieures à 100 kilogrammes.
 Charpentier à façon.
 Charron à façon.
 Chaudronnier rhabilleur.
 Chiffonnier en détail. — Celui qui vend habituellement par quantités inférieures à 800 kilogrammes.
 Cloutier au marteau.
 Coquetier sans voiture ni bête de somme.
 Cordier (Fabricant de menus cordages).
 Cordons, lacets, tresses, ganses (Fabricant de) pour son compte.
 Corroyeur à façon.
 Courtier de bestiaux. — La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.
 Coussins (Garnisseur de).
 Coutelier à façon.
 Couvreur à façon.
 Décrotteur en boutique.
 Dragueur travaillant à bras seulement.
 Eau (Porteur d') autrement qu'à la bretelle ou à la bretelle avec compagnon à sa solde.
 Ebéniste (Fabricant) à façon.
 Ecôrcheur ou équarisseur d'animaux.
 Eperonnier.
 Epicier regrattier.
 Etameur d'ustensiles de cuisine.
 Etriers (Fabricant d').
 Ferrailleur. — Celui qui vend de vieux objets en fer.
 Forgeron de petites pièces à façon.
 Fouets, cravaches (Fabricant ou marchand de).
 Fournier ou cuiseur.
 Fourreaux pour sabres, poignards (Fabricant de).

Fruiter.
 Gargotier.
 Goudron (Marchand de) au petit détail.
 Grainier ou grainetier. — Celui qui vend à la petite mesure ou au petit poids toute espèce de grains ou de graines.
 Graveur sur métaux se bornant à graver de menus objets.
 Henné (Marchand de) en détail.
 Herboriste.
 Hongreur.
 Horloger rhabilleur non marchand.
 Laitier.
 Lanternier.
 Logeur.
 Logeur de bestiaux.
 Maçon à façon.
 Manèges, nacelles, balançoires, etc... (Exploitant un établissement forain de...) mû à bras.
 Marbrier à façon.
 Maroquinier à façon.
 Mécanicien à façon.
 Menuisier à façon.
 Modiste à façon.
 Mulets (Loueur de).
 Nattier.
 Naturaliste préparateur.
 Outils divers (Loueur d').
 Paillasses (Marchand ou fabricant de) vendant en détail.
 Pain (Revendeur de).
 Patachier.
 Peintre en armoiries, attributs, décors ou enseignes.
 Perruquier.
 Pipes de terre (Marchand de) en détail.
 Plâtrier ou plâtrier à façon.
 Poires à poudre (Fabricant ou marchand de).
 Poisson (Marchand de) en détail.
 Poterie de terre (Marchand de) en détail.
 Relieur de livres.
 Remouleur.
 Repasseur de linge.
 Sable (Marchand de).
 Scieur de long.
 Sellier à façon.
 Socques (Fabricant ou marchand de).
 Sondeur ou foreur de puits travaillant à bras seulement.
 Soufflets (Fabricant de).
 Taillandier.
 Tailleur de pierres.
 Tailleur ou couturier à façon.
 Taxisier. — Celui qui fait et vend des tamis.
 Teinturier, sans machine à vapeur, n'effectuant pas le dégraissage des étoffes.
 Terrasses (Constructeur de) à façon.
 Tonnelier à façon.
 Tourneur sans boutique.
 Tripier.
 Vannier (Fabricant de vannerie commune).
 Vin, bière, cidre, café ou thé (Débitant au petit détail de).

TABLEAU B.

1^{re} Classe

	TAXE	
	Fixe	Variable
	Francs	
Armateur pour le grand, le petit cabotage ou la pêche....	200	
Par tonneau des navires à voiles....		0,07
Par tonneau des navires à vapeur....		0,30
Le nombre des tonneaux est compté d'après la jauge nette des bâtiments.		
Armateur pour le long cours.....	400	
Par tonneau des navires à voiles....		0,15
Par tonneau des navires à vapeur....		0,60
Le nombre des tonneaux est compté d'après la jauge nette des bâtiments.		
Arrosage, balayage ou enlèvement des boues (Entreprise de l').....	20	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du prix annuel alloué à l'entrepreneur		0,30
La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.		
Bac (Adjudicataire, concessionnaire ou fermier de).....	20	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du prix de ferme ou du montant de l'adjudication		0,70
La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.		
Dans le cas où la perception des droits serait concédée à titre d'indemnité ou de remboursement, le concessionnaire serait annuellement imposé sur la somme représentant l'annuité nécessaire pour assurer, à la fin de la concession, l'indemnité ou le remboursement stipulé.		
Chambres ou d'appartements meublés (Loueur d'une ou de plusieurs).....	10	
Par chambre mise en location ou par pièce d'appartement.....		20,00
Droits à percevoir dans un abattoir public :		
Droits de halles, marchés ou emplacements sur les places publiques ;		
Droits de jaugeage, mesurage ou pesage ;		
Droits de vente dans les souks et sur les marchés ou autres recettes publiques. (Adjudicataire, concessionnaire ou fermier des)	20	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du prix de ferme ou du montant de l'adjudication		0,80
La taxe proportionnelle porte seulement sur les locaux d'habitation.		
Dans le cas où la perception des droits serait concédée à titre d'indemnité ou de remboursement, le concessionnaire serait annuellement imposé sur la somme représentant l'annuité nécessaire pour assurer, à la fin de la concession, l'indemnité ou le remboursement stipulé.		
Eclairage à l'huile ou à l'acétylène (Entrepreneur d').....	10	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du montant des entreprises.....		0,70
La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des seuls locaux d'habitation.		

TABLEAU B.

1^{re} Classe

	TAXE	
	Fixe	Variable
	Francs	
Marchand forain	10	
Par cinquante kilogrammes ou fraction de cinquante kilogrammes du poids transporté ou transportable, si les moyens de transport appartiennent au contribuable		10,00
Navires étrangers (Consignataire ou tenant une agence de).....	200	
Par tonneau du tonnage total constaté au cours de l'année précédente.....		0,02
Le tonnage total est le produit de la jauge nette des bâtiments par le nombre de leurs escales sur le littoral de la zone française.		
Pêche (Adjudicataire ou fermier de)..	20	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du prix de ferme ou du montant de l'adjudication		0,80
La taxe proportionnelle porte seulement sur la valeur locative des locaux d'habitation.		
Transport de dépêches (Entrepreneur de)	20	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du montant des entreprises.....		0,50
Travaux publics ou fourniture de matériaux pour travaux publics (Entrepreneur de)	20	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du montant des entreprises.....		0,50
La taxe variable afférente à chaque entreprise est, autant que possible, répartie sur le nombre d'années nécessaires à l'exécution des travaux.		
La taxe proportionnelle porte seulement sur la valeur locative des locaux d'habitation.		
« Dans le cas où un entrepreneur de travaux publics (ou de fourniture de matériaux pour travaux publics) exerce actuellement, dans le même local, une profession du tableau A :		
« 1° Il ne paie les taxes fixe et variables qu'à raison de la profession pour laquelle le total de ces taxes est le plus élevé, à la condition que les travaux publics (ou la fourniture de matériaux pour travaux publics) effectués rentrent dans l'exercice habituel de cette profession du tableau A ;		
« 2° La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels (d'après le taux afférent à la profession du tableau A) ;		
« 3° Elle ne porte sur la valeur locative de l'habitation que si le patentable est assujéti à la taxe fixe en qualité d'entrepreneur. »		

TABLEAU B.

2^e Classe

	TAXE	
	Fixe	Variable
	Francs	
Alcool (Fabrique d').....	200	
Par hectolitre d'alcool pur fabriqué annuellement		0,50
Cette taxe variable est basée sur la quantité fabriquée l'année précédente ou, au cas d'impossibilité, pendant une période plus courte, ou même d'après les résultats probables de l'année en cours.		
Beurre (Fabrique de) par procédés mécaniques	10	
Par ouvrier ou employé et par machine à écrémer, baratter ou malaxer..... (Voir article 10 du dahir).		15,00
Bouchons de liège (Fabrique de) par procédés mécaniques	10	
Par lame		12,00
Par ouvrier ou employé.....		12,00
Bougies ou chandelles (Fabrique de). Par ouvrier ou employé.....	10	10,00
Brasserie (Exploitant de).....	100	
Par hectolitre de la capacité brute de toutes les chaudières.....		4,00
La taxe variable sera réduite de moitié pour les établissements qui ne brassent que six fois par an au plus.		
Briques, carreaux, creusets, poterie, tuiles, tuyaux pour le drainage ou la conduite des eaux, objets en terre cuite ou en ciment pour la construction ou l'ornementation (Fabrique de).....	20	
Par malaxeur ou autre machine à broyer, à écraser, à pulvériser, à bluter, à mêler à mouler, à presser, etc.....		20,00
Par ouvrier ou employé..... (Voir article 10 du dahir).		8,00
Chaux ou ciments artificiels (Fabrique de)	100	
Par mètre cube de la capacité brute des fours		10,00
Cette taxe sera réduite de moitié pour les fours dans lesquels on cuira moins de huit fois par an.		
Chaux ou ciments naturels (Fabrique de)	50	
Par mètre cube de la capacité brute des fours à feu intermittent.....		0,90
Par mètre cube de la capacité brute des fours à feu continu.....		7,50
La taxe variable sera réduite d'un tiers pour les fours dans lesquels on ne fabriquera ni chaux hydraulique, ni ciment.		
Chemins de fer ou tramways avec péage (Exploitant de).....	500	
Par kilomètre des lignes ou portions de ligne :		
A écartement supérieur à un mètre et à double voie.....		10,00
A écartement supérieur à un mètre et à simple voie.....		5,00
A écartement inférieur à un mètre et à double voie.....		5,00
A écartement inférieur à un mètre et à simple voie.....		2,50

TABLEAU B.

2^e Classe.

	TAXE	
	Fixe	Variable
	Francs	
Cocons (Filerie de).....	20	
Par bassine fileuse à moins de quatre bouts		2,00
Par bassine fileuse à quatre bouts.....		4,00
Par bassine fileuse à plus de quatre bouts		6,00
Crin végétal (Fabrique de) par procédés mécaniques	20	
Par machine à peigner.....		12,00
Diligences partant à jours et heures fixes (Entreprise de).....	30	
Par kilomètre de chaque ligne parcourue :		
Pour chaque voiture ayant dix places et au-dessous		0,50
Pour chaque voiture ayant plus de dix places		1,00
Dans le cas où les voyages, pour l'aller et le retour, sont effectués sur la même route, on ne compte qu'une seule fois, pour chaque voiture, la distance comprise entre les deux points extrêmes de la ligne parcourue.		
Distillateur-liquoriste	100	
Par hectolitre de la capacité brute de tous les alambics et de toutes les bassines.		15,00
Distillateur-parfumeur	50	
Par hectolitre de la capacité brute de tous les alambics		10,00
Par presse		50,00
Energie électrique (Exploitant une usine pour la production ou la transformation de l').....	100	
Par kilowatt ou fraction de kilowatt de la puissance utile des machines ou appareils de production ou de transformation, non compris les machines ou appareils de secours		2,00
Seul est considéré comme appareil de secours celui qui ne peut fonctionner que pendant l'arrêt de l'appareil qu'il doit suppléer.		
Faïence (Fabrique de).....	20	
Par mètre cube de la capacité brute des fours		2,00
La taxe variable sera réduite de moitié pour les fours au bois dans lesquels on fera moins de vingt fournées par an.		
Filature de chanvre ou de lin.....	20	
Par broche		0,20
Filature de laine ou de coton.....	20	
Par broche		0,10
Fonderie de fer de seconde fusion, de bronze ou d'aluminium (Exploitant de).....	100	
Par ouvrier ou employé.....		12,00
Foulonnier	20	
Par pot à fouler ou à laver.....		8,00
Par machine à fouler ou à laver.....		25,00
Fournisseur aux troupes de terre ou de mer, dans les hôpitaux civils ou militaires ou autres établissements publics.....	50	

TABLEAU B.

2^e Classe.

	TAXE	
	Fixe	Variable
	Francs	
Par 100 francs ou fraction de 100 francs du montant des fournitures effectuées		0,40
La taxe proportionnelle porte sur la valeur locative des locaux professionnels et d'habitation.		
« Dans le cas où un fournisseur exerce « concurremment dans le même local, une « profession du tableau A ;		
« 1° Il ne paie les taxes fixe et variables qu'à raison de la profession pour « laquelle le total de ces taxes est le plus « élevé, à la condition que la vente des « denrées ou matières fournies rentrent « dans l'exercice habituel de cette profession du tableau A ;		
« 2° La taxe proportionnelle est calculée sur les locaux à usage professionnel, « suivant les prescriptions de l'article 7 « du dahir ;		
« 3° Elle ne porte sur la valeur locative de l'habitation que si le patentable « est assujéti à la taxe fixe en qualité de « fournisseur. »		
Gaz pour l'éclairage (Fabrique de).....	100	
Par mètre cube de la capacité brute des gazomètres		0,50
Glace (Exploitant une usine pour la fabrication artificielle de la).....	50	
Par ouvrier ou employé.....		12,00
On ne comptera pas les ouvriers qui, dans les usines non pourvues de moteurs mécaniques sont employés à mouvoir à bras les pompes de l'établissement.		
Imprimeur typographe, lithographe, lithochrome, en taille douce ou par procédés phototypiques	30	
Par ouvrier ou employé.....		15,00
La taxe variable sera réduite de moitié pour les établissements dans lesquels les presses sont exclusivement actionnées par l'homme.		
Lin ou chanvre (Exploitant une usine pour le rouissage ou le teillage du).....	20	
Par ouvrier ou employé.....		10,00
Machines agricoles (Exploitant de).....	20	
Par machine à battre, labourer, défoncer, faucher ou moissonner.....		30,00
Par machine à semer, égrener, nettoyer, trier, vanner, presser, teiller, décorer ou autre appareil analogue.....		25,00
La taxe variable sera doublée pour les machines actionnées par un moteur inanimé.		
Malt ou orge germée servant à la fabrication de la bière (Exploitant une fabrique de)	30	
Par ouvrier ou employé.....		12,00
Mécanicien avec moteur hydraulique, électrique ou à vapeur.....	50	
Par ouvrier ou employé.....		15,00
Métiers (Exploitant une fabrique à).....	20	
Par métier à tisser ou à tricoter mécaniquement		20,00

TABLEAU B.

2^e Classe.

	TAXE	
	Fixe	Variable
	Francs	
Par métier à tisser ou à tricoter mû à bras		10,00
Mines ou carrières (Exploitant de)...	20	
Par ouvrier ou employé.....		5,00
Moulin ou autre usine à moudre, battre, triturer, broyer, pulvériser, presser..	20	
Par paire de meules ou de disques broyeurs		30,00
Par paire de cylindres d'une longueur de plus de 70 centimètres.....		100,00
Par paire de cylindres d'une longueur de 50 à 70 centimètres.....		70,00
Par paire de cylindres d'une longueur inférieure à 50 centimètres.....		50,00
Par presse		50,00
Par pilon		8,00
Lorsque les meules et les cylindres ne fonctionnent pas par paire, la taxe variable afférente à la paire sera appliquée à la machine ou au jeu de machine qui en tiendra lieu.		
Dans les usines fonctionnant à l'aide de cylindres, chaque appareil à 3 ou 4 cylindres sera compté pour deux paires de cylindres.		
Les taxes fixe et variables seront doublées lorsque l'usine fonctionnera habituellement pour le compte d'un exploitant achetant les matières premières pour revendre ensuite les produits de sa fabrication.		
Voir article 10 du dahir.		
Moulinier en soie.....	20	
Par tavelle		0,20
Par broche dite de filature (système Meynard ou procédé analogue).....		0,50
Par broche, fuseau, bague ou axe supportant les bobines, roquets ou roquettes de toute nature ; et par bobine des flotteurs ou moulins de dévidage, même non supportée par des axes.....		0,02
Les taxes variables seront réduites de moitié pour les établissements dans lesquels on travaillera habituellement à façon, lorsque leur total calculé conformément au présent tarif n'excèdera pas 50 francs en principal.		
Omnibus (Entrepreneur d').....	50	
Par place des voitures à traction animale en circulation.....		2,00
Par place des voitures automobiles en circulation		4,00
Papeterie à la mécanique (Exploitant de)	50	
Par machine à fabriquer le papier..		100,00
Pâtes alimentaires (Fabrique de)....	30	
Par ouvrier ou employé.....		15,00
Peignerie ou carderie de laine, de coton ou de bourre de soie par procédés mécaniques	50	
Par machine à peigner ou à carder..		15,00
Plâtre (Fabrique de) au moyen de fours à feu continu.....	50	

TABLEAU B.

2^e Classe

	TAXE	
	Fixe	Variable
	Francs	
Par four.....		30,00
Plâtre (Fabrique de) par procédés ordinaires	20	
Par mètre cube de la capacité brute des fours		2,00
Cette taxe sera réduite de moitié pour les fours dans lesquels on fera moins de huit fournées par an.		
Savon (Fabrique de).....	30	
Par hectolitre ou fraction d'hectolitre de la capacité brute des chaudières.....		2,00
Scierie mécanique (Exploitant de)....	50	
Par lame		10,00
Par machine à mortaiser, à raboter, à rainer, à planer, à polir et autre machine analogue		3,00
Les taxes fixe et variables seront doublées lorsque l'usine fonctionnera habituellement pour le compte d'un exploitant achetant les matières premières pour revendre ensuite les produits de sa fabrication.		
Sel (Raffinerie de).....	20	
Par ouvrier ou employé.....		12,00
Suif (Fondeur de).....	20	
Par ouvrier ou employé.....		12,00
Tanneur de cuirs (forts ou mous)....	30	
Par mètre cube de fosses et de cuves..		2,00
Transport de voyageurs par automobiles partant à jours et heures fixes (Entrepreneur de)	100	
Par kilomètre de chaque ligne parcourue :		
Pour chaque voiture ayant 4 places (chauffeur compris) et au-dessous.....		0,50
Pour chaque voiture ayant 5 ou 6 places (chauffeur compris).....		1,00
Pour chaque voiture ayant de 7 à 10 places (chauffeur compris).....		2,00
Pour chaque voiture ayant de 11 à 20 places (chauffeur compris).....		3,00
Pour chaque voiture ayant plus de 20 places (chauffeur compris).....		5,00
Dans le cas où les voyages, pour l'aller et le retour, sont effectués sur la même route, on ne compte qu'une seule fois pour chaque voiture la distance comprise entre les deux points extrêmes de la ligne parcourue.		
Transport de marchandises par automobiles (Entrepreneur de).....	100	
Par cheval-vapeur de la puissance maxima des moteurs.....		20,00
Transport de voyageurs ou de marchandises par avion (Entrepreneur de)...	100	
Par avion en service (appareils de rechange exclus) :		
Par place de passager.....		500,00
Par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes de la charge maxima utile de marchandises.....		0,25,00

DAHIR DU 9 OCTOBRE 1920 (25 Moharrem 1339)
portant déclaration d'utilité publique du chemin
de fer phosphatier de Sidi el Aïdi à Si Daoui

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant qu'il est indispensable à la prospérité de
Notre Empire d'y établir des chemins de fer à voie normale,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la
partie du chemin de fer phosphatier à voie normale com-
prise entre Sidi el Aïdi et Si Daoui.

ART. 2. — Conformément à l'article 4 du dahir du
31 août 1914 sur l'expropriation pour cause d'utilité publi-
que, pendant un délai de deux ans, à dater de la promul-
gation du présent dahir, aucune construction ne pourra
être élevée, aucune plantation ou amélioration ne pourra
être effectuée sur les terrains situés dans la zone ci-après
définie, sans l'autorisation du Directeur général des Tra-
vaux publics.

ART. 3. — La zone d'interdiction comprend :

a) *Du km. 58 de la route de Casablanca-Marrakech
jusqu'au point où l'oued Tamdrost coupe la piste de Settât
à Boucheron qui suit le pied des collines de Settât*, une
zone de 3 km. de largeur dont la ligne médiane part du
km. 58 de la route Casablanca-Marrakech pour aboutir au
au point où l'Oued Tamdrost coupe la piste de Settât à
Boucheron.

b) *Du point zéro l'oued Tamdrost coupe la piste de Set-
tât à Boucheron jusqu'à Ras el Ain* : une zone de 1 km.
500 de largeur dont la ligne médiane est l'oued Tamdrost.

c) *De Ras el Ain à Lalla Fatma el Kehila* : une zone
de 1 km. 500 de largeur dont la ligne médiane est l'aligne-
ment Ras el Ain-Lalla Fatma el Kehila.

d) *De Lalla Fatma el Kehila à Kasba Caïd Brahim* :
une zone de 3 km. de largeur dont la limite nord est dé-
finie par l'alignement Lalla Fatma el Kehila-Kasba Caïd
Brahim.

e) *De Kasba Caïd Brahim au km. 66 de la route de
Ber Rechid à Oued Zem* : une zone de 4 km. de largeur
dont la ligne médiane est l'alignement Kasba Caïd Brahim
km. 66 de la route de Ber Rechid à Oued Zem.

f) *Du km. 66 de la route de Ber Rechid à Oued Zem
au km. 82 de la même route* : une zone de 1 km. de lar-
geur au nord de la route de Ber Rechid à Oued Zem et
une zone de 2 km. du sud de ladite route.

g) *Du km. 82 de la route de Ber Rechid à Oued Zem
au km. 106 de la même route* : une zone de 3 km. au nord
de la route de Ber Rechid à Oued Zem et une zone de
2 km. au sud.

Les zones des paragraphes ci-dessus a, b, c, d, e, f, g,
sont indiquées en rose sur la carte au 1/200.000 ci-annexée.

Un exemplaire de cette carte au 1/200.000 sera dépo-
sée au bureau du Contrôle civil de Settât.

*Fait à Rabat, le 25 Moharrem 1339.
(9 Octobre 1920).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 11 Octobre 1920.

*Pour le Délégué à la Résidence Générale,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSE.*

**Note annexe de la Direction Générale
des Travaux Publics**

Les propriétaires des terrains situés dans les zones
d'interdiction définies au dahir publié ci-dessus. sont libres
de cultiver lesdits terrains tant que l'acquisition prévue
n'aura pas été effectivement réalisée.

DAHIR DU 30 SEPTEMBRE 1920 (16 Moharrem 1339)
relatif à l'importation au Maroc de plantes ou
parties de plantes destinées à la reproduction

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

En vue de protéger les cultures contre les maladies de
nature cryptogamique ou entomologique et pour les pré-
munir contre l'introduction de parasites au moment de
l'importation des végétaux,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'importation en zone française
de l'Empire Chérifien, de plantes ou parties de plantes des-
tinées à la reproduction, n'est autorisée que par les ports
ouverts au commerce et par le poste d'Oujda.

ART. 2. — Cette importation est rigoureusement subor-
donnée à la production, pour chaque lot ou partie, d'un
certificat du Service phytopathologique officiel du pays d'o-
rigine, déclarant que lesdits végétaux proviennent d'un
établissement régulièrement inspecté et reconnu indemne
de maladies cryptogamiques ou entomologiques dange-
reuses.

Le certificat dont il s'agit devra mentionner le lieu
exact d'où proviennent les plantes ou parties de plantes im-
portées, et indiquer toutes références utiles à l'identifica-
tion des colis.

ART. 3. — Tout lot de plantes ou parties de plantes
importé sans être accompagné du certificat exigé par l'ar-
ticle 2 du présent dahir, sera retenu à la douane. Notifica-
tion en sera faite à l'importateur, qui aura un délai de
quinze jours francs pour assurer la réexportation.

A l'expiration de ce délai, la destruction du lot irrégu-
lièrement importé pourra être effectuée à la diligence du
Service des Douanes, tous frais engagés en vue de cette
destruction demeurant à la charge de l'importateur.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent

dahir seront punies d'une amende de 16 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

*Fait à Rabat, 16 Moharrem 1339,
(30 septembre 1920).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} octobre 1920.

*Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AOUT 1920

(6 Hidja 1338)

remaniant la Djemaa de tribu des Khlot, de l'annexe d'Arbaoua et nommant les nouveaux membres

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 Moharrem 1335) créant les djemâas de tribus ;

Sur la proposition du Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des membres de la djemâa de tribu des Khlot, fixé à vingt-trois par arrêté viziriel du 3 janvier 1918 (19 Rebia I 1336) est réduit à vingt-deux.

ART. 2. — Sont nommés membres de cette djemâa de tribu, pour une durée de trois années, à compter du 22 août 1920, les notables dont les noms suivent :

Bousselham ben Allel Saïdi,
Tahar ben Djelloul,
Si Djemil ben Djemil,
Si Mohamed ben Mejdoud,
Si M'hamed El Harrak,
El Hadj ben Zina,
Si Mohamed ben Mohamed Seghir,
Si Mohamed ben Hamidou,
Mohamed ben Djillali,
Bou Selham Serbout,
Djelloul Remiqui,
Bou Selham Bouib,
Sidi Djelloul ben Tayeb,
Ali ben Mohamed,
Bou Selham ben Tayeb,
Si Kacem ben Cherqui,
Djilali Griche Saïdi,
Mohamed ben Bou Selham,
Hammou Allal,
Kassem ben Rahama el Keridi,
Mohamed ben Friha,
Si Mohamed ben Zahra.

ART. 3. — Le Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 Hidja 1338,
(21 août 1920).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 Août 1920.

Le Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AOUT 1920

(6 Hidja 1338)

nommant les nouveaux membres du Conseil d'administration de la Société de prévoyance d'Arbaoua.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 26 mai 1917 (4 Chaabane 1335), créant les Sociétés de prévoyance ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 janvier 1918 (19 Rebia I 1336), modifié par l'arrêté viziriel du 5 juillet 1919 (6 Chaoual 1337) instituant la Société de prévoyance d'Arbaoua ;

Sur la proposition du Directeur des Affaires Indigènes et du Service des Renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres du Conseil d'administration de la Société de prévoyance d'Arbaoua, en outre des membres de droit énumérés à l'art. 4 du dahir du 26 mai 1917 (4 Chaabane 1335), pour la durée de trois ans, à compter du 22 août 1920, les notables ci-après désignés :

M'Hammed ben el Hadj Taïeb Mejdoubi ;
Si Djemil ben Djemil.

ART. 2. — Le Directeur des Affaires Indigènes et du Service des Renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 Hidja 1338,
(21 août 1920).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 Août 1920.

*Le Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AOUT 1920

(6 Hidja 1338)

portant modification à l'arrêté viziriel du 31 janvier 1920 (9 Djoumada I 1338) créant la Société de prévoyance des Ahmar-Guich.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 26 mai 1917 (4 Chaabane 1335) créant les Sociétés indigènes de prévoyance ;

Vu l'arrêté viziriel duquel il résulte que la djemâa de tribu des Ahmar Ouled Youssef) est supprimée,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté viziriel du 31 janvier 1920 (9 Djoumada I 1338), créant la Société de prévoyance des Ahmar Guich, est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 3. — La Société de prévoyance des Ahmar Guich « comprendra les tribus de l'Annexe des Ahmar Guich et « sera formée des trois sections ci-après :

« Guich, une section ;
« Ahmar (Zerrat), une section ;
« Ahmar Zerrarat, une section. »

ART. 2. — Le Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements, le Directeur Général des Fi-

nances, le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 Hidja 1338,
(21 août 1920).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 Août 1290.

*Le Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AOUT 1920
(6 Hidja 1338)**

relatif aux Djemaâs de tribus de la région de Marrakech
(y compris le Cercle des Haha-Chiadma (Mogador).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 Moharrem 1335),
créant les djemâas de tribus ;

Sur la proposition du Directeur des Affaires indigènes
et du Service des Renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des membres de la
djemâa de tribu des Rehamna (Haouz), fixé à 16 par l'ar-
rêté viziriel du 20 avril 1918 (8 Redjeb 1336) est porté à 20.

Le nombre des membres de la djemâa de tribu des
Rehamna (Bour), fixé à 12 par l'arrêté viziriel du 20 avril
1918 (8 Redjeb 1336), est porté à 18.

Le nombre des membres de la djemâa de tribu du Guich
de l'annexe des Ahmar-Guich (anc. Cercle du Haouz),
fixé à 24 par arrêté viziriel du 20 avril 1918 (8 Redjeb 1336),
est porté à 23.

Le nombre des membres de la djemâa de tribu des
Ahmar (Zerrat), fixé à 18 par arrêté viziriel du 20 avril
1918 (8 Redjeb 1336), est porté à 21.

Le nombre des membres de la djemâa de tribu des
Ahmar (Zerrarat), fixé à 10 par arrêté viziriel du 20 avril
1918 (8 Redjeb 1336) est porté à 13.

La djemâa de tribu des Ahmar (Ouled Youssef), créée
par arrêté viziriel du 20 avril 1918 (8 Redjeb 1336), est
supprimée.

ART. 2. — Sont nommés membres des djemâas de tri-
bus ci-après désignées, pour une durée de trois ans à comp-
ter du 22 août 1920, les notables dont les noms suivent :

Rehamna (Haouz)

Si Brik ben Dehan,
El Maati ben Djilali,
Allal ben Hammou,
El Arbi ben Lahssen,
Brik ben el Dehbi,
Mohamed ben Djilali,
Abbès ben el Meati,
Si Mohamed ben Brahim,
Si Ahmed ben Larbi,
El Houssine ben Rahal,
El Hadj Djilali ben el Kial,
Kabbour ben Hadj Mohamed,

Si Ahmed ben Sliman,
El Yazid ben Kamida,
Si Hamadi ben Rahal,
Salah ben Soumane,
El Hocine ben Fedou,
Salem ben Azouza,
El Ayadi ben Hocine,
Si Larbi ben Bouzid.

Rehamna (Bour)

Si Ahmed ben Kaddour,
El Hadj Lahoussin ben Salah,
El Sid Allal ben Haounid,
El Sid Mohamed ben Abdelkrine,
El Tahar ben Saïd,
Ahmed ben Oukedad,
Aomar bel Besseri,
Abbès ben Brahim,
Si Mohamed ben Bou Azza,
Laoucine ben Embarek el Bidani,
El Beciri ben Rahal,
Mohamed ben Djilali bel Arbi,
Allal ben Aomar,
Allal bel Ghezouani,
Mohamed ben el Hocine,
Abbou ben el Aiachi,
El Ghalli ben Khalifa,
Aomar el Djedida.

Schrarna (Ahl el Ghaba)

Larbi ben Djilali,
Rahal ben Larbi,
Maati ben Ahmed,
Ahmed bel Maati,
Mehdi ben Rahal,
Bou M'hamed ben Rahal,
Omar ben Cherradi,
Ahmed bel Hassan,
Mohamed ben Kaddour,
Salah ben Ahmed ben Chouchia,
Abdallah ben Taïbi,
Si Allal ben M'Hamed el Miloudi,
Si Rahal ben Cherki,
Mohamed ben Aresch,
Mohamed ben Frikh,
Rahal ben Salah,
Si Mohamed bel Hadj Mekki,
Si Larbi ben Filali,
Djilali ben Mehdi el Guernaoui,
Caïd Mohamed bel Hadj,
Ahmed ben Tahla,
Abdesselem ben Djilali,
El Madani ben Ahmed,
El Haddaji ben Larbi,
Ali ben Mokaddem.

Schrarna (Fekra Oulad Sidi Rahal)

Rahal ben Djilali,
Moulay Tahar ben Fasi,
El Hadj Mohamed Lassouli,
Mohamed ben Fatmi,
El Hadj Mekki bel Bachir,
Si Houssein ben Rahal,
Hamadi bel Mokkadem,

Mohamed ben Thami,
 Abderrahman ben Djilali,
 Mohamed bel Hadj Omar,
 Rahal ben Dahan,
 M'Hamed ben Larbi.
 Si Omar bel Hadj,
 Mohamed bel Hadj,
 Larbi ben Djilali,
 Mohamed ben Tahar,
 Mekki bel Abbès,
 Thami ben Dahan,
 Larbi ben Zaouia,
 Rahal ben Mohamed.

Schrarna (Ouled Yacoub)

Tahar ben Moudden,
 Mohamed bel Yazid,
 Brahim ben Rahal,
 Ahmed ben Aïda,
 Mohamed ben Ghozola,
 Ahmed bel Ghofri,
 Mohamed bel Hadj,
 El Hadj Fathmi bel Hadj M'hamed,
 Mokhtar bel Hadj Mohamed Deghbar,
 Omar ben Tadlaoui,
 Hammou bel Mekki,
 Abderrahman ben Fathmi,
 Mohamed ben Kassem,
 Mohamed Bouazza,
 Bouih bel Yazid,
 El Hadj Tahar ben Djilali,
 Rahal ben Abdallah,
 Thami ben Lhassen,
 Ahmed ben Kerchi,
 Bachir bel Fedali,
 Allal ben Abdallah,
 Mohamed ben Doukkali,
 El Hachmi ben Azzouz,
 Embarek bel Mir,
 Ahmed ben Mahjoub.

Schrarna (Ouled Khallouf)

Fathmi bou Krab,
 Mohamed ben Lasri,
 Smain ben Embarek,
 Abdelkader bel Hassani,
 Mohamed ben Embarek,
 Sliman ben Mekki,
 Sahib ben Mouloudi,
 Larbi ben Mahjoub,
 Si Driss ben Larbi,
 Moulou bel Hadj Kaddour,
 Mohamed ben Ahmed,
 Djilali ben Brahim,
 El Hadj Fathmi ben Ahmed,
 Moulay Larbi bel Hadj Allal,
 Si Abdelkader ben Embarek,
 Mohamed ben Si Larbi,
 Maati ben M'Hamed,
 Ahmed ben Allal,
 Mohamed bel Hadj,
 Ahmed ben Djilali,

El Hadj Rahal bel Mekki,
 Omar ben Keadou,
 Mohamed ben Mouloudi,
 Kaddour ben Fatmi bel Moudden,
 El Hadj Mohamed ben Larbi.

Schrarna (Beni Ameur)

Larbi ben Amara,
 Mohamed ben Chaoui,
 Mohamed ben Allal,
 Sliman ben Ahmed,
 Mohamed ben Ahmed,
 Abdesselem bel Fekih,
 Mohamed bel Hadj Boari,
 Larbi ben Bouihod,
 Rahal ben Larbi,
 Alla ben Hakkaoui,
 Taïbi ben Tahar,
 Abdallah ben Thami,
 Abdesselem ben Hameni,
 Mohamed ben Larbi,
 Ahmed bel Kebir,
 Ahmed ben Roman,
 Djilali ben Chafai,
 Hamadi ben Korchi,
 Salah ben Taïbi,
 Djilali ben Tahar,
 Abderrahman ben Mouloud,
 Mohamed ben Houssein,
 El Hadj Abderrezak,
 Fedil ben Anaya,
 Laouni ben Dahan.

*Zemran (Ouled Sidi Rahal, Beni M'Ahmed,
 Ouled Bou Chaabe)*

Cheikh Hadj Embarek Khodmir Bouchabai,
 Cheikh Si Mohamed ben el Maati Bouchabai,
 Ahmed ben Hadj Adlaoui,
 Si Brahim ben Mohamed ben Brahim Allouani,
 Cheikh Brahim ben Zin Arradi,
 Djillali ben Nair Fkira,
 Si Bouih bel Hadj Embarek.

Zemran (Beni Zid et Ouled Saïd)

Cheikh Allal ben Saïd Elizidi Elamiri,
 El Kamel ben Brahim el Kourimi,
 Cheikh Si Hadjoub ben Mossoud el Emtraï el Izidi,
 Cheikh Hassan ben Hadj Djilali el Amouchi,
 Si Habib Ould el Hadj Amara Saïdi,
 Cheikh Mohamed ben Zaïzer Chtouani Saïdi,
 Fkih Si Rahal ben Fkih Si Omar Saïdi,
 Cheikh Si Fedali ben Latar Saïdi,
 El Mokhtar ben Omar ben Abbès Saïdi,
 Cheikh Rahal ben Tahar ben Djilali Saïdi.

Zemran (Haraoua et Ouled Caïd)

Cheikh Maati ben Djilali Lahraoui,
 Cheikh Rahal ben el Himani Lahraoui,
 Si Mohamed ben Lahoud Lahraoui,
 Cheikh Majoub ben Omar el Gaidi,
 Omar ben Khye el Mansouri,
 Cheikh Larbi ben Zemroun Daoudi,
 Si Khalifa ben Hamou el Fekrouni.

Tribu Guich des Ahmar

Si Djilali ben el Mekri,
 Si Moha ben Driss,
 Si Larbi ben Mohamed,
 Si Tayeb ben Hamada,
 Si Ahmed ben Driss el Hassani,
 Si Mokhtar ben Zabeir,
 Si El Hadj el Fatmi ben Hamou,
 Si El Hadj el Heddadj,
 Si Abdeselem ben Abbou,
 Si Abbès ben Ahmed el Hamdi,
 Si Ahmed ben el Hachemi,
 Si M'Barek ben Hidanegimi,
 Si Aomar ben Tounsi el Mellouki,
 Si Mohamed ben Hamida,
 Si Hamad ben Aomar Aït Lhassen,
 Si Ali ben Aomar el Daoudi,
 Si Mohamed ben Bhouia el Remiti,
 Si Mohamed ben el Hadj Zaouia,
 Si Djilali ben Khebigha,
 Si Ferrah ben Ali el Boucham,
 Si Rahal ben Abdallah,
 Si Ahmed ben Lahoussine,
 Si el Medhi ben Si Saïd ben Taleb Ali.

Ahmar Zerrat

El Maati ben Mamoun,
 Mokadem M'Barek,
 Mohamed bel Hadj Meki,
 Layachi ben Edi, Cheikh,
 Mohamed ben Mansour,
 Tahar ben Mohamed,
 Ramoun ben Edi,
 Mahjoub ben Hamida,
 Miloudi ben Edi,
 Aomar ben Layachi, Cheikh,
 M'Barek ben Mahjoub,
 Mohamed ben Rhali,
 Lachemi bel Kaltoum,
 Belaïd ben Haboul,
 Mohamed ben Alou, Cheikh,
 Them el Aïchi,
 Ali ben Regragui, Cheikh,
 Abbès bel Lachemi,
 Mokadem Abou ben Djilali ben Salah,
 Bouchaïb ben Ali,
 Mohamed ben Mohamed,

Ahmar Zerrarat

Mahjoub ben Mohamed,
 M'Barek ben Tahar,
 Tahar ben Ali bel M'Rir,
 Mohamed ben Abbou,
 Ahmed ben Cheikh M'Ahmed,
 Brahim bel Mahjoub,
 Mohamed ben Allal,
 Moussa ben Driss,
 Si Dho Ould Edi ben Dho,
 Aomar ben Khalifat,
 Tahar ben Saïd,
 Djilali ben Mahjoub ben Chaïba,
 Tahar ben Mahjoub.

Ouled El Hadj

Mohamed ben el Hadj Ahmed,
 El Hachemi ben Kaddour,
 Ali ben el Koumad,
 Slimar. Lea Chcheb,
 Abd el Moula ben Regragui,
 M'Barek ben el Aiboudi,
 Mohamed ben Denna,
 Tami ben Kaddour,
 Abdallah ben Si Haoud,
 Mohamed ben el Allam,
 Kaddour, ben Ahmed ben Abdallah,
 Mohamed ben Kamin.

Korimat

Si Ayad ben Arbib,
 Cheikh Salam ben Si Allal,
 El Hadj Allal el Gambi,
 Cheikh Brik ben Houihi;
 Cheikh Mohamed ben el Khedin,
 Cheikh Mohamed Badag.

Meskalc

Layachi ould Si Hamou,
 Cheikh Saïd el Moussafrar,
 Zllal ben el Hadj,
 Si Mohamed ben Hamida,
 Si Mohamed ben el Hadj Bachir,
 El Hadj M'Barek ben el Hadjoui,
 Cheikh Mohamed Korriifi,
 Si Bouchaïb ben Birouk,
 Cheikh Saïd el Gassoui,
 Cheikh Allal el Loghchit,
 Cheikh Allal el Loghchit,
 Cheikh M'Barek el Fetah,
 Cheikh Allal Ounaghi,
 Si Mohamed Ould el Hadj Kaddour,
 Si Ahmed Taouriri,
 Saïd Ould Chebach,
 Si Ahmed Djedia,
 Cheikh Tahar Regani,
 Si Dehim ben el Hachemi,
 Si Mohamed bel Mahmoud el Boudjimi,
 Si Feddoul,
 Si Ahmed ben el Moqqadem,
 Si Mohamed ben el Hadj Nacem.
 Cheikh M'Barek ben Abd el Enebbi,
 Houmad Ould Chouikh.

ART. 3. — Le Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 6 Hidja 1338,
 (21 août 1920).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.
 Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 Août 1920.

Le Consul Général, Secrétaire Général du Protectorat,
 chargé de l'intérim de la Résidence Générale,
 DE SORBIER DE POUGNADORESSE,

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AOUT 1920

(8 Hidja 1338)

nommant les nouveaux membres des Conseils d'administration des Sociétés indigènes de la Région de Marrakech, y compris le Cercle des Haha-Chiadma (Mogador).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 26 mai 1917 (4 Chaabane 1335) créant les Sociétés de prévoyance ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 janvier 1920 (9 Djoumada I 1338) créant la Société de prévoyance des Rehamna-Sghrarna-Zemran et la Société de prévoyance des Ahmer-Guich ;

Vu l'arrêté viziriel du portant modification à l'arrêté précité ;

Vu les arrêtés viziriels du 20 avril 1918 (8 Redjeb 1336), créant les sociétés de prévoyance des Chiadma du nord et des Chiadma du Sud ;

Sur la proposition du Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés notables sociétaires des Conseils d'administration des Sociétés de prévoyance ci-après désignées, en outre des membres de droit énumérés à l'art. 4 du dahir du 26 mai 1917 (4 Chaabane 1335), pour la durée de trois ans, à dater du 22 août 1920, les notables dont les noms suivent :

Société de prévoyance des Rehamna-Sghrarna-Zemran

Si Ahmed ben Kaddour el M'Taya el Slimani,
Si Brik ben Dehan el Zenguaoui,
Si Larbi ben Djilali.
Si Moulay Tahir ben Fasi,
Si Tahar ben Mouden,
Si Sliman ben Mekki,
Si Mohamed bel Hadj Bosri,
Si El Maati ben Djilali,
Si El Hadj Mohammed Khodmir,
Si Allal ben Saïd.

Société de prévoyance des Ahmar-Guich

Si Larbi ben Mohamed bel Kouch,
Si El Medhi ben Si Saïd ben Taleb Ali,
Si Aomar ben Khalifat,
Si Dho ben Edi ben Dho,
Si Ali ben Regragui.

Société de prévoyance des Chiadma du nord

Sliman ben el Cheheb,
Si Ayeb ben Errebib.

Société de prévoyance des Chiadma du sud

Si Mohamed ben el Hadj Bachir,
Si Ahmed Taouriri.

ART. 2. — Le Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 6 Hidja 1338,
(21 août 1920).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 Août 1290.

Le Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 SEPTEMBRE 1920

(20 Hidja 1339)

modifiant l'arrêté viziriel du 21 mai 1919 (20 Chaabane 1337) réglementant les formes et conditions d'obtention du certificat et du diplôme d'études secondaires musulmanes.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 17 mai 1919 (16 Chaabane 1337) instituant un certificat et un diplôme d'études secondaires musulmanes ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 mai 1919 (20 Chaabane 1337) réglementant les formes et conditions d'obtention du certificat et du diplôme d'études secondaires musulmanes ;

Sur la proposition du Directeur de l'Enseignement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté viziriel du 21 mai 1919 (20 Chaabane 1337) réglementant les formes et conditions d'obtention du certificat et du diplôme d'études secondaires musulmanes est modifié comme suit :

« ART. 2. — Le certificat d'études secondaires musulmanes est un examen d'ordre intérieur qui se passe dans chaque collège musulman. Il comprend des épreuves écrites et des épreuves orales.

« Les épreuves écrites comprennent :

« 1° Une rédaction arabe ;

« 2° Une composition française ;

« 3° Un problème de mathématiques et une question de science ;

« 4° Un exercice de traduction comprenant un thème et une version.

« La durée de chaque épreuve est de trois heures, sauf pour l'épreuve scientifique et l'exercice de traduction, dont la durée est de quatre heures.

« Chacune de ces matières a un coefficient égal. La note zéro en l'une quelconque de ces matières ou une note de composition française inférieure à 6 sont d'office éliminatoires.

« Les candidats devront avoir obtenu au total 40 points pour être déclarés admissibles.

« Les épreuves orales comportent :

« 1° L'explication d'un texte arabe (en arabe) ;

« 2° L'explication d'un texte français (en français) ;

« 3° Une interrogation sur le droit musulman (en arabe) ;

« 4° Une interrogation sur les sciences (en français) ;

« 5° Une interrogation sur les mathématiques (en français) ;

« 6° Une interrogation sur l'histoire (en français) ;

« 7° Une interrogation sur la géographie (en français) ;

« 8° Une interrogation sur le commerce (en français).

« Chacune de ces interrogations a un coefficient égal. Elles portent sur le programme du premier cycle secondaire des collèges musulmans. Les candidats devront obtenir un total général de 120 points pour être déclarés reçus. Les candidats refusés à l'oral gardent le bénéfice de leur admissibilité pour la session suivante. »

ART. 2. — L'article 8 dudit arrêté viziriel est modifié comme suit :

« ART. 8. — Les épreuves de chacune de ces sections sont ainsi fixées :

« A. — *Section Générale.* — Epreuves écrites :

« 1° Une dissertation littéraire arabe ;

« 2° Une composition française ;

« 3° Une épreuve comportant un problème de mathématiques et une question de sciences ;

« 4° Un exercice de traduction comportant un thème et une version.

« La durée de chaque épreuve est de trois heures, sauf pour l'épreuve scientifique et la traduction, dont la durée est de quatre heures.

« Le candidat, pour être admissible, doit obtenir un total de 40 points; une note zéro en l'une quelconque des matières ou une note inférieure à 7 en composition française, sont d'office éliminatoires.

« Epreuves orales :

« 1° L'explication littéraire et grammaticale d'un texte arabe (en arabe), suivie d'une interrogation sur l'histoire littéraire arabe.

« 2° L'explication d'un texte français (en français) ;

« 3° Une interrogation sur l'histoire (en français) ;

« 4° Une interrogation sur la géographie (en français) ;

« 5° Une interrogation sur les sciences (en français) ;

« 6° Une interrogation sur l'organisation administrative du Maroc (en français) ;

« 7° Une interrogation sur le droit musulman (en arabe).

« Les explications arabe et française ont coefficient double.

« Le candidat doit obtenir un total de 130 points pour être reçu.

« Les candidats refusés à l'oral gardent pour la session suivante le bénéfice de leur admissibilité.

« B. — *Section économique.* — Epreuves écrites :

« 1° Une composition en français sur un sujet d'études économiques (commerce, agriculture, industrie) ;

« 2° Une composition en arabe sur un sujet analogue ;

« 3° Une épreuve comprenant un problème de mathématiques et une question de sciences ;

« 4° Une version arabe-française et un thème français arabe.

« Toutes ces épreuves ont coefficient simple ; les conditions d'admissibilité sont les mêmes que pour la section générale.

« Epreuves orales :

« 1° Une épreuve de comptabilité (en français) ;

« 2° Une épreuve de technologie commerciale (en français) ;

« 3° Une explication arabe ;

« 4° Une explication française ;

« 5° Une interrogation sur la géographie économique (en français) ;

« 6° Une interrogation touchant les connaissances usuelles sur l'industrie et l'agriculture européennes (en français) ;

« 7° Une interrogation sur le droit musulman (en arabe).

« Toutes ces matières ont coefficient simple.

« Les conditions d'admission sont les mêmes que pour la série précédente. Le total des points devra s'élever à 110. »

ART. 3. — L'article 9 dudit arrêté viziriel est modifié comme suit :

« ART. 9. — Le jury du diplôme d'études secondaires musulmanes, unique pour les deux sections, se compose de :

« Trois membres de l'enseignement supérieur, dont l'un exerce la présidence du jury ;

« Un professeur français et un professeur indigène du cadre des collèges musulmans ;

« Un professeur de sciences d'un lycée français ;

« Un professeur d'enseignement commercial (pour la section économique) ;

« Un délégué du Makhzen. »

Fait à Rabat, le 20 Hidja 1338,
(4 septembre 1920).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.
Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 Septembre 1920.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 SEPTEMBRE 1920
(20 Hidja 1338)

relatif au programme des études secondaires dans les Collèges musulmans

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 17 février 1916 (12 Rebia II 1334) créant les Collèges musulmans de Rabat et de Fès ;

Vu la note résidentielle du 12 août 1917 définissant le caractère de l'enseignement des Collèges musulmans ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 mai 1919 relatif aux programmes des études secondaires dans les Collèges musulmans ;

Vu la délibération prise à la date du 16 juillet 1920 par la Commission spéciale réunie à cette date.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Sera mis en application dans les Collèges musulmans le programme d'études secondaires annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Le programme antérieur fixé par l'arrêté viziriel du 17 mai 1919 (16 Chaabane 1337) est annulé.

Fait à Rabat, le 20 Hidja 1338,
(4 septembre 1920).

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.
Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 Septembre 1920.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ANNEXE

à l'arrêté viziriel du 4 septembre 1920, (20 Hidja 1338),
fixant le programme des études secondaires dans
les Collèges musulmans

Principes généraux

L'enseignement secondaire destiné aux musulmans

doit préparer les jeunes Marocains à recevoir une culture générale, qui, sans les détourner de leurs traditions, les rende aptes à s'intéresser à toutes les manifestations de la vie moderne.

Il s'adresse à une élite qu'il doit améliorer au point de vue moral comme au point de vue intellectuel ou matériel et adapter aux conditions nouvelles de la vie marocaine. Aussi la devise « L'École pour la Vie » doit-elle être particulièrement la sienne. Il ne s'agit pas de donner dans les collèges, aux jeunes Marocains, une instruction livresque étrangère à leur milieu social, à leurs goûts intellectuels, aux besoins du pays, à l'intérêt des étudiants eux-mêmes ou à leur avenir. Il est nécessaire, au contraire, de former dans ces établissements des jeunes gens de bonne tenue musulmane, et connaissant suffisamment la civilisation européenne pour qu'ils puissent contribuer à l'évolution normale de leur pays vers ses destinées nouvelles.

Dans toute éducation, on doit distinguer la part à faire à l'instruction et la part à faire à la culture. L'instruction, sans doute, par la manière dont elle est donnée, par sa nature aussi, a une influence indirecte sur l'esprit de l'élève ; dans les collèges musulmans, elle n'a d'autre but que de doter l'étudiant de connaissances immédiatement utiles tout en développant son intelligence ; elle devra éviter les spéculations philosophiques qui ruinteraient le fonds moral du musulman. La science « moderne » ne saurait être dans les collèges musulmans l'objet d'un culte qui, d'ailleurs, est trop souvent déplacé même chez des Européens.

La culture donnée dans les collèges musulmans, c'est-à-dire l'ensemble des croyances fondamentales d'un esprit, le caractère constant de ses mobiles, sa civilisation en un mot, doit être franchement musulmane. La supériorité d'une civilisation ne consiste pas dans l'usage qu'elle fait des forces aveugles de la nature, mais plutôt dans la prééminence qu'elle donne aux bons sentiments humains sur les mauvais. Considérée sous cet angle, la civilisation musulmane peut suffire au plus exigeant ; première raison pour la conserver aux élèves musulmans et pour la renforcer. Par ailleurs, si l'on admet qu'un homme, surtout jeune, ne saurait appartenir à deux cultures simultanément, et que s'il tentait de changer de civilisation, il n'aboutirait généralement qu'à l'immoralité la plus dangereuse pour lui et pour ses semblables, il devient évident qu'un musulman ne peut et ne doit que rester dans la religion, la tradition, la civilisation de ses pères.

En conséquence, la formule fondamentale des collèges musulmans se réduit à ceci : culture musulmane et instruction française. La culture musulmane est donnée par des maîtres musulmans marocains et se base sur l'étude de la langue et de la littérature arabes, la morale et le droit religieux ; l'instruction française est donnée par des maîtres français et comporte l'étude de la langue française, des notions de mathématiques et des sciences appliquées, de l'histoire, de la géographie et de l'enseignement commercial. Il est certain que, compris de cette façon, l'enseignement secondaire musulman formera des jeunes gens à mentalité musulmane bien déterminée, qui pourront en outre bénéficier de tous les progrès matériels de la civilisation européenne ; ils seront adaptés sans être déracinés.

Le but général des programmes des collèges musulmans étant ainsi déterminé, ces programmes sont par ail-

leurs modelés sur le caractère moyen de la clientèle scolaire, ses goûts, son avenir.

Les Marocains, leur idéalisme religieux mis à part, sont gens éminemment pratiques, ils ne veulent comprendre une vérité qu'à travers son application utile. En outre, ils ne fréquentent les cours, même ceux des mosquées, qu'avec l'intention bien arrêtée de se créer une situation. C'est dire combien l'enseignement des collèges doit être pratique et fondé essentiellement sur les notions utiles. D'autre part, les Marocains, quelle que soit leur situation sociale, font tous du commerce ; l'enseignement commercial est donc dans les collèges musulmans autre chose qu'une matière accessoire.

Enfin, les élèves des collèges musulmans sont destinés à vivre au Maroc. Il est donc nécessaire que l'enseignement qu'ils reçoivent soit orienté vers la connaissance du pays, de ses ressources, de son avenir économique.

En résumé, l'enseignement des collèges a un caractère pratique et nettement régional.

Le souci de préparer les jeunes gens de la classe sociale moyenne et de la classe supérieure aux situations variées que leur offre le développement du pays, la nécessité de sélectionner les élèves pour ne donner à l'administration que les meilleures unités sans déclasser les autres, ont exigé la création de cycles et de sections dans le cours des études.

Les élèves, pourvus obligatoirement du certificat d'études spécial des indigènes, reçoivent dans le premier cycle, et pendant quatre ans, un enseignement général commun. Au bout de ce temps, ils subissent l'examen du certificat d'études secondaires musulmanes. Ceux qui, par leurs aptitudes, leurs goûts, leur situation sociale, ou même leur âge, sont destinés à arrêter là leurs études, sont alors placés dans le commerce ou dans certaines administrations privées ou du Protectorat. Les autres continuent leurs études pendant deux ans dans le deuxième cycle et s'orientent soit vers la section commerciale s'ils se destinent au commerce, soit vers la section générale s'ils désirent s'employer dans le makhzen. Leurs études sont sanctionnées par un diplôme d'études secondaires musulmanes. Ainsi, grâce au caractère pratique de l'enseignement des collèges et à sa graduation, les élèves sont sélectionnés d'année en année et prennent dans la société le rang qui convient à leurs goûts et à leurs aptitudes.

D'une façon générale, l'enseignement secondaire musulman se règle donc sur le principe fondamental de maintenir les élèves dans leurs habitudes sociales tout en les amenant à une compréhension de plus en plus exacte de l'esprit français et à une vue plus nette de la communauté d'intérêt qui lie Français et Marocains.

II. — Directions pédagogiques

Le problème purement pédagogique que l'enseignement secondaire musulman doit résoudre, se pose ainsi : doter les élèves d'une culture et d'une instruction musulmanes qui leur assignent une place honorable dans leur milieu social, leur donner en français, non point une légère teinture, mais une connaissance intime et pratique de la langue ; enfin, les mettre en possession de tous les éléments des sciences et des mathématiques dont ils auront besoin dans leur vie. Si l'on compare ce programme à celui des collèges français que l'on trouve déjà bien chargé, si l'on considère l'apathie native des élèves, on peut considérer

comme très lourde et très délicate la tâche des collèves musulmans.

Pour résoudre cet ensemble de difficultés, l'enseignement des collèves doit conserver les grands principes directeurs d'une saine pédagogie, mais, tenant compte du but à atteindre et du caractère intellectuel et moral des élèves, il doit par contre, faire table rase des procédés et des méthodes spéciaux aux établissements français. Il évite le psittacisme dangereux à tous les points de vue en se maintenant dans l'utile et le pratique, en écartant les spéculations qui ne conviennent nullement à l'esprit du Marocain, en se bornant au strict nécessaire. Ainsi, l'enseignement des collèves musulmans peut gagner un temps considérable sur celui des collèves français. Il se sert aussi de la mémoire remarquable des élèves pour leur faire retenir en français comme en arabe cent choses utiles, mais se défiant de leur inhabileté au raisonnement, surtout philosophique, il évite de ratiociner. Par des lectures individuelles abondantes et agréables, mais dirigées et surveillées, il inculque aux étudiants des notions sérieuses de composition aussi bien française qu'arabe, leur enseigne mille détails, excite leur curiosité intellectuelle. Exercices de mémoire et lectures individuelles font partie du programme et sont coordonnés avec les autres exercices scolaires.

Toujours pour gagner du temps, les cours et les exercices d'application doivent se compléter réellement et non pas se répéter. Des exercices de dessin, par exemple, peuvent remplacer les démonstrations géométriques, un exercice de vocabulaire complète une leçon de lecture expliquée. En conséquence, c'est toujours le professeur qui surveille l'exécution de l'exercice d'application et non un répétiteur. En conséquence encore, l'élève ne fait chez lui aucun de ces devoirs qui n'ont souvent d'autre but que de l'occuper sans réel profit. Il s'ensuit que les heures de présence au collège sont nombreuses, bien que les heures de cours proprement dits ne dépassent pas la capacité d'attention d'un élève indigène moyen.

Le souci de donner à l'enseignement un caractère pratique et utile, oblige les professeurs à conduire leurs élèves hors du collège pour leur faire voir par eux-mêmes les choses dans leur réalité concrète. Une visite à l'usine électrique doit précéder toute leçon sur l'électricité, une promenade à la campagne doit précéder les leçons sur la géographie physique ; visite, promenade, constituent de véritables leçons. Inversement, des conférenciers compétents pris en dehors du personnel viendront compléter l'enseignement de la classe. De même, des personnages musulmans réputés pour leur savoir et leur moralité seront priés de faire des causeries morales aux élèves assemblés. Les parents pourront être admis à ces conférences. Ainsi, l'enseignement des collèves musulmans sera prolongé dans la vie réelle quotidienne et se débarrassera, dans la mesure du possible, de tout caractère livresque.

Il est à craindre que la variété des matières enseignées ne provoque une fâcheuse dispersion des efforts de l'élève. Pour éviter cet inconvénient, il faut d'abord de l'unité dans la méthode et ensuite de la coordination dans les enseignements. L'idéal serait que l'élève, tout en changeant de professeur, eût le sentiment qu'il ne change pas de classe. L'étude de la grammaire française peut s'appuyer sur celle de la grammaire arabe, car les langues ont toutes des verbes, des noms, des pronoms, des adjectifs ; les exercices de

traduction doivent suivre la même progression que les grammaires arabe et française. les exercices sur les fractions peuvent prendre pour application les partages successoraux musulmans, les rédactions peuvent compléter les lectures les conférences et tous les autres exercices. Il est donc nécessaire que chaque promotion soit sous la direction d'un professeur principal responsable, dont la mission consiste à relier les différents enseignements dans une progression harmonieuse.

En résumé, tenir compte des aptitudes des élèves et de leur avenir au Maroc, réduire l'enseignement à ce qui est utile, coordonner toutes les leçons, c'est là la seule méthode qui permettra d'atteindre le but proposé aux collèves musulmans.

A titre d'indication, la répartition hebdomadaire suivante est donnée pour le premier cycle :

Cours : 18 heures. Exercices : 20 heures.

Enseignement de l'arabe : 11 heures.

Grammaire arabe : 3 heures ;

Exercices écrits de grammaire arabe : 1 heure ;

Lecture expliquée arabe : 2 heures ;

Lecture individuelle surveillée : 1 heure ;

Droit musulman et ibâda : 3 heures ;

Exercices de composition : 1 heure.

Total : 11 heures.

Enseignement du français : 7 heures.

Grammaire française :

Exercice de grammaire française : 1 heure ;

Rédaction (prép. et correction) : 1 heure ;

Exercices en classe : 1 heure ;

Lecture expliquée : 2 heures ;

Lecture individuelle surveillée : 1 heure ;

Exercices de vocabulaire : 1 heure.

Total : 7 heures.

Autres enseignements : 13 heures.

Traduction : 1 heure ;

Exercices de traduction : 1 heure ;

Mathématiques : 1 heure ;

Exercices d'application : 1 heure ;

Sciences : 1 heure ;

Histoire : 1 heure ;

Géographie : 1 heure ;

Cartographie, graphiques, etc. : 1 heure ;

Commerce : 1 heure ;

Exercices, dactylographie : 2 heures ;

Dessin. Exercices : 1 heure.

Ecriture. Exercices : 1 heure.

Total : 13 heures.

Récréation et culture physique (jeux) : 5 heures.

Visites, promenades, conférences : 2 heures.

Total : 7 heures.

Total par semaine : 38 heures (7 heures par jour pendant 5 jours ; 3 heures le vendredi matin).

Répartition par jour :

8 à 10 : Cours ;

10 à 11 : Exercices pratiques ;

13 à 15 : Cours ;

15 à 16 : Jeux ;

16 à 17 : Exercices.

Pour le second cycle, une répartition analogue du travail s'impose.

III — Enseignement de l'arabe et enseignement religieux

A. — Principes généraux

L'enseignement de l'arabe et l'enseignement juridico-religieux constituent les humanités des collèges musulmans ; ils donnent aux élèves la culture musulmane dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle leur est indispensable. Ces enseignements reviennent naturellement à des professeurs musulmans dont la réputation de savoir et de moralité est bien établie dans le pays.

L'étude de la langue arabe, bénéficiant dans les collèges des méthodes pédagogiques moderne et de l'entraînement des élèves, conduit rapidement ceux-ci au niveau des *tolba*. Elle se soumet à la tradition marocaine en inscrivant aux programmes les ouvrages réputés : *Djouroumiya* et *Alfiya* ; cependant, les professeurs doivent éviter d'égarer leurs jeunes auditeurs dans des commentaires interminables et dans l'examen de faits exceptionnels complètement inutiles.

La littérature arabe est généralement peu connue des Marocains. Il est nécessaire que les élèves des collèges en fassent une étude systématique et rationnelle. Les lectures individuelles nombreuses, surveillées et dirigées, complétées par des explications littéraires en commun très serrées, sont destinées à meubler la mémoire des étudiants.

La composition arabe et la récitation sont les compléments nécessaires des études de langue et de littérature.

L'enseignement religieux comprend du droit et de la théologie. Il est évident que les étudiants des collèges ne peuvent connaître entièrement ces deux sciences. Ils en reçoivent cependant tous les éléments indispensables qui leur permettront de faire bonne figure dans la société musulmane et de continuer leurs études juridiques avantageusement, s'ils le désirent, à l'université de Karaouyne ou dans les mosquées. Le programme de droit musulman s'étend à tout ce que cette matière comporte d'indispensable pour les étudiants. La théologie devient un véritable enseignement de la morale religieuse. Le professeur doit tenir compte du jeune âge des élèves et ne leur donner que des notions à la portée de leur intelligence. Aussi a-t-il tout intérêt à se borner à la *ihada*, c'est-à-dire aux pratiques et à la morale religieuse sans aborder le *touhid* proprement dit qui ne convient qu'à des esprits déjà formés.

A cet enseignement se rattache la morale musulmane, à laquelle les professeurs de tous ordres ne donneront jamais trop d'importance. Tout doit y concourir : lectures, exemples proposés en grammaire, sujets de composition arabe, modèle d'écriture... Des leçons particulières doivent y être consacrées, qui seront complétées par des conférences faites par des personnages importants. Les parents seront invités à ces conférences auxquelles on donnera le plus d'apparat possible.

Il faut craindre, en effet, que les élèves des collèges ne se grisent facilement de leur instruction et ne se prennent pour des savants, de doubles savants même, car ils s'imaginent posséder deux langues. Il faut craindre aussi qu'ils ne se croient permis de rompre avec les traditions honorables de leur race. Aussi, les professeurs français et indigènes doivent-ils leur recommander sans cesse la pureté des

mœurs, le respect des parents et des personnes plus âgées qu'eux, la modestie, la dignité musulmane, l'observance des devoirs religieux. « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » est le précepte moral auquel on devra revenir constamment.

B. — Langue et littérature arabes

1° Grammaire :

1^{re} année. — Etude de la *Djouroumiya*. Analyse grammaticale. Nombreux exercices d'application.

2^e année. — Etude de la *Lamiya el afaâl* (conjugaison) dans le premier trimestre. Etude de la *Alfiya*. Analyse grammaticale. Nombreux exercices d'application.

3^e année. — Suite et fin de la *Alfiya*. Analyse grammaticale. Nombreux exercices d'application.

4^e année. — Eléments de rhétorique arabe.

5^e année (Section générale). — Rhétorique et prosodie.

6^e année (Section générale). — Rhétorique et prosodie. Section commerciale (5^e et 6^e années). — Néant.

2° Lecture expliquée et littérature :

1^{re} année. — Morceaux choisis en prose. Explication au point de vue grammatical et lexicologique. Emploi du dictionnaire. Dictées d'application avec questionnaires. Lectures personnelles dirigées et contrôlées.

2^e année. — Morceaux choisis en prose et en vers. Explication au point de vue grammatical et lexicologique. Emploi du dictionnaire arabe. Dictées d'application avec questionnaires. Lectures personnelles dirigées et contrôlées.

3^e année. — Choix de poètes et prosateurs andalous et maghrebins. Lectures personnelles dirigées et contrôlées. Lectures en classe de journaux et de lettres administratives.

4^e année. — Choix de poètes et prosateurs orientaux. Esquisse de l'histoire et de la littérature arabes. Lecture en classe de journaux et de lettres administratives.

Section commerciale (5^e et 6^e années). — Lecture expliquée de documents et périodiques, de livres intéressant le commerce, l'industrie, l'agriculture, l'économie politique.

Section générale (5^e année). — Histoire littéraire de la période antéislamique à la fin des Abassides. Auteurs : Moallaquat (la *Chamaqmaqiya*), Farazdaq, El Khansa, Abounouas, Moutanebbi, Abou Firas, Hariri. Quelques auteurs hispano-maghrebins. Lectures personnelles suivies de comptes rendus oraux et de conférences aussi nombreuses que possible.

6^e année. — Histoire littéraire : des Abassides à l'époque actuelle. Tableau d'ensemble de l'histoire littéraire hispano-maghrebine. Auteurs : Ibn-Ishaq, Tabari, Maçoudi, Aboul el Faraj, Isfahani, Ibn Khallikan, Ibn el Athir, Kalila el Dimna, Ibn-Khaldoum, Maqrizi, Soyouti, Maqqari, Roman d'Antar, Loqman.

3° Rédaction arabe :

1^{re} année. — Exercices d'invention s'appuyant sur la lecture expliquée. Reproduction de récits, fables entendues en classe.

2^e année. — Descriptions tirées de la vie arabe.

3^e année. — Narrations.

4^e année. — Dissertations morales, lettres, rapports.

Section commerciale (5^e année). — Dissertation sur des sujets d'économie politique, correspondance commerciale et administrative.

6^e année. — Même programme.

Section générale (5^e année). — Dissertations morales.

Rédaction sur des sujets se rapportant à la vie administrative et économique du pays.

6^e année. — Même programme.

C. — *Enseignement religieux*

1^{re} année. — La Mouqaddima et la fiqhiya de Sidi Abd el Qader el Fassi.

2^e année. — La Rissala de Ibn Abou Zeid el Qairawani. Lectures d'actes notariés.

3^e année. — Le livre de Benou Achir. Lectures d'actes notariés.

4^e année. — La Tohafa d'Ibn Acem. Lectures d'actes notariés.

Dans le premier cycle, le professeur ne se sert d'aucun commentateur, ses explications personnelles en tiennent lieu. On n'étudie dans chaque ouvrage que ce qui n'a pas été vu dans les ouvrages précédemment étudiés. Le professeur fait donc un choix des chapitres importants dans chaque ouvrage.

5^e année (Section commerciale et section générale). — Sidi Khalil. Ventes, prêts, donations, acquêts, rédaction d'actes notariés. Etude de l'astronomie arabe appliquée à la détermination des heures de prières (touquit).

6^e année (Section commerciale et section générale). — Sidi Khalil. L'héritage. Révision des chapitres de droit dont les élèves n'ont pas une connaissance suffisamment approfondie. Rédaction d'actes notariés. Astronomie arabe appliquée (touquit).

IV. — *Enseignement de la langue française*

A. — *Principes généraux*

La langue française ne doit pas être pour les élèves des collèges musulmans ce qu'est, pour un jeune Français, une langue étrangère quelconque. Il convient non seulement, de toute évidence, de leur apprendre à parler, à lire et à écrire couramment le français, mais, de plus, de leur en faire pénétrer le sens intime, sentir par delà les mots l'essentiel de la mentalité française.

Voilà le but qu'on essaie d'approcher. C'est dans cet esprit qu'ont été conçus les programmes.

a) *Grammaire française :*

Les programmes insistent sur deux points principaux : le verbe et l'analyse grammaticale et logique. En arabe, qu'il s'agisse de la langue classique ou dialectale, la conjugaison est assez pauvre « en temps » ; le français, au contraire, emploie couramment, comme toutes les langues latines d'ailleurs, un nombre de formes « verbales » qui déconcerte les étrangers. On ne peut nier que l'usage familier du verbe soit la condition nécessaire d'une connaissance réelle du français. Il faut donc accorder à cette étude tout le temps voulu et la prolonger pendant tout le premier cycle au moins.

Quant à l'analyse, elle est facile aux indigènes déjà rompus à l'analyse arabe ; sa pratique courante leur est, d'autre part, indispensable, si l'on veut que leurs traductions soient fidèles et précises.

L'étude de la composition et de la dérivation des mots du rôle des préfixes et des suffixes, est des plus utiles pour leur faciliter la recherche « du mot propre » pour établir un lien logique entre les acquisitions verbales de leur langue maternelle.

b) *Lecture :*

Les quelques heures hebdomadaires que l'on peut con-

sacrer à l'étude du français ne suffisent pas à l'acquisition de cette langue. Pour que les élèves arrivent à l'employer d'une façon naturelle et inconsciente, ce qui est le but poursuivi, il faut les faire lire beaucoup. La lecture remplacera pour eux l'ambiance dans laquelle se meut un jeune Français.

c) *Littérature :*

Il ne saurait être question d'imposer aux élèves musulmans une étude systématique de la littérature française ; ce serait leur demander un effort considérable sans beaucoup de profit. Il suffira donc de leur donner des notions sommaires d'histoire littéraire à propos de leurs lectures expliquées et des lectures individuelles. L'histoire littéraire doit donc être sobre, suggestive, rapide et s'appuyer constamment sur la lecture des textes. Une place particulière doit être faite aux auteurs français qui ont écrit sur l'Orient et sur le Maroc et n'ont jamais évité l'occasion de marquer la sympathie de la France pour l'Islam (Chateaubriand, Fromentin, Aubin, Loti, les frères Tharaud, etc.).

Le choix des morceaux de lecture devra être très minutieux. La lecture expliquée est complétée par des exercices d'orthographe, de vocabulaire et surtout de récitation. Il faut tirer parti de l'excellente mémoire des indigènes.

d) *Rédaction :*

Elle doit être le complément des autres exercices de français, leur couronnement pour mieux dire. Elle doit également porter sur des sujets d'application courante, bon nombre d'élèves, en effet, viennent au collège pour acquérir les moyens de gagner leur vie, il faut satisfaire cette aspiration légitime.

e) *Traduction :*

On a conservé aux mots « version » et « thème » la signification qu'ils ont pour des jeunes Français. Elle suit pas à pas la progression des notions grammaticales données en arabe et en français pour les renforcer et les concrétiser. Les exercices de traduction sont gradués depuis les sujets les plus simples destinés aux débutants jusqu'aux traductions parfois délicates qui peuvent être demandés à de bons interprètes.

B. — *Grammaire française*

1^{re} année. — Le verbe régulier, concordance des temps. Les participes. Analyse grammaticale formant révision du cours de grammaire.

2^e année. — Les verbes irréguliers. Concordance des temps. Analyse logique et grammaticale. Notions sur la composition et la dérivation des mots.

3^e année. — Les verbes irréguliers. Concordance des temps. Analyse grammaticale et logique. Etude systématique de la dérivation, et de la composition des mots. Etude des principaux suffixes et préfixes. Homonymes et synonymes.

4^e année. — Les verbes irréguliers. Concordance des temps. Analyse grammaticale et logique. Etude des racines. Quelques notions élémentaires de rhétorique.

Deuxième cycle. — Révision au cours de l'étude des auteurs en lecture expliquée et en histoire littéraire.

C. — *Lecture expliquée*

1^{re} année. — Lecture expliquée des morceaux choisis. Emploi du dictionnaire français. Dictées d'application. Récitation.

2^e année. — Même programme.

3^e année. — Lecture expliquée de morceaux choisis. Notions succinctes d'histoire littéraire à propos des exercices de lecture. Récitation.

4^e année. — Même programme.

Pendant ces quatre années lectures personnelles dirigées par le professeur. Comptes rendus oraux.

Section commerciale (5^e et 6^e années). — Lecture expliquée de périodiques commerciaux, du *Bulletin Officiel*, des comptes rendus de sociétés, de conférences d'économie politique.

Section générale (5^e et 6^e années). — Scènes ou pages choisies de Molière, La Fontaine, Voltaire, Florian, Chateaubriand, Musset, Victor Hugo, Lamartine, Loti, A. Daudet, Fromentin, Chevrillon, J. et J. Tharaud.

D. — Rédaction française

1^{re} année. — Narrations, récits, contes, légendes du pays. Lectures et rédaction de télégrammes.

2^e année. — Descriptions de scènes de la vie courante.

3^e année. — Descriptions de scènes de la vie courante. Dissertations.

4^e année. — Dissertations. Lettres. Rapports.

Section commerciale (5^e et 6^e années). — Correspondance commerciale. Dissertations sur des sujets d'économie politique.

Section langue et littérature (5^e et 6^e années). — Dissertations. Rédactions sur des sujets de la vie administrative et économique du pays.

E. — Traduction

1^{re} année. — Traduction de phrases détachées en vue de l'acquisition d'une règle ou d'une forme déterminée du français ou de l'arabe. On revise ainsi les cas plus ou moins délicats pour les élèves, des langues arabe et française.

2^e année. — Thème. Version. Traductions faciles. Même souci de l'étude de la grammaire qu'en première année.

3^e année. — Thème. Version. Traduction d'un genre littéraire. Apprendre à serrer le texte. Le professeur donnera un soin tout spécial au choix des termes.

4^e année. — Thème. Version littéraire. Version usuelle. Traduction de pièces officielles. Versions littéraires.

Section commerciale (5^e et 6^e années). — Thème. Version. Traduction, dans les deux langues, de documents commerciaux, d'articles d'économie politique, d'actes judiciaires.

Section langues et littératures (5^e et 6^e années). — Thème. Version littéraire. Version usuelle. Traductions d'ordre administratif ou littéraire. Faire une large part à l'arabe moderne.

V. — Sciences physiques et naturelles

Le programme des sciences a été réduit aux notions susceptibles d'avoir une application pratique presque immédiate. Le professeur ne perdra pas de vue qu'il s'agit de mettre de jeunes musulmans à même de comprendre le rôle des sciences dans l'industrie et dans l'agriculture ; il comprendra pourquoi des notions présentant le plus vif intérêt à un point de vue uniquement spéculatif ont été néanmoins sacrifiées.

Les expériences faites en classe devront être accompagnées d'observations faites à l'atelier, à l'usine, aux champs.

Le programme n'est qu'un cadre pour toutes ces opérations et l'enseignement en classe, leur synthèse et leur résumé. Appliquant ainsi la méthode inductive qui convient, on pourra écarter les développements inutiles et préparer au pays des hommes capables de découvrir des richesses et les mettre en valeur.

Le point de départ de l'enseignement des sciences sera toujours l'observation d'un fait de pratique journalière. L'explication des phénomènes, pour être judicieuse et vraie, n'en sera pas moins sommaire. Tout dogmatisme ou philosophie scientifiques doivent être radicalement écartés, encore plus que dans l'enseignement des jeunes Français. Il ne faut pas, en effet, que les connaissances pratiques qu'on inculque aux élèves leur laissent supposer qu'ils sont des savants. Au contraire, c'est le caractère provisoire des théories scientifiques qui devrait être mis en évidence. Dans les collèges musulmans moins qu'ailleurs, on ne doit pas croire à la science.

1^{re} année. — Zoologie. Description sommaire du corps humain en insistant sur les fonctions de nutrition (6 leçons). Grandes divisions du règne animal. Vertébrés. Mammifères. Oiseaux. Reptiles. Batraciens. Poissons. Articulés. Mollusques. Rayonnés. Eponges. Protozoaires. Microbes (se baser sur des exemples pris dans la faune marocaine, 15 leçons). Animaux utiles et animaux nuisibles. Elevage. Apiculture. Pisciculture (6 leçons). Hygiène (6 leçons).

2^e année. — Botanique. Etude des organes et des fonctions physiologiques de la plante. Applications à l'agriculture, à l'horticulture, à la sylviculture (22 leçons environ). Grandes divisions du règne végétal. Etude sommaire de quelques familles au moyen de plantes, les plus importantes de la région (10 à 12 leçons).

3^e année. — Géologie. Le globe terrestre et ses modifications actuelles. Age de ces modifications. Grandes époques géologiques. Sources. Puits. Roches. Gisements. Mines. Terre arable, analyse physique. Valeur agricole des différents terrains. Engrais minéraux. Etude pratique des phénomènes lumineux. Photographie. Projections lumineuses. Cinématographe (15 leçons).

4^e année. — Les forces naturelles. La pesanteur. Equilibre et écoulement des liquides. Pressions. Roues hydrauliques et turbines. Industrie du froid. Etude chimique de l'air et de l'eau. Combustion et combustibles industriels : charbons et pétroles. Mélanges détonants, machines à explosion. Les vents, leur utilisation.

5^e année (pour les deux sections). — Notions de mécanique pratique. Révision des machines, leur rendement. Conservation de l'énergie. Perte de l'énergie utilisable. L'électricité, l'étincelle électrique. Le courant électrique, l'intensité, le voltage. Le courant électrique source d'énergie chimique et calorifique, électrolyse, éclairage et chauffage électriques. Notion de chimie générale. Emploi de formules. Métalloïdes et métaux employés couramment : chlore et dérivés, soufre et dérivés, composés de l'azote, phosphates, silicates, potasse, soude, chaux, ciment, plâtre. Métaux usuels.

6^e année (pour les deux sections). — Magnétisme et électromagnétisme. Le courant électrique source d'énergie mécanique, transport de l'énergie, télégraphe, téléphone. Etude sommaire du mouvement ondulatoire et de sa propa-

gation. Une leçon sur les ondes sonores. Courants alternatifs. Transformateurs. Ondes électriques. Radiotélégraphie. Notions de chimie organique et de chimie analytique. Hydrocarbures : pétroles, acétylène. Fermentations, alcool, vinaigre. Corps gras : savons, bougies. Sucre, amidon, papier. Tannage et teinture. Analyse d'une eau, d'une terre arable, de quelques minéraux ou engrais, etc... Retour sur l'agriculture et l'élevage. Industries dérivées.

VI. — Mathématiques

A. — Principes généraux

L'enseignement des mathématiques doit être éminemment pratique, ce qui ne veut pas dire qu'il doit se réduire à l'acquisition d'une série de procédés mécaniques. La part de l'éducation intellectuelle reste entière. Cependant, le professeur a pour principe fondamental que cette éducation intellectuelle est uniquement une affaire de méthode et non d'exercices d'application. Pour gagner du temps, et pour donner de l'unité à l'enseignement, il ne faut pas considérer l'arithmétique, l'algèbre et la géométrie comme trois matières totalement distinctes. C'est par le calcul arithmétique que l'on arrive au calcul algébrique, et le calcul arithmétique ou algébrique doit trouver son application en géométrie dans l'évaluation des longueurs et des surfaces. De même le dessin géométrique se substitue à la géométrie et remplace par l'intuition rapide la démonstration toujours plus longue et moins suggestive que la constatation visuelle d'une vérité.

Il est inutile de dire que le calcul mental et le système métrique doivent être la préoccupation constante du professeur.

B. — Répartition par classe

1^{re} année. — Révision des opérations fondamentales sur les nombres entiers ; opérations sur les nombres décimaux. Puissance d'un nombre. Problèmes d'ordre pratique sur les nombres entiers et les nombres décimaux. (Vente, achat, transport, échange, partage...) Fraction ordinaire : notion concrète ; multiplication ou division des deux termes par un même nombre. Pratique de la simplification et de la réduction au même dénominateur. Addition, soustraction. Exercices.

2^e année. — Révision de l'addition et de la soustraction des fractions. Règle pratique de la multiplication et de la division des fractions. Exercices. Règle de trois par la réduction à l'unité. Intérêts simples. Escompte commercial. Rentes. Problèmes simples relatifs aux mélanges. Rapport de deux grandeurs. Proportions. Système métrique. Longueurs, aires, volumes, poids, monnaies. Quelques règles relatives à l'évaluation d'aires et de volumes. Exercices.

3^e année. — Problèmes d'arithmétique. Représentation littérale des nombres ; emploi dans les problèmes. Somme et différence de sommes ou différences non effectuées. Addition et soustraction des nombres algébriques. Produit d'une somme ou d'une différence non effectuée par un nombre, par une somme ou une différence non effectuée. En déduire la règle de multiplication des nombres algébriques. Division des nombres algébriques. Monômes et polynômes, pratique des opérations sur les monômes et les polynômes. Exercices.

Usage de la règle, du compas, du rapporteur. Plan, ligne droite. Cercle et propriétés. Angles. Leur mesure au

rapporteur. Perpendiculaire, équerre. Tracé de perpendiculaires à l'équerre, au compas.

Construction des triangles connaissant un côté et deux angles adjacents ; deux côtés et l'angle compris ; trois côtés. En déduire les cas d'égalité de deux triangles.

Triangle isocèle, triangle équilatéral. Triangles rectangles, leur construction et leurs cas particuliers d'égalité.

4^e année. — Problèmes et exercices d'arithmétique. Caractères de la divisibilité par 2 et 5, 4 et 25, 3 et 9. Preuve par 9 de la multiplication et de la division. Pratique de la racine carrée.

Résolution des équations du premier degré. Application aux problèmes usuels.

Parallèles. Leur construction à l'aide de la perpendiculaire commune. Construction avec la règle et l'équerre par glissement : angles correspondants.

La somme des angles d'un triangle vaut deux droits. Somme des angles d'un polygone convexe.

Parallélogramme, rectangle, losange, carré.

Aire du carré, du rectangle, du parallélogramme, du triangle, d'un polygone quelconque par décomposition. Arpentage. Exercices simples de planimétrie sur le terrain.

Lignes proportionnelles, figures semblables, amplification ou réduction d'une figure. Relations métriques dans le triangle rectangle. Définition des lignes trigonométriques.

Polygones réguliers. Longueur de la circonférence et aire du cercle.

5^e année (Section générale). — Notions sur les nombres premiers. Facteurs premiers P.G.C.D.-P.P.C.M. Simplification et réduction des fractions à leur plus simple expression, p. p. d. c. Problèmes d'arithmétique portant plus particulièrement sur les fractions, les proportions et le système métrique.

Formule de résolution de l'équation du 2^e degré. Problèmes et exercices sur les 1^{er} et 2^e degrés.

Notions simples sur le plan et la droite dans l'espace, droites et plans parallèles ou perpendiculaires. Projection orthogonale. Prisme, pyramide, cône, sphère, surface latérale et totale, volume.

Nivellement. Notions de topographie.

Représentation géométrale d'objets usuels. Epures simples.

6^e année (Section générale). — Problèmes d'arithmétique. Progressions, logarithmes, usage des tables, intérêts composés, annuités. Révision de l'algèbre. Exercices.

Révision du cours de géométrie. Exercices. Exercices de topographie.

Notions de cosmographie : constellation, mouvement diurne.

Plan méridien. Axe du monde. Pôles, Etoiles circumpolaires, étoile polaire. Parallèles. Equateur. Jour sidéral.

De la terre : sa forme, pôles, méridiens, parallèles, équateur (Relations avec les précédents). Longitude et latitude d'un point. Heure locale. Mesure de la longitude. Mesure de la latitude par la hauteur du soleil au-dessus de l'horizon. Rayon de la terre. Soleil. Ecliptique, équinoxes, solstices. Distance à la terre. Masse et volume.

De la lune : Phases. Lumière cendrée. Masse et volume. Les marées. Eclipses du soleil et de la lune.

Ideé générale du système solaire. Planètes.

Section économique (5^e année). — Intérêts simples, règle de société. Escompte. Comptes courants et d'intérêts. Divers systèmes de poids et de mesures. Système monétaire. Change.

Section économique (6^e année). — Opérations de bourse. Opérations au comptant et à terme. Intérêts composés. Placements périodiques. Amc lissement des emprunts par annuités. Emprunts ordinaires et obligations. Rentes et revenus. Opérations financières à long terme.

VII. — Histoire et géographie

A. — Principes généraux

Les jeunes gens marocains doivent évidemment connaître l'histoire de leur pays. Ils peuvent aussi ne pas ignorer l'histoire de France et les grandes étapes de l'humanité dans sa marche vers le progrès. Ce vaste programme ne saurait être embrassé tout entier. Il faut donc le réduire d'une part à ce qui est indispensable, d'autre part à ce que les élèves sont préparés à comprendre.

L'histoire du Maroc leur est à la fois indispensable et accessible. Il faudra donc lui réserver une large place. L'histoire de l'Islam ne peut leur être indifférente, d'autant plus qu'avant l'arrivée des Turcs, des relations nombreuses et souvent sympathiques se sont établies entre chrétiens et musulmans. Mais tout ce qui concerne la naissance du mahométisme touche de très près les croyances religieuses, c'est-à-dire qu'il n'appartiendra qu'à un professeur musulman très orthodoxe d'expliquer cette partie de l'histoire.

L'histoire de la France pleine d'idéalisme généreux n'est pas un enseignement que nous devons supprimer. Cependant, cette histoire, surtout celle que donnent les manuels, est si différente de l'histoire musulmane, elle touche à tant de questions de morale internationale, de religion, de philosophie, qu'elle est délicate à exposer surtout sommairement à des enfants qui n'en ont guère besoin. Les parents des élèves vérifieraient certainement avec une défiance justifiée un professeur initier leurs enfants aux querelles religieuses, philosophiques et politiques des Français, quel-elles, d'ailleurs, qui perdent graduellement de leur importance pour les Français eux-mêmes.

Par contre, l'histoire générale de la civilisation française, les grands traits des siècles passés, tout ce qui offre dans l'histoire de l'humanité un caractère éternel et universel, constituent un enseignement plein d'attrait, de moralité et de profit.

L'étude de la géographie doit être éminemment pratique. Il est nécessaire que les élèves sachent bien lire une carte, un graphique, et qu'ils aient des connaissances positives et utiles sur la géographie économique. Les manuels français ont une tendance trop marquée à transformer la géographie en une science spéculative. Les suivre dans cette tendance serait faire perdre aux élèves des collèges musulmans un temps précieux. Il importe d'insister particulièrement sur le Maroc, de faire le bilan de ses richesses et de ses besoins ; de faire même le bilan de l'Afrique du Nord, de la France, son domaine colonial, de faire ressortir les relations qui sont de nature à s'établir entre le Maroc et la France et les diverses régions du Monde soumises à l'influence française.

B. — Histoire

1^{re} année. — Histoire générale de la civilisation (la France comme centre d'intérêt).

2^e année. — L'Islam, le Prophète, les premiers Khalifs, les schismes, extension de l'Islam (par un professeur musulman).

3^e année. — Histoire du Maroc jusqu'aux chérifs, la conquête et la perte de l'Espagne.

4^e année. — Histoire du Maroc sous les chérifs.

5^e année. — Les progrès scientifiques en France au XIX^e siècle. Relations de la France et de l'Afrique du Nord au XIX^e et au XX^e siècles.

6^e année. — Etude détaillée de certaines questions d'histoire de la civilisation au gré du directeur et du professeur.

La section commerciale ne fait pas d'étude d'histoire.

C. — Géographie

1^{re} année. — Notions succinctes de géographie générale. Aspect du globe. Le Maroc.

2^e année. — L'Afrique du Nord.

3^e année. — La France et ses colonies.

4^e année. — Les principales puissances du Monde et leurs colonies.

Section économique (5^e année). — Eléments de la richesse d'un pays. Agriculture, mines, industries, commerce, voies de communication. Outillage économique. Commerce intérieur. Commerce extérieur. Géographie commerciale du Maroc.

Section économique (6^e année). — Géographie commerciale de la France et de ses colonies. Relations établies et à établir entre la France et le Maroc. Géographie commerciale des principales puissances du Monde. Grands courants économiques du Monde.

Section générale (5^e année). — Le Monde moins l'Europe.

Section générale (6^e année). — L'Europe moins la France.

Pendant les six années de cours, exercices pratiques de cartographies, croquis, schémas, cartes, graphiques.

VIII. — Commerce

L'enseignement commercial a pour but de développer, en les dégageant de la routine, les aptitudes commerciales des jeunes Marocains ; il tend à favoriser l'établissement de relations suivies entre le Maroc et les maisons françaises. S'adressant à des élèves qui, le plus souvent, n'auront pas à parcourir le cycle entier des études, il commence dès la première année et leur permet d'acquérir rapidement une somme de connaissances utiles. Nous nous trouvons, d'ailleurs, en présence d'une clientèle particulièrement apte à tirer profit d'un enseignement de ce genre. Bon nombre d'habitants des villes, ceux de Fès notamment, sont au courant du mécanisme moderne des échanges : le billet à ordre, la traite, la lettre de change leur sont familiers. Il résulte de cette excellente préparation et aussi de l'absence de toute « littérature commerciale » arabe que l'enseignement de la langue arabe est beaucoup moins développé dans la section commerciale que dans l'autre.

Quelques journaux arabes, cependant, s'occupent d'économie politique et de questions commerciales, il est bon que les élèves puissent les comprendre et, au besoin, y faire insérer des articles de propagande ou de publicité.

L'enseignement ainsi compris sera complété par des conférences de personnes autorisées, de visites aux maisons

de commerce et, pour quelques-uns des élèves, des voyages d'études au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en France.

La constitution d'un bureau commercial sera le meilleur des exercices pratiques.

1^{re} année. — Lecture de catalogues variés. Commandes, dactylographie.

2^e année. — Notions de commerce. Etude des documents commerciaux. Dactylographie.

3^e année. — Le service postal. La douane. Les colis postaux. Le transit. Les transports. Les assurances. Les banques. Dactylographie.

4^e année. — Tenue des livres. Dactylographie.

Section économique (5^e année). — Economie politique. Technologie commerciale. Législations commerciales du Maroc et de la France. Publicité. Tenue de livres. Dactylographie et sténographie (françaises).

6^e année. — Economie politique (suite). Technologie commerciale. Les services économiques du Maroc. Le développement réalisé et à réaliser du commerce, de l'industrie et de l'agriculture au Maroc. Constitution de sociétés d'exploitation et de commerce. Tenue des livres. Dactylographie et sténographie (françaises).

Section générale. — Néant.

IX. — Organisation administrative du Maroc

Cet enseignement ne s'adresse qu'aux grands élèves du deuxième cycle désireux de remplir des fonctions publiques dans l'administration du Protectorat ou du Makhzen (section générale).

Très succinct, il a pour but de donner une idée nette de l'organisation administrative du pays. L'étude du droit musulman risque de les inciter à penser que les rouages administratifs sont par essence rigides et immuables. Le professeur leur montrera qu'au contraire, une administration de progrès doit suivre le pays dans son évolution, être vivante, souple, perfectible. Il soulignera l'importance de la collaboration que peuvent donner les indigènes à l'administration française, dans l'intérêt de la paix et de la prospérité du pays.

X. — Ecriture

L'écriture française et l'écriture arabe ont plus d'importance qu'on ne leur en accorde communément. La calligraphie, pour les indigènes surtout, peut être un gagne-pain. En outre, la calligraphie arabe est un art véritable qu'il ne faut pas délaissier ; elle conduit à la décoration graphique et à l'enluminure.

1^{re} année. — Le mebsout.

2^e année. — Le mjouher.

3^e année. — Le messened.

4^e année. — Coufique cursif et coufique carré.

Section générale (5^e année). — Copie d'inscriptions. Enluminure.

Section générale (6^e année). — Copie d'inscriptions. Enluminure.

Pour l'écriture française, on s'en tiendra à la cursive anglaise, la ronde et la batarde. Applications : prospectus commerciaux, affiches, titres de registres, etc... La 5^e année et la 6^e année de la section commerciale ne feront que de l'écriture française.

XI. — Dessin

Le dessin se présente pour les élèves des collèges musul-

mans sous trois aspects : dessin géométrique, croquis coté, dessin d'ornement.

Le dessin géométrique doit être à la fois une initiation et un complément pour les mathématiques, il conserve comme tous les autres enseignements un caractère pratique. Il est enseigné par le professeur de mathématiques.

Le croquis coté est d'une importance essentielle. Il ne doit pas se cantonner dans des plans et des coupes d'objets mobiliers ; il conduit à la lecture des plans d'architecture et du dessin des machines. Il sert d'application au dessin géométrique.

Le dessin d'ornement, on devrait dire décoratif, laisse une grande liberté d'expression aux élèves. Ceux-ci copient des modèles purement marocains et des modèles d'art arabe étranger. Ces copies ont pour but de leur donner la sûreté du goût. De temps à autre, ils sont invités à composer eux-mêmes des décorations. Le rôle du professeur consiste à choisir les modèles et à empêcher les élèves de s'égarer en dehors des traditions connues ; il surveille plutôt qu'il ne guide.

A. — Dessin géométrique

Voir le programme de mathématiques.

B. — Croquis coté

1^{re} année. — Principes du croquis coté. Plans, coupe, élévation de volumes géométriques.

2^e année. — Même programme. Echelle.

3^e année. — Croquis d'objets usuels à une échelle donnée.

4^e année. — Croquis d'éléments d'architecture et de mobilier.

5^e année (pour les deux sections). — Croquis d'éléments de machine. Pratique du lavis. Application à la mosaïque.

6^e année (pour les deux sections). — Plans (maison, jardins, rues, villes). Cartographie locale.

C. — Dessin d'ornement

1^{re} et 2^e années. — Copie d'éléments décoratifs de l'art marocain pris dans les reliures, les moulures, les sculptures, les peintures, les faïences, les mosaïques.

Etude d'éléments floraux dans la nature.

3^e et 4^e années. — Copie d'éléments décoratifs groupés pris dans l'art marocain. Copie d'éléments d'art arabe étrangers analogues aux éléments marocains. Caractériser l'art hispano-mauresque.

Etude d'éléments floraux pris dans la nature.

5^e et 6^e années (Section générale seulement). — Copie d'éléments décoratifs d'art arabe. Compositions décoratives. La stylisation d'éléments floraux pris dans la nature.

XII. — Enseignements accessoires

Culture physique. — Elle doit éviter tout ce qui pourrait laisser supposer une préparation militaire et se cantonner dans les jeux, les courses, les sauts. Le professeur se rendra compte de l'état de santé des élèves et évitera le surmenage physique vite atteint par les indigènes de classe aisée.

La culture physique dans les collèges musulmans n'a pas tant pour but de développer les muscles que d'exercer une heureuse influence sur le caractère et la moralité.

Conférences. — Les conférences n'ont pas de programme détaillé, fixe, immuable. Des ulémas, des personnages

musulmans feront des conférences morales de même que des personnages français ; des commerçants, des industriels, des médecins, des fonctionnaires, français ou indigènes viendront causer aux élèves de leurs professions, du pays, de sa richesse, des pays étrangers. En un mot, les conférences mettent les élèves au courant de la vie et du monde. Elles complètent les leçons. Bien choisies, elles peuvent avoir une influence heureuse sur la tournure d'esprit des étudiants et sur le choix de leur carrière.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 7 JUILLET 1920
relatif aux allocations aux soutiens de famille appelés sous les drapeaux.

LE DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et notamment l'article 22 ;

Vu la loi du 7 août 1913, notamment les articles 12 et 50, et le décret du 9 août 1913 relatifs aux allocations aux soutiens indispensables de famille appelés sous les drapeaux ou à des périodes d'instruction militaire.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les demandes d'allocations au titre de soutiens de famille appelés sous les drapeaux doivent être adressées au Chef des Services municipaux ou au Contrôleur civil de la résidence de l'intéressé.

Les dossiers sont transmis après enquête au président de la commission prévue ci-après.

ART. 2. — La commission créée par l'article 22 de la loi du 21 mars 1905, modifié par l'article 12 de la loi du 7 août 1913, pour statuer sur les demandes d'allocations, est composée :

- 1° Du juge de paix, président ;
- 2° D'un délégué du Contrôle civil ou des Services municipaux ;
- 3° D'un représentant local de la Direction Générale des Finances, désigné par le Chef de région ou de contrôle.

La commission siège au chef-lieu du Tribunal de paix.

ART. 3. — L'appel des décisions de cette commission est porté devant le Tribunal de première instance, dans les conditions prévues à l'article 12 de la loi du 7 août 1913.

Fait à Rabat, le 7 juillet 1920.

URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 1^{er} OCTOBRE 1920
portant création par voie d'élection, d'une Chambre consultative mixte d'Agriculture, d'Industrie et de Commerce à Meknès

LE COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL,

Vu l'arrêté résidentiel en date du 1^{er} juin 1919 portant institution par voie d'élection de Chambres consultatives mixtes françaises d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie, et notamment les articles 1^{er}, 10, 16, 17, 23 et 25 dudit arrêté ;

Considérant que le développement économique de la Région de Meknès nécessite la représentation de ses intérêts agricoles, commerciaux et industriels,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Meknès une Chambre consultative mixte d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie, dont le ressort comprend :

- 1° La ville de Meknès ;
- 2° L'Annexe de Meknès-banlieue ;
- 3° L'Annexe des Beni-M'tir ;
- 4° Le Cercle des Beni-M'Guild ;
- 5° L'Annexe de Khemisset ;
- 6° L'Annexe de Tedders.

Elle se compose de dix membres.

ART. 2. — Elle se divisera en deux sections, l'une section agricole, l'autre commerciale et industrielle. Cinq sièges seront attribués à chacune d'elles.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 17 de l'arrêté du 1^{er} juin 1919, les électeurs inscrits sur la liste électorale de la section agricole, devront porter leur suffrage sur cinq noms choisis parmi les électeurs inscrits sur ladite liste.

Les électeurs inscrits sur la liste électorale de la section commerciale et industrielle devront porter leur suffrage sur cinq noms choisis parmi les électeurs inscrits sur ladite liste.

Nul ne pourra être inscrit en qualité d'électeur sur les deux listes à la fois ; les intéressés remplissant les conditions requises pour être admis à figurer sur les deux listes devront, au moment de leur inscription, indiquer dans leur demande la liste sur laquelle ils désirent figurer.

ART. 4. — Le vote aura lieu pour les électeurs de la circonscription de Meknès-ville, au siège des Services municipaux, sous la présidence du Chef des Services municipaux ou de son délégué.

Pour les autres électeurs, au siège du bureau des Renseignements de leur circonscription respective.

ART. 5. — A titre exceptionnel, et par dérogation à l'article 10 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} juin 1919, la Commission administrative chargée de l'établissement de la liste électorale se réunira à Meknès le 27 décembre 1920.

ART. 6. — Les élections auront lieu le 20 février 1921.

ART. 7. — A titre exceptionnel, et par dérogation à l'article 25 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} juin 1919, les membres de la Chambre consultative mixte d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie de Meknès seront nommés pour deux ans.

Fait à Rabat, le 1^{er} octobre 1920.

LYAUTEY.

DÉCISION DU COMMISSAIRE RESIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC
portant promotions dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements

Sont promus dans la hiérarchie spéciale du Service des Renseignements et maintenus dans leur position actuelle :

a) A dater du 1^{er} septembre 1920

1° Dans la catégorie des Officiers supérieurs :

Le capitaine REISSER, de la Région de Fès.

2° Chefs de bureau de 1^{re} classe :

Le capitaine MONDET, de la Région de Marrakech.

Le capitaine LE GUEVEL, de la Région de Fès.

Le capitaine SUBERVIE, de la Région de Taza.

3° Chefs de bureau de 2° classe :

Le capitaine FOIRET, de la Région de Meknès.

Le capitaine LOUAT, de la Région de Fès.

Le capitaine LAGARDE, de la Région de Meknès (Territoire Tadla-Zaïan).

Le capitaine BOUVERET, de la Région de Marrakech.

Le lieutenant VAUGIEN, de la Région de Meknès.

Le capitaine ROUX, Georges, de la Région de Fès.

Le capitaine CHANUT, de la Région de Fès.

Le capitaine PASQUIER DE FRANCLIEU, de la Région de Fès.

Le capitaine MÈGE, de la Région de Taza.

4° Adjointe de 1^{re} classe :

Le lieutenant FLEURET, du Cercle des Beni Guild (Région civile d'Oujda).

Le lieutenant BLANC, de la Région de Meknès.

Le lieutenant MARTINIE, de la Région de Taza.

Le lieutenant JAULIN DU SEUTRE, de la Région de Meknès.

Le lieutenant ROUX, Emile, de la Région de Taza.

Le capitaine DENIS, de la Région de Meknès (Cercle de couverture du Rarb).

5° Adjointe de 2° classe :

Le capitaine LEBEAU, de la Région de Marrakech.

Le lieutenant GAULIS, de la Région de Meknès (Territoire de Bou Denib).

Le capitaine SALANIE, de la Région de Meknès, (Territoire Tadla-Zaïan).

Le capitaine MARQUILLY, Maurice, de la Région de Marrakech.

Le lieutenant PANZANI, de la Région de Taza.

Le capitaine BENOISTON, de la Région de Meknès (Cercle de couverture du Rarb).

Le lieutenant LEBRUN, de la Région de Taza.

Le capitaine DALGER, de la Région de Meknès (Territoire Tadla-Zaïan).

Le lieutenant GELINEAU, de la Région de Taza.

Le capitaine NICOD, de la Région de Taza.

Le capitaine POTEAU, de la Région de Meknès (Cercle de couverture du Rarb).

Le capitaine ASTIER DE VILLATTE, de la Région de Fès.

Le capitaine BARBARO, de la Région de Taza.

Le capitaine BARUTEAU, de la Région de Marrakech.

b) A dater du 15 septembre 1920

1° Dans la catégorie des Officiers supérieurs :

Le chef de bataillon à T.T. JACQUET, de la Région de Meknès (Territoire de Bou Denib).

2° Chefs de bureau de 1^{re} classe :

Le capitaine TOPIN, de la Région civile d'Oujda.

Le chef de bataillon ORTHLIEB, de la Région de Marrakech.

Le chef de bataillon JUSTINARD, de la Région de Marrakech.

Chefs de bureau de 2° classe :

Le capitaine GIBRAT, de la Région de Meknès.

Le capitaine DE MARI, de la Région de Marrakech.

Le capitaine DE CARREY DE BELLEMARE, de la Région de Meknès (Cercle de couverture du Rarb).

Le capitaine DE MORDANT DE MASSIAC, de la Région de Meknès.

4° Adjointe de 1^{re} classe :

Le capitaine BORDET, de la Région de Taza.

Le lieutenant COUGOULAT, de la Région de Fès.

Le lieutenant LIMOUSIS, de la Région de Fès.

Le lieutenant SCHWEITZER, de la Région de Meknès (Territoire de Tadla-Zaïan).

Le capitaine PARISEY, de la Région de Meknès.

Le capitaine LAFITTE de la Région de Fès.

5° Adjointe de 2° classe :

Le lieutenant MERIGLAULT, de la Région de Meknès (Territoire de Bou Denib).

Le lieutenant CHAKOURI, de la Région de Taza.

Le lieutenant ADAM, Pierre, de la Région de Taza.

Le lieutenant CAPOT, de la Région de Marrakech.

Le capitaine CHIARA, de la Région de Meknès (Territoire Tadla-Zaïan).

Le capitaine GRANDCHAMP DE CUEILLE, de la Région de Meknès.

Le lieutenant THIRY, de la Région de Taza.

Le lieutenant MARQUIS, de la Région de Meknès.

Le capitaine HUGLA, de la Région de Fès.

Le lieutenant VOEGELI, de la Région de Marrakech.

Le lieutenant PINGRIVAUX, de la Région de Taza.

Le capitaine GUILLAUME, de la Région de Meknès.

Le capitaine MAURY, de la Région de Marrakech.

Le lieutenant JOUHAUD, de la Région de Meknès.

Fait à Rabat, le 2 octobre 1920.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P.T.T.
portant création d'un réseau téléphonique
urbain à Bouznika

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES
TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES,

Vu les arrêtés du 15 avril 1920 relatifs au service téléphonique ;

Vu l'arrêté du 15 mai 1919 créant à Bouznika une cabine téléphonique publique ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Bouznika un réseau téléphonique urbain.

ART. 2. — Des communications pourront être échangées à partir de ce réseau, avec tous les bureaux du réseau général de l'Office ouverts au service téléphonique public interurbain.

ART. 3. — Le présent arrêté recevra son application à dater du 20 septembre 1920.

Fait à Rabat, le 16 septembre 1920.

J. WALTER.

TABLEAU D'AVANCEMENT

dans le personnel de la Police générale (cadre français)
pour le 1^{er} semestre 1920

Sont inscrits au tableau d'avancement pour les grades et classes ci-après :

Commissaire principal de 3^e classe

- MM. MICHAUX, René, commissaire hors classe.
RUFFEY, Joseph, commissaire de classe exceptionnelle.

Secrétaire principal

- M. VIGNAU, Gaston, secrétaire hors classe.

Secrétaire de classe exceptionnelle

- M. CARRIERE, Emile, secrétaire de 1^{re} classe.

Secrétaire de 2^e classe

- M. GARRIGUES, Louis, secrétaire de 3^e classe.

Inspecteur de 1^{re} classe

- MM. AUMEUNIER, Charles, inspecteur de 2^e classe.

- GIANNI, Jean, inspecteur de 2^e classe.

Brigadier de classe exceptionnelle

- MM. CUBIZOLLE, Marie, brigadier de 1^{re} classe.

- FELIN, Charles, brigadier de 1^{re} classe.

- VERGNE, François, brigadier de 1^{re} classe.

- ANDREI, Joseph, brigadier de 1^{re} classe.

- MARTIN, Roger, brigadier de 1^{re} classe.

- MOSBRUGER, Paul, brigadier de 1^{re} classe.

Agent hors classe

- MM. FRUTOSO, agent de classe exceptionnelle.

- DARBIER, Armand, agent de classe exceptionnelle.

- GRATALOUP, Louis, agent de classe exceptionnelle.

Agent de classe exceptionnelle

- MM. BAYOL, Gabriel, agent de 1^{re} classe.

- BLISSON, Eugène, agent de 1^{re} classe.

- HORGUES, Léon, agent de 1^{re} classe.

- LANTHEAUME, Louis, agent de 1^{re} classe.

- ROUCH, Georges, agent de 1^{re} classe.

- GARRETTE, Joseph, agent de 1^{re} classe.

Agent de 1^{re} classe

- M. DU BOURG, Charles, agent de 2^e classe.

Agent de 2^e classe

- MM. SIMON, Charles, agent de 3^e classe.

- POLO, André, agent de 3^e classe.

- VACHER, Henri, agent de 3^e classe.

- GEOFFROY, Eugène, agent de 3^e classe.

- MARTINEZ, Louis, agent de 3^e classe.

Agent de 3^e classe

- M. SERGUIER, Elie, agent de 4^e classe.

NOMINATION

dans le personnel de la Magistrature musulmane

Par dahir en date du 12 Chaoual 1338 (29 juin 1920)
SI MOHAMMED OULD BRAHIM est nommé cadi de la tribu
des Ait Attab (Région de Marrakech) poste créé.

NOMINATIONS ET DÉMISSION

Par décision du Chef du Service pénitentiaire en date du 28 septembre 1920, Mme DULAC, Joséphine, est titularisée dans son emploi et nommée dame employée de 5^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1919, au point de vue exclusif de l'ancienneté et du 1^{er} octobre 1920, quant au traitement.

Le surveillant stagiaire SERPACCI, Paul, est titularisé dans son emploi et nommé surveillant ordinaire de 2^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1920.

* * *

Par décision du Directeur Général des Services de Santé en date du 29 septembre 1920, Mme DUCULTY, née Alice Monton, infirmière de la Croix-Rouge, est nommée infirmière de 5^e classe au Service de la Santé et de l'Hygiène publiques, à compter de la veille de son embarquement pour le Maroc.

* * *

Par décision du Conseiller du Gouvernement, Directeur des Affaires Chérifiennes, en date du 27 septembre 1920, la démission de son emploi offerte par Mme CHAIGNEAU, dactylographe de 4^e classe à la Direction des Affaires Chérifiennes, est acceptée à compter du 9 septembre 1920.

MUTATIONS

dans le Service du personnel des Renseignements

Par décision du Commissaire Résident Général, en date du 4 octobre 1920, le capitaine d'infanterie hors cadres POUYADOU, faisant fonctions d'officier supérieur du Service des Renseignements, chef de l'Annexe des Tsoul-Branès (Région de Taza), et le capitaine d'infanterie hors cadres MARQUILLY, Ulysse, chef de bureau de 2^e classe au bureau régional de Marrakech, sont affectés à la Direction des Affaires indigènes et du Service des Renseignements à la Résidence Générale.

PARTIE NON OFFICIELLE**COMPTE RENDU**

de la séance du Conseil du Gouvernement du 4 octobre 1920

Le Conseil de Gouvernement, comprenant les représentants des Chambres d'Agriculture, des Chambres de Commerce et des Chambres mixtes, s'est réuni le lundi 4 octobre, à la Résidence Générale, sous la présidence de M. le Résident Général.

Le Résident Général présente M. Lafarge, sous-préfet de première classe à Montbéliard, récemment nommé Directeur des Affaires civiles au Maroc.

Il est rendu compte des mesures prises à la suite du dernier Conseil, notamment en ce qui concerne les relations postales et télégraphiques entre Casablanca et la Région du Sud.

L'Office postal est en pourparlers avec la Société de Transport et de Tourisme pour le transport quotidien du courrier entre Mazagan et Safi. Quand cela sera réalisé, le transport du courrier pour Mogador sera amélioré sensiblement.

D'autre part, l'Office postal va examiner s'il ne conviendrait pas d'utiliser, pour le transport du courrier de Mogador, le service automobile qui fonctionne une fois par semaine entre Marrakech et Mogador.

La ligne télégraphique Marrakech-Mogador appartient à la télégraphie militaire. Malgré cela, la Direction des Postes, Télégraphes et Téléphones s'occupe dès maintenant de relever les dérangements qui se produisent près de Mogador. La ligne doit d'ailleurs être rachetée, l'an prochain, par le Protectorat et sera, à ce moment, remise en parfait état.

CAISSES DE CREDIT AGRICOLE

Au moment où furent créées les caisses et coopératives de crédit agricole (janvier 1919), l'Etat accepta de se faire le prêteur des caisses, en attendant que ce rôle pût être rempli, comme en France et en Algérie, par la banque d'émission. Un compte hors budget de 500.000 francs fut ouvert à cet effet. Depuis cette époque, les caisses et coopératives de crédit agricole n'ont cessé de se développer et de prospérer, et l'avance totale de l'Etat est devenue insuffisante.

En raison de l'intérêt et du succès de l'institution, il a été décidé que le compte d'avances serait porté à un million et demi.

Conformément aux prescriptions légales, le contrôle financier des sociétés sera confié à la Direction générale des Finances.

HABITATIONS A BON MARCHÉ

Le Protectorat, en incitant à la création de sociétés d'habitations à bon marché, n'a pas voulu instituer des œuvres philanthropiques et suivre les errements métropolitains, mais s'est arrêté à une formule nettement commerciale.

En effet :

1° *Sociétés d'habitations à bon marché.* — Les sociétés d'habitations à bon marché doivent prendre la forme de sociétés anonymes et avoir un capital nominal minimum de 200.000 francs en titres nominatifs, libérés au moins de moitié.

Ces sociétés ainsi constituées présentent leur demande à la commission centrale des habitations à bon marché, trait d'union entre le Gouvernement d'une part et la Caisse de prêts d'autre part, en joignant à leurs statuts les types des immeubles à créer, un devis estimatif et descriptif et un projet financier. Cette commission est composée de représentants du Protectorat, des municipalités, des sociétés de crédit foncier autorisées. Elle a pour mission d'examiner les demandes, de répartir entre les sociétés le montant des prêts dans la proportion de 1 à 5 fois le capital nominal, de fixer les loyers, de contrôler les opérations des sociétés.

La Société d'habitations à bon marché admise au bénéfice des prêts à taux réduit est renvoyée devant la Caisse de prêts.

2° *Caisse de prêts immobiliers.* — La Caisse de prêts immobiliers, qui est un organe autonome, a été constituée par le Crédit foncier de France, sous la forme d'une société anonyme. Son capital souscrit intégralement par les soins de cette société est de 250.000 francs. Elle reçoit des avances, sans intérêts, de l'Etat jusqu'à concurrence de 4.000.000 de francs, au fur et à mesure de ses avances, et de chaque société de crédit foncier jusqu'à concurrence de 1 ou de 2 millions, suivant que ces sociétés de crédit fon-

cier ont été autorisées avant ou après le 1^{er} février 1920. Ces avances sont remboursées par annuités aux sociétés de crédit foncier en 30 ans au maximum, à compter de la troisième année révolue de leur attribution et à l'Etat à l'expiration de la troisième année de l'attribution des dites avances.

Outre ces avances, la Caisse se procure ses moyens de trésorerie sous forme de réescompte des billets souscrits par les emprunteurs, en l'espèce les sociétés d'habitations à bon marché, de telle sorte que les moyens financiers de la Caisse de prêts, qui étaient dans la formule de début limités à 10 millions, sont aujourd'hui théoriquement indéfinis.

Ainsi constituée, la Caisse des prêts prête au taux de 6 % aux sociétés d'habitations à bon marché retenues par la commission centrale des habitations à bon marché, au fur et à mesure de leurs besoins et sur production des bordereaux de dépenses, les sommes pour lesquelles elles ont été comprises dans la répartition.

Les sociétés se libèrent par annuités envers la Caisse de prêts en 30 années au maximum. En garantie de ces avances, les sociétés d'habitations à bon marché donnent 1^{re} hypothèque à la Caisse de prêts sur leurs immeubles *immatriculés*.

Sous l'empire de cette législation, la commission centrale des habitations à bon marché a admis au bénéfice des avances les six sociétés de constructions ci-après :

<i>Capital social</i>	<i>Avance consentie</i>
275.000	Société « L'Avenir de Rabat-Salé. 1.500.000
400.000	Société « El Diar » 2.000.000
400.000	Société « La Maison Familiale » 2.000.000
200.000	Société « Pagnon » (Meknès)... 1.000.000
237.000	Société « Le Bon Logis » (Kénitra). 1.187.000
200.000	Sté « Le Nid d'Iris » (Casablanca). 1.000.000

Soit trois sociétés à Rabat, une à Meknès, une à Kénitra et une seulement à Casablanca. Il y en a en réalité une quatrième à Rabat (Du Peyroux), inscrite en principe pour un million.

Le montant des ouvertures de crédit consenties est à ce jour de NEUF millions.

La Caisse de prêts immobiliers a commencé ses opérations en juillet. Elle a avancé à ce jour un total de 1.200 000 francs.

Le résultat tangible est que les Sociétés de Rabat ont à l'heure actuelle en chantier 78 villas, dont la majorité à l'Aguedal, quelques-unes à l'Océan, une dizaine au lotissement Bardy (avenue du Dar el Makhzen), un grand immeuble (Raveau, trois étages, 40 logements, avenue Moulay Youssef). Un grand immeuble de 36 logements est commencé à Kénitra (1^{er} étage).

EXPLOITATION DU PORT DE FEDHALA

Le commerce s'est ému récemment de la gêne qui aurait été apportée aux opérations commerciales dans le port de Fedhala, par suite de prérogatives spéciales conférées aux transports de la guerre par la convention de la Société du port.

S'il est exact que les transports de la guerre jouissent d'un régime spécial, ce régime s'applique exclusivement aux bateaux chargés en totalité de matériel de guerre et est appliqué sur l'ordre du Résident Général, avec tous les tempéraments possibles en faveur du commerce.

Les chiffres ci-dessous du trafic des derniers mois montrent bien que le commerce a obtenu plus que des tempéraments :

	Tonnage de la guerre	Tonnage commercial
Mai	0	4.457
Juin	310	3.175
Juillet	2.453	4.465
Août	1.357	5.380

Toutes dispositions sont prises pour que ces tempéraments continuent à être observés.

CHEMINS DE FER

Le Résident Général expose la nécessité où l'on se trouve, pour aller au plus pressé, d'appliquer d'abord tout l'effort au premier tronçon Meknès-Petitjean-Kénitra, qui, en amenant à la mer tout le trafic de Meknès et de la vallée du Sebou, allégera de la majeure partie le trafic des routes de Fès à la mer, actuellement les plus endommagées et les plus surchargées.

Les travaux d'infrastructure de la ligne Kénitra-Petitjean avaient été commencés sur les disponibilités du Protectorat avant même le vote du Parlement, qui vient de concéder cette ligne au Consortium. Ces travaux sont et seront poursuivis très activement.

En ce qui concerne la partie Meknès-Petitjean, qui dépend de la compagnie Tanger-Fès, toute diligence sera faite auprès de cette compagnie internationale pour l'amener à pousser ses travaux de telle façon qu'ils soient achevés en même temps que ceux de la ligne Kénitra-Petitjean.

Il est à espérer que la locomotive pourra circuler entre Kénitra et Meknès d'ici à deux ans.

Dans la région du Sud, le tronçon à réaliser en première urgence est la ligne phosphatière Oued Zem-Casablanca. Il importe de presser la construction de cette ligne, de manière à la mettre aussi vite que possible en mesure de transporter un million de tonnes de phosphates. Les adjudications des premiers lots sont déjà en cours.

PHOSPHATES

Le Conseil est mis au courant de la nomination de M. Beaugé comme Directeur de l'Office des phosphates.

Pour ce qui est de l'exploitation industrielle des phosphates, le Directeur général des Travaux publics se préoccupe de faire fonctionner une exploitation provisoire avec le chemin de fer actuel, afin d'assurer sur le marché européen une petite quantité de phosphates marocains, ce qui permettra aux industriels de juger le produit. Le placement du gros tonnage sera ainsi facilité et le marché ouvert dans les meilleures conditions dès que la ligne de chemin de fer Oued Zem-Casablanca fonctionnera.

Toutes dispositions, d'autre part, sont prévues pour que dans le cas où l'industrie privée ne se trouverait pas en mesure de produire les *superphosphates*, l'Etat supplée à cette carence, et cela en vue d'assurer de toute façon à l'agriculture marocaine son ravitaillement en ce produit.

PATENTES

Le dahir sur les patentes étant sur le point de paraître, le Directeur général des Finances rappelle que cette législa-

tion a été adoptée par le Conseil de Gouvernement en avril 1919 et qu'il désire seulement mettre les membres du Conseil au courant des recensements effectués et leur indiquer certaines cotés caractéristiques permettant de se rendre un compte exact de l'effort fiscal demandé au commerce et à l'industrie. Ces indications ne donnent lieu à aucune observation.

Le recouvrement sera commencé incessamment et ne portera, pour 1920, que sur une demi-année.

PORTS DE RABAT ET DE MEHEYDIA

Le Résident Général tient à préciser l'état d'avancement des travaux, dont la réalisation se conjugue si intimement avec celle des chemins de fer.

Les travaux préparatoires et l'approvisionnement en outillage, qui représentent les deux tiers de la dépense et du temps prévus, sont en bonne voie de réalisation.

Le Directeur général des Travaux publics fournit des renseignements détaillés qui retiennent toute l'attention du Conseil : les plates-formes des voies reliant les carrières aux ports sont en cours d'exécution ; les rails et les traverses sont entièrement livrés ou commandés ; tout le matériel roulant nécessaire sera sur place dans quelques mois ; le matériel d'échouage est en fabrication — grand titan pour Kénitra et grue de 45 tonnes pour Rabat.

QUESTIONS PRESENTÉES PAR LES REGIONS

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE CASABLANCA

Création d'une ligne téléphonique directe entre Casablanca et Boulhaut. — Le trafic téléphonique de Boulhaut n'est pas assez important pour justifier la construction d'une ligne directe Boulhaut-Casablanca. L'Office postal se propose de construire dans deux ou trois mois un deuxième circuit Fedhala-Casablanca, ce qui permettra de desservir très convenablement Boulhaut et Boucheron par la ligne actuelle qui les relie à Fedhala.

DEMANDE D'EXONERATION DE DROITS DE DOUANE POUR LES SEMENCES DE LIN TEXTILE IMPORTÉES AU MAROC

D'accord avec la jurisprudence suivie jusqu'à présent et dont la Direction générale des Finances n'entend pas se départir, cette question n'a pas à être traitée du point de vue d'une exonération fiscale, mais de celui d'une *subvention* à accorder par la Direction de l'Agriculture, si elle le juge à propos pour le succès de cette culture.

ELECTRICITÉ DE CASABLANCA

L'électricité a fonctionné pendant quatre ans à Casablanca, moyennant un contrat provisoire, avec les machines à vapeur de la Société Schneider. Ces chaudières sont à bout de course. La Société a installé, trop tard d'ailleurs, un moteur de 1.300 chevaux Diesel. Les machines sont en fonctionnement et la situation, qui était mauvaise il y a quelques mois, est actuellement à peu près normale.

Un groupe de 700 chevaux est attendu pour la fin de l'année.

La Société vient d'être, en outre, autorisée à passer commande de deux groupes de 1.000 chevaux livrables l'un dans un délai d'un an, l'autre dans un délai de deux ans.

La convention passée avec la municipalité et actuellement à l'approbation du Grand Vizir, comporte des extensions encore plus considérables auxquelles le Protectorat est particulièrement intéressé. En effet, l'usine de Casablanca est tout indiquée comme usine de secours du futur « ré-

seau impérial » alimenté par les grandes forces hydrauliques du Maroc ; une clause de la convention permet le rachat de l'usine sous la condition que le Protectorat ou la Société qui exploitera le réseau impérial fournira à des conditions déterminées l'électricité à Casablanca.

Plusieurs des membres du Conseil du Gouvernement ont particulièrement insisté pour que le contrat de concession assure au concédant, à l'encontre du concessionnaire, toutes les garanties indispensables pour prévenir ou parer à une défaillance possible dans l'exécution du contrat.

EAUX DE CASABLANCA

La S. M. D., qui a un contrat pour l'adduction des eaux de Tit-Mellil, y a entrepris des travaux en vue de l'amélioration des anciens captages et de l'adduction. Elle a commis dans ces travaux une série de maladroites qui ont compromis et compromettent encore l'alimentation de Casablanca. Aussitôt que le tunnel d'adduction sera terminé, la situation s'améliorera immédiatement.

Mais il ne faut pas se contenter de Tit Mellil qui ne peut fournir que 2.000 mètres cubes par jour environ et ne suffit pas à Casablanca.

La Direction des Travaux publics étudie actuellement l'adduction des eaux de l'Oued Mellah (environ 3.000 mètres cubes par jour) qui peut être d'une réalisation relativement rapide. On ne songera qu'ensuite à la solution plus lointaine et beaucoup plus difficile consistant à s'adresser à l'Oum er Rebia.

ACHATS DE CEREALES PAR L'INTENDANCE

Pour les blés, la réquisition est en cours d'exécution.

En ce qui concerne les orges, le Service de l'Intendance attend jusqu'au 5 octobre au soir les offres des producteurs et des commerçants, suivant la procédure arrêtée d'un commun accord, le 16 septembre, avec les représentants des Chambres de Commerce et d'Agriculture. Ces offres seront examinées par une Commission où sera représenté le Protectorat intéressé à ces achats, en vue du ravitaillement du Maroc oriental.

Il y a lieu d'espérer que les détenteurs d'orges demanderont des prix raisonnables et offriront des quantités suffisantes, de manière à permettre à l'Administration de n'avoir recours qu'à ce moyen pour se procurer les quantités d'orge nécessaires au ravitaillement qui ne saurait attendre plus longtemps pour réaliser ces quantités.

CHAMBRE MIXTE DE FÈS

Mesures à prendre au sujet des vols sur les trains. — Il est décidé que la question sera étudiée de concert entre la Direction des Chemins de fer et la Direction des Affaires Civiles.

COMITE D'ETUDES ECONOMIQUES DE MEKNÈS

Achèvement de la route Kénitra-Arbaoua et raccordement sur Meknès. — La route Kénitra-Arbaoua est un tronçon de la route Tanger-Kénitra. Pour la partie entre Souk el Arba et le Sebou, quatorze kilomètres restent à construire, qui seront rapidement terminés. Pour la partie Souk el Arba-Arbaoua, les chantiers se sont trouvés désorganisés en raison des opérations d'Ouezzan, mais vont pouvoir être remis en activité prochainement.

Le raccordement Petitjean-Ksiri a été compris dans le programme des travaux de l'Emprunt.

CHAMBRE MIXTE DE MAZAGAN

Alimentation de la ville de Mazagan en eau potable. — Les recherches sont terminées et ont permis de compter sur

un volume d'eau suffisant. Le projet technique est prêt ; la dépense probable est de deux millions et demi ; on envisage un emprunt municipal qui permettrait la réalisation immédiate de ce projet.

Port. — Tel qu'il est, le port de Mazagan suffit aux nécessités du commerce local. Néanmoins, l'administration a compris tout l'intérêt que peuvent présenter certaines améliorations de réalisation relativement facile et, en particulier, l'approfondissement du chenal d'entrée. Une pilonneuse déjà amenée sur place est en fonctionnement.

Pont sur l'Oum er Rebia. — Les travaux sont en cours et vont être poursuivis le plus rapidement possible, mais il est probable qu'ils se trouveront gênés par les grandes crues d'hiver, et il est vraisemblable que le pont ne pourra guère être livré à la circulation avant un an.

Eclairage électrique. — Un projet de concession a été élaboré et l'accord semble pouvoir se faire prochainement avec un groupe offrant toutes garanties.

Groupe scolaire et Hôtel des Postes. — Ces bâtiments publics vont être mis en adjudication.

Construction d'une voie ferrée entre Bou Laouane et Mazagan. — Cette ligne qui relierait Mazagan à la ligne Casablanca-Marrakech rendrait évidemment les plus grands services. Mais elle est à comprendre dans un plan d'ensemble des lignes d'intérêt local qui doit être mis à l'étude.

Construction de la ligne télégraphique Mazagan-Marrakech. — Une équipe importante est actuellement affectée à cette construction. Sur 200 kilomètres, 120 ont été achevés ; les travaux seront terminés pour la fin de l'année.

Peu de temps après, on terminera les travaux de construction de la ligne Mazagan-Safi qui sont commencés depuis plusieurs mois, de sorte qu'en janvier prochain Mazagan et Safi seront très convenablement desservis au point de vue télégraphique et téléphonique, sauf retards pouvant résulter des difficultés actuellement imprévues qui viendraient à se révéler en raison de la nature du terrain.

Etablissement d'un tramway électrique entre Mazagan et Azemmour. — La question est avant tout d'ordre financier, si l'entreprise est susceptible de rapporter, il sera possible de trouver un concessionnaire.

Construction du boulevard Front-de-Mer et aménagement des quartiers avoisinants. — Un nouveau projet vient d'être mis au point d'accord avec M. Prost. Les travaux du boulevard vont pouvoir être incessamment amorcés.

Construction d'un barrage sur l'Oum er Rebia. — Le Directeur général des Travaux publics expose comment l'affaire n'est plus réalisable dans la forme jusqu'à présent envisagée. Les groupes financiers qui s'y étaient intéressés semblent, d'ailleurs, l'avoir parfaitement compris. L'utilisation de la boucle de l'Oum er Rebia pour la production de force motrice est à comprendre dans le grand programme d'ensemble relatif à l'électrification des chemins de fer et à la production de force motrice pour les industries du Maroc.

EMPRUNT NATIONAL 6 %

Avant de lever la séance du Conseil, le Résident Général rappelle à MM. les Délégués des Régions et aux Chefs de Service la nécessité patriotique qui s'impose de souscrire et de faire souscrire à l'emprunt national 6 % d'où dépend en majeure partie le relèvement financier de la France et, par voie de conséquence, le remède à la vie chère.

**SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE
DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC
à la date du 3 octobre 1920**

Front des Djebala. — La construction des postes du djebel Isoual chez les Beni Mestara et du djebel Teroual chez les Beni Mesguilda est poussée activement. Les pistes qui les relie à l'arrière à Aïn Defali par Slim d'une part et à Kollein par Mjara d'autre part sont achevées.

La première période des opérations qui a amené la soumission du bloc des Beni Mesguilda, Setta, Beni Mestara, sauf pour ces derniers, quelques fractions Foukanyines, étant terminée, le général Poeymirau a réalisé l'occupation d'Ouezzan le 2 octobre avec le groupe mobile de Fès. Moulay Taieb, chef spirituel de la zaouia et le caïd Allal se sont portés au devant du Général, à 4 kilomètres de la ville, en vue d'exprimer leur satisfaction de voir les troupes françaises venir restaurer l'autorité makhzen et faire régner l'ordre dans la région. Les troupes ont défilé dans Ouezzan au milieu d'une grande affluence de population.

Le quartier général est installé sur le plateau d'Adir, à un kilomètre à l'est de la ville, avec un demi-bataillon, deux goums et une batterie montée. Deux détachements de toutes armes occupent l'un le djebel Bou Helal, au sud-ouest de la ville, l'autre les hauteurs dominant le faubourg Kacherine, au nord.

Le gros des troupes a été poussé sur les hauteurs de Zemouren, à environ 7 kilomètres à l'est d'Ouezzan, où se trouvent plusieurs gros villages signalés comme hostiles.

Pendant que le général Poeymirau faisait son entrée à Ouezzan, le groupe mobile de Meknès, qui s'était porté directement de Tellakine vers les Hadjar Ben Aïch, sur les hauteurs qui dominent l'oued Marrouba, a été attaqué au moment où il occupait ses positions de bivouac. Il a infligé une correction sévère aux montagnards récalcitrants, composés de Beni Mestara encore insoumis, leur causant de lourdes pertes et leur enlevant plusieurs villages. De notre côté il n'y a eu que trois blessés.

Le groupe de Meknès est arrivé le lendemain 3 octobre au matin à Ouezzan, sans avoir reçu un coup de fusil. Tous les villages Beni Mestara qui se trouvaient sur son passage se sont soumis.

Plusieurs fractions des Rhouna, la totalité des Ahl Roboa (gens qui habitent les villages des environs d'Ouezzan) et la moitié de la fraction des Beni Koula de la tribu des Beni Mestara sont venus demander l'aman au camp du général Poeymirau.

Territoire Tadla-Zaïan. — L'activité déployée sur le front zaïan par Hassan et Ahmaroq cause une grosse émotion parmi les tribus insoumises de la montagne, qui essayent sans succès de réagir. Plusieurs attaques ont été tentées dans la région de Djenan-Imes et de Bou-Mzil qui toutes ont été brillamment repoussées par nos partisans, soutenus par le makhzen de Khenifra.

Dans la région de Beni Mellal une harka d'environ 300 fusils, conduite par Si Hoceïne ou Temga, cheikh des Aït Sokmane, et composée d'Aït Saïd et d'Aït Sokmane, a attaqué le ksar Sermer le 25 septembre et a été repoussée par la garnison du poste de Sermer et les partisans, après avoir subi des pertes très sérieuses ; cette harka n'est pas encore dispersée et se trouve au sud-ouest de Sermer.

Rien d'important à signaler sur les autres fronts.

**REQUÊTES AUX FINS DE LIQUIDATION
présentées par le Gérant général des sequestres de guerre
à l'autorité supérieure de contrôle**

Propriétaires des biens	Nature des biens	Situation
Neudorfer	Maison dite Villa « Alwine ». 1/4 d'un terrain indivis de 24 Hectares environ dit Aïn Qnouallah. Numéraire.	Rabat 19 Rue de la Marine. Environs de Salé. Confronte avec piste de Fès. Dar El Guitoune Habous Et Hadj Hamani et Fquih ben H. Cayne, El-Hadj Maouti.
Fock Max	Deux villas jumelles sur le lotissement Brand et amb. Créances et numéraires.	Casablanca rue Lamoricière N° 1 et 2.
Casablanca et Cie.	Immeuble bâti. Sol de l'immeuble 3,386m ² Matériel pour Moulin et glacière. Matériel électrique. Créances et numéraire.	Casablanca Avenue de la Marine N° 5, 7, 9. id. id. id. id.
Bazlen	Grand immeuble 3 étages 2 pavillons. Créances et numéraire.	Casablanca rue de la Douane N° 27 Bis.

Le dahir du 3 juillet 1920 accorde aux intéressés pour intervenir auprès de l'autorité de contrôle un délai de deux mois après la date de la publication au *Bulletin Officiel* des présentes requêtes.

**AVIS DU MINISTÈRE DE LA GUERRE
relatif à la répartition des**

Le tableau de répartition des classes à compter du 1^{er} octobre 1920, s'établit comme suit :

Armée active : Classes 1919, 1920

Réserve de l'armée active : Classes 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918.

Armée territoriale : Classes 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906.

Réserve de l'armée territoriale : Classes 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899.

**OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES**

AVIS AU PUBLIC

L'Office postal a l'honneur d'informer le public que l'avion postal qui a quitté Casablanca et Rabat le vendredi 1^{er} octobre 1920, à destination de Toulouse, s'est perdu en mer avec tout le courrier. Les expéditeurs des correspondances de toute nature qui ont été acheminées par cette voie ont intérêt à confirmer leurs envois.

Liste des Permis de recherches de mines accordés pendant le mois de septembre 1920

N° DU PERMIS	DATE D'INSTITUTION	TITULAIRE	PÉRIMÈTRE — Côté du carré	CARTE AU 1/200.000	REPÉRAGE DU CENTRE DU CARRÉ	MINÉRAI
1365	13 septembre 1920	Pierre, Charles, ingénieur, maison Sidoti, rue des Villas, Casablanca	4.000 m.	Mogador	750 mètres Ouest et 2.000 mètres Nord du mara- bout Si Lhasen Ouahia.	Cuivre, fer
1366	id.	id.	id.	id.	3.250 mètres Est et 2.000 mètres Nord du mara- bout Si Lhasen Ouahia.	Cuivre
1367	id.	id.	id.	id.	1.050 mètres Est et 2.000 mètres Sud du marabout Si Lhasen Ouahia.	id.
1369	id.	Gabr-au, Robert, industriel, 19, rue Theodore-de-Banville, Paris	id.	Tamlelt (E)	5.200 mètres Nord et 5.200 mètres Est du puits Hi Defla.	Hydrocarbures
1370	id.	id.	id.	id.	9.400 mètres Est et 6.400 mètres Nord du puits Hi Defla.	id.
1371	id.	Hadj Abderrahman ben Mohamed, chez M. Abesdris Aaron, 33, r. de Fes, Casablanca	id.	Marrakech-Sud (E et O)	300 mètres Est et 3.600 mè- tres Nord du marabout Si b. Rezeg.	Or
1372	id.	Charpentier, François, agriculteur, ferme Douire, Casbah des Oulad Saïd, (Contrôle de Settât)	id.	Settat (E)	2.500 mètres Nord du si- gnal géodésique 228.	Fer
692	17 septembre 1920	Lendrat Eugène, industriel, aux Roches Noires, Casablanca	id.	El Borouj (O)	7.400 mètres Est et 1.380 mètres Sud du marabout de Si Slimane.	Phosphates
693	id.	id.	id.	id.	3.400 mètres Est et 2.620 mètres Nord du mara- bout de Si Slimane.	id.
694	id.	id.	id.	id.	7.600 mètres Est et 1.500 mètres Sud du marabout Si Ahmed Ali.	id.
695	id.	id.	id.	id.	3.600 mètres Est et 2.500 mètres Nord du mara- bout Si Ahmed Ali.	id.
890	id.	Lazarévitz, Milorad, ingénieur civil des mines, à Beni-Saf (Algérie)	id.	id.	9.470 mètres Nord et 7.940 mètres Est du signal géo- désique 512.	id.
891	id.	id.	id.	id.	12.280 mètres Nord et 3.200 mètres Est du signal géo- désique 512.	id.
892	id.	id.	id.	id.	16.250 mètres Nord et 10.600 mètres Est du si- gnal géodésique 512.	id.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite « Immeuble Mougeot », réquisition n° 188^r, située à Kénitra, place du Jardin-Public et 5, rue de Lyon, dont l'extrait de réquisition a été publié au « Bulletin Officiel » du 29 juin 1920, n° 401.

Suivant réquisition rectificative en date du 15 septembre 1920, M. Lemanissier, Alfred, propriétaire, célibataire, demeurant à Petitjean, a demandé que l'immatriculation de la propriété dit « Mougeot », réquisition 188^r, soit poursuivie en son nom, en suite de l'acquisition qu'il en a faite de M. Dejean, Pierre, requérant primitif, suivant acte sous seing privé du 3 septembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite: « Villa Bourdat », réquisition n° 169^r, située à Rabat, rue perpendiculaire à l'avenue des Orangers, dont l'extrait de réquisition a été publié au « Bulletin Officiel » du 29 juin 1920, n° 411.

Suivant réquisition rectificative en date du 17 septembre 1920, M. Bonin, Maurice, entrepreneur de transports, marié à dame Pons, Marie, le 19 août 1919, à Alger, sans contrat, demeurant à Rabat, avenue Foch, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Villa Bourdat », réquisition 169^r, soit poursuivie en son nom en vertu de l'acquisition qu'il en a faite de M. Bourdat, requérant primitif, suivant acte sous seing privé du 14 septembre 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 3246^c

Suivant réquisition en date du 29 mai 1920, déposée à la Conservation le 8 juin 1920, 1° Fatima bent el Hadj Azouz ben Mohammed ben Azouz el Ghandouri, mariée selon la loi musulmane à Bouchaïb ben Mohammed el Abdi ; 2° Yacout bent el Hadj Azouz ben Mohammed ben Azouz el Ghandouri, mariée selon la loi musulmane à Smaïl ben Amor el Ghandouri ; 3° Tammou bent Mohammed bent Azouz el Ghandouri, veuve Abdallah ben Haïjoub ; 4° Khedidja bent Mohammed el Abdi, veuve de Hadj Azouz, demeurant toutes aux Ghenadra, domiciliées à Mazagan, chez leur mandataire Brahim Karoui, boîte postale n° 95, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivises dans la proportion de 2/3 pour les deux premières, de 1/8 pour la 4° et le surplus pour la 3°, d'une propriété dénommée « Ard Hamri », à laquelle elles ont déclaré vouloir donner le nom de « Ard Hamri », consistant en terrain de culture, située à 6 kilomètres de Mazagan, aux Ghenadra, sur la route de Casablanca.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la propriété des héritiers Ahmed

ben Driss et par celle des Ouled ben el Gharbi, demeurant tous à Mazagan ; à l'est, par la propriété de Hamidou Banani, demeurant à la Kissaria, à Mazagan, et par celle de Hadj Omar Tazi, ministre des Domaines à Rabat ; au sud et à l'ouest, par la propriété des héritiers Ahmed ben Driss, sus-nommés.

Les requérantes déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'elles en sont copropriétaires en vertu : 1° d'un acte d'adoul en date du 5 Chaabane 1318, aux termes duquel Hadj Azouz ben Mohammed el Ghandouri a acheté ladite propriété à Thamou bent Mohammed el Ghandouri ; 2° d'un acte d'adoul en date du 23 Rejeb 1338, constatant qu'elles ont recueilli cet immeuble dans la succession du susnommé.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 3247^c

Suivant réquisition en date du 29 mai 1920, déposée à la Conservation le 8 juin 1920, 1° Fatima bent el Hadj Azouz ben Mohammed ben Azouz el Ghandouri, mariée selon la loi musulmane à Bouchaïb ben Mohammed el Abdi ; 2° Yacout bent el Hadj Azouz ben Mohammed ben Azouz el Ghandouri, mariée selon la loi musulmane à Smaïl ben Amor el Ghandouri ; 3° Tammou bent Mohammed bent Azouz el Ghandouri, veuve Abdallah ben Haïjoub ; 4° Khedidja bent Mohammed el Abdi, veuve de Hadj Azouz, demeurant toutes aux Ghenadra, domiciliées à Mazagan, chez leur mandataire Brahim Karoui, boîte postale n° 95, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivises dans la proportion de 2/3 pour les deux premières, de 1/8 pour la 4° et le surplus pour la 3°, d'une propriété dénommée « Bled Hadj Azouz », à laquelle elles ont déclaré vouloir donner le nom de « Douar Oirats et Hadj Azouz », consistant en terrain de culture, située à 6 kilomètres de Mazagan, aux Ghenadra, sur la route de Casablanca.

Cette propriété, occupant une superficie de 13 hectares, est limitée : au nord, par la propriété des requérants ; à l'est, par la propriété de Sidi el Boukhari, parcelle de Ahmed ben Djaoui, et par celle des héritiers de Ben Omar, demeurant tous aux Ghenadra ; au sud, par la propriété des héritiers de Aounia bent Hadj el Djilani et par celle de Ouadoudi ben Hadj el Djilani, demeurant tous aux Ghenadra ; à l'ouest, par la propriété des requérants et par celle des héritiers de Faradj, demeurant aux Ghenadra.

Les requérantes déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'elles en sont copropriétaires en vertu : 1° d'un acte d'adoul en date du 26 Safar 1331, aux termes duquel Ahmed ben Bouchaïb el Gharbi a vendu ladite propriété à El Hadj Azouz ben Azzouz el Ghandouri ; 2° d'un acte d'adoul en date du 23 Rejeb 1338, constatant qu'elles ont recueilli ladite propriété dans la succession du susnommé.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 3248^c

Suivant réquisition en date du 9 juin 1920, déposée à la

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps à la connaissance du public, par voie d'affichage à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

Conservation le même jour, M. Haïm Bension Amiel, célibataire, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de Fès, n° 18, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Ben Harou », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bension II », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, route de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 2321 mètres carrés 32, est limitée : au nord, par une voie de 20 mètres ; à l'est, par la propriété de M. Senouf, demeurant à Casablanca, route de Médiouna ; au sud, par la route de Médiouna ; à l'ouest, par la propriété de M. Benazeraf, demeurant avenue du Général-Drude, à Casablanca.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 11 janvier 1920, aux termes duquel Abraham Benhamou lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca

ROLLAND.

Réquisition n° 3249^c

Suivant réquisition en date du 7 juin 1920, déposée à la Conservation le 9 juin 1920, M. Genova, Francesco, marié sans contrat, le 20 mai 1903, à dame Daga Guida, demeurant à Casablanca, rue des Alpes, domicilié à Casablanca, chez son mandataire, M. Marage, boulevard de la Liberté, n° 247, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Nouvelle Catherine », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, boulevard de Lorraine, rue des Cévennes.

Cette propriété, occupant une superficie de 182 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Henri Eugénie », titre n° 808 c, appartenant à M. Barnay, demeurant à Casablanca, rue d'Epinal ; à l'est, par la rue des Cévennes ; au sud, par la propriété de M. Fayolle, demeurant à Casablanca, boulevard de la Liberté ; à l'ouest, par la propriété dite « Bella Fortuna », titre n° 139 c, appartenant au requérant, et par la propriété de M. Giangrasso, demeurant à Casablanca, rue de Verdun, n° 11.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 5 mai 1920, aux termes duquel M. Fayolle lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,

ROLLAND.

Réquisition n° 3250^c

Suivant réquisition en date du 8 juin 1920, déposée à la Conservation le 9 juin 1920, M. Etienne, Antoine, célibataire, demeurant à Casablanca, villa Carmela, rue Krantz, domicilié à Casablanca, chez son mandataire M. Marage, boulevard de la Liberté, n° 217, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Megzard », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ferme des Trois Marabouts IV », consistant en terrain agricole, située entre les kilom. 37 et 38 de la route de Casablanca à Boulhaut, tribu des Ziadidas (Chaouïa Nord).

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la route de Casablanca à Camp Boulhaut ; à l'est, par la propriété du requérant ; au sud, par la propriété du requérant et par celle d'El Hadj Sliman ben Zerrouk ou Ben Melouk, demeurant aux Ouled Bourouisse, tribu des Ziadidas ; à l'ouest, par la propriété dite : « Ferme des Trois Marabouts », réquisition n° 1840 c., appartenant au requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de :

1° un acte d'adoul en date du 11 Rebia 1338, aux termes duquel les héritiers de Ben Maceur ben Dahan ez Ziadi el Oudaoui er Rouissi, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,

ROLLAND.

Réquisition n° 3251^c

Suivant réquisition en date du 31 mai 1920, déposée à la Conservation le 9 juin 1920, 1° M. Etienne, Antoine, célibataire, demeurant à Casablanca, villa Carmela, rue Krantz ; 2° M. Etienne, Guillaume, Auguste, veuf de Conibes, Anaïs, Louise, décédée le 20 mars 1915, à Roanne (Loire), demeurant audit lieu, domiciliés à Casablanca, chez leur mandataire M. Marage, boulevard de la Liberté, n° 217, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de 7/8 pour le premier et de 1/8 pour le second, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : « Domaine Etienne II », consistant en terrain de culture, située à Casablanca-banlieue, à 400 mètres, à droite de la route de Médiouna et sur la rive gauche de l'oued Koréa.

Cette propriété, occupant une superficie de 20.000 mètres carrés, est limitée : au nord : par l'oued Koréa et par la propriété dite : « Ferme de San-Francisco », titre n° 78 c., appartenant à Mlle Saria, Francisco, demeurant à Casablanca, rue de la République, route du Camp Boulhaut ; à l'est, par la propriété dite : « Domaine Etienne », titre 482^c, appartenant au requérant ; au sud et à l'ouest, par la propriété de MM. Benitah et Zagoury, négociants, demeurant à Casablanca, route de Médiouna.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu de : 1° un acte d'adoul homologué en date du 29 Rebia I 1338, aux termes duquel M. Abraham Assaban a vendu ladite propriété à MM. Etienne Antoine et Etienne Pierre ; 2° d'un acte de notoriété en date du 21 mars 1919, reçu par M^e Barbet, notaire, à Marcenat (Cantal), dressé après le décès de M. Etienne Pierre, survenu à Saint-Bonnet-de-Cantal (Cantal), le 12 mars 1919.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca

ROLLAND.

Réquisition n° 3252^c

Suivant réquisition en date du 9 juin 1920, déposée à la Conservation le même jour, M. Hadj Abderrahmane ben Mohamed Ech Cheleuh, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Casablanca, porte de Marrakech, rue du Médecin, n° 16, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée : « Bahiret El Koudat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bahiret el Koudat », consistant en terrain de culture et fondouk, située sur la route de Casablanca à Ber Rechid, entre la gare de Bonskoura et le marabout de Si Abdallah Maïni, tribu des Ouled ben Ameur.

Cette propriété occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par la route de Remellehal à la Casbah de Médiouna ; à l'est, par la propriété des héritiers de M'Hamed ben Lhasen el Mediouni, demeurant au douar des Ouled ben Amor, tribu de Médiouna ; au sud, par la propriété de Mohammed ben Mohammed Chouta el Mediouni, demeurant au douar Ouled ben Amor, tribu de Médiouna ; par celle des héritiers de Ali el Melki, demeurant au douar El Haouami, tribu de Médiouna, et par celle de Bouchaïb ben el Hiat el Bouainri, demeurant audit douar Ouled ben Amor ; à l'ouest, par la route de Casablanca aux Ouled Harriz.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul homologué en date du 23 Hidja 1332, aux termes duquel

Ahmed ben Larbi el Mediouni, Bouchaïb ben Ahmed ben Tahar et Harati ben Tahar el Mediouni lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 467°

Suivant réquisition en date du 9 juillet 1920, déposée à la Conservation le même jour, M. Bouvier, Pierre, Marie, Maurice, propriétaire, demeurant à Chamonix (Haute-Savoie), marié avec dame Richard, Geneviève, Rose, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, suivant contrat passé devant M^e Amy, notaire à Paris, le 16 juillet 1907, et faisant élection de domicile chez M. Torrégiani, demeurant à Oujda, quartier du Nouveau-Marché, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bouvier n° 1 », consistant en un terrain à bâtir, située à Oujda, quartier du Nouveau-Marché, lotissement Bouvier.

Cette propriété, occupant une superficie de vingt-quatre ares, est limitée : au nord, à l'est et au sud par trois rues dépendant du Domaine public ; à l'ouest, par des terrains appartenant au requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte passé devant M^e Pompei, greffier-notaire, à Marnia, le 1^{er} juillet 1911, aux termes duquel Mohammed ben Si Boumediene el Mir Ali lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda,
F. NERRIERE.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant l'immatriculation de la propriété dite: « **Domaine des Marablines** », réquisition n° 177°, sise à 6 km. environ au nord de Berkane, sur la piste de ce centre à Sidi Hassas, lieu dit « Toumiet », dont l'extrait a paru au « Bulletin Officiel » du 16 septembre 1918, n° 308.

Suivant réquisition rectificative en date du 15 juillet 1920, M. Besombes ou Bezombes, Célestin, Antoine, propriétaire, marié avec dame Chevalier, Louise, Julie, Françoise, sous le régime de la communauté universelle de biens, suivant contrat passé par devant M^e Bancharrelle, notaire à Mascara, le 19 juin 1890, demeurant à Saïda (département d'Oran, Algérie), et domicilié chez M. Besson, à Berkane, a demandé l'immatriculation en son nom, de la propriété dite « **Domaine des Marablines** », réquisition 177°, dont il s'est rendu acquéreur suivant acte sous seing privé du 1^{er} juillet 1920, déposé à la Conservation.

Cette propriété est grevée avec les propriétés dites « **Domaines des Marablines I** », réquisition 254° et « **Domaine des Marablines II** », réquisition 255°, d'une hypothèque d'environ 34.000 francs, avec intérêts au taux de 5 0/0 pour solde du prix de vente.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda
F. NERRIERE.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant l'immatriculation de la propriété dite: « **Villa Maria** », sise à Oujda, quartier du Nouvel-Hôpital, entre la piste de Ras Fournal et celle de l'oued Isly, réquisition n° 207° dont l'extrait a paru au « Bulletin Officiel » du 16 décembre 1918, n° 321.

Il résulte :

D'une part d'une réquisition et d'une vente sous seing privé en date du 7 juillet 1919, déposées à la Conservation

d'Oujda, le 8 août 1919, que la propriété susdésignée se trouve actuellement délimitée à l'est, par la propriété dite « **Villa Carmencita** », réquisition 339°, et qu'elle ne possède plus qu'une superficie de 800 mètres carrés environ ;

D'autre part, d'une réquisition en date du 11 septembre 1920, que M. Dalières, Vincent, entrepreneur de menuiserie, veuf de dame Delia, Catherine, avec laquelle il s'est marié le 7 juillet 1904, à Alger, sans contrat, demeurant et domicilié à Oujda, route du Camp, en face le jardin public, a demandé l'immatriculation, en son nom, de la propriété dite « **Villa Maria** », réquisition 207°, ainsi réduite, qu'il désire dénommer, à l'avenir, « **Villa Lucie** », s'en étant rendu acquéreur suivant acte sous seing privé du 14 août 1919, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda,
F. NERRIERE.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant l'immatriculation de la propriété dite: « **Domaine des Marablines I** », réquisition n° 254°, sise dans la tribu des Beni Attig, à 6 km. environ au nord de Berkane, à proximité du marabout de Bou Knadel, sur la piste de Cherra à Adjeroud, dont l'extrait a paru au « Bulletin Officiel » du 10 mars, n° 333.

Suivant réquisition rectificative en date du 15 juillet 1920, M. Besombes ou Bezombes, Célestin, Antoine, propriétaire, marié avec dame Chevalier, Louise, Julie, Françoise, sous le régime de la communauté universelle de biens, suivant contrat passé par devant M^e Bancharrelle, notaire à Mascara, le 19 juin 1890, demeurant à Saïda (département d'Oran, Algérie), et domicilié chez M. Besson, à Berkane, a demandé l'immatriculation en son nom, de la propriété dite « **Domaine des Marablines I** », réquisition 254°, dont il s'est rendu acquéreur suivant acte sous seing privé du 1^{er} juillet 1920, déposé à la Conservation.

Cette propriété est grevée avec les propriétés dites « **Domaine des Marablines** », réquisition 177° et « **Domaine des Marablines II** », réquisition 255°, d'une hypothèque d'environ 34.000 francs avec intérêts au taux de 5 % pour solde du prix de vente.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda,
F. NERRIERE.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant l'immatriculation de la propriété dite: « **Domaine des Marablines II** », réquisition n° 255°, sise dans la tribu des Beni Attig, à 7 km. environ au nord de Berkane, sur la piste de Cherra à Adjeroud, lieu dit « **Bled Seddik** », dont l'extrait a paru au « Bulletin Officiel » du 10 mars 1919, n° 333.

Suivant réquisition rectificative en date du 15 juillet 1920, M. Besombes ou Bezombes, Célestin, Antoine, propriétaire, marié avec dame Chevalier, Louise, Julie, Françoise, sous le régime de la communauté universelle de biens, suivant contrat passé par devant M^e Bancharrelle, notaire à Mascara, le 19 juin 1890, demeurant à Saïda (département d'Oran, Algérie), et domicilié chez M. Besson, à Berkane, a demandé l'immatriculation en son nom, de la propriété dite « **Domaine des Marablines II** », réquisition 255°, dont il s'est rendu acquéreur suivant acte sous seing privé du 1^{er} juillet 1920, déposé à la Conservation.

Cette propriété est grevée avec les propriétés dites « **Domaine des Marablines** », réquisition 177°, et « **Domaine des Marablines I** », réquisition 254°, d'une hypothèque d'environ 34.000 francs avec intérêts au taux de 5 % pour solde du prix de vente.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda,
F. NERRIERE.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES⁽¹⁾

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 1238°

Propriété dite : BLED LAFFON III, sise à 12 kilomètres de Camp Boulhaut, sur la route de Meknès.

Requérants : 1° Mme Mercade, Elena, Juliette, veuve de Gustave Laffon ; 2° Laffon, Robert, Charles, Marie ; 3° Laffon, Edouard, Albert, Jules ; 4° Laffon, Marcel, Marie, Emile, demeurant tous à Paris, avenue Kléber, n° 88, et domiciliés à Casablanca, chez M^e Grolée, avocat.

Le bornage a eu lieu le 6 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1686°

Propriété dite : VILLA SIMONNE II, sise à Azemmour, à 100 mètres de la porte de la ville allant aux Orangers.

Requérant : M. Tolila, Emile, demeurant et domicilié à Azemmour.

Le bornage a eu lieu le 10 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1708°

Propriété dite : AZEMMOÛR I, sise ville d'Azemmour.

Requérant : M. Tolila, Henri, demeurant à Azemmour et domicilié à Casablanca, chez M. de Montfort, avocat.

Le bornage a eu lieu le 11 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1709°

Propriété dite : AZEMMOÛR II, sise ville d'Azemmour.

Requérant : M. Tolila, Henri, demeurant à Azemmour et domicilié à Casablanca, chez M. de Montfort, avocat.

Le bornage a eu lieu le 11 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1867°

Propriété dite : TERRAIN HAMU n° 17, sise à Mazagan, quartier de Sidi Moussa, bled El Tamoia.

Requérant : M. Hamu, Isaac, demeurant et domicilié à Mazagan, rue Derb El Kebir, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 12 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1872°

Propriété dite : TERRAIN HAMU n° 27, sise à Mazagan, quartier Sidi Moussa, lieudit « Gharbia ».

Requérant : M. Hamu, Isaac, demeurant et domicilié à Mazagan, rue Derb El Kebir, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 11 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1874°

Propriété dite : TERRAIN HAMU n° 30, sise à Mazagan, à 3 kilomètres à l'est de Sidi Moussa.

Requérant : M. Hamu, Isaac, demeurant et domicilié à Mazagan, rue Derb El Kebir, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 12 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 2338°

Propriété dite : ZHARA-CHAOUIA, sise à Azemmour, lieudit « Derb Si Bouchaïb el Minimi ».

Requérant : M. Ahmed ben el Hadj Abdallah Ouajjou Ez Zemmouri, demeurant et domicilié à Azemmour, Magasin n° 2.

Le bornage a eu lieu le 11 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 2520°

Propriété dite : ERREMEL, sise à Casablanca, route de Médiouna.

Requérant : M. Albery Zagury, demeurant à Casablanca, boulevard de la Gare, et Isaac Abraham Benitah, demeurant à Casablanca, boulevard d'Arfa, n° 186, tous deux domiciliés chez M^e Proal, avocat à Casablanca, rue Centrale, n° 6.

Le bornage a eu lieu le 14 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 2549°

Propriété dite : PERMINGEAT, sise à Casablanca, Maarif, rues du Mont-Dore, et des Alpes.

Requérant : M. Permingeat, Louis, Charles, demeurant à Casablanca, El Maarif, et domicilié à Casablanca, chez M. Wolff, rue Chevandier-de-Valdrôme.

Le bornage a eu lieu le 27 juillet 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 2599°

Propriété dite : PERLA, sise à Casablanca, Aïn Chock, route de Médiouna.

Requérant : M. Bouschkila, Abraham, demeurant à Marrakech, rue Ben el Bali, domicilié à Casablanca, chez M. Buan, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 17 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 2647°

Propriété dite : MOULIN DE LA GAITE, sise à Casablanca, quartier des Roches-Noires, avenue Saint-Aulaire, rue de la Liberté et rue Gouraud.

Requérant : M. Pouget, Firmin, Louis, demeurant à Casablanca, aux Roches-Noires, et domicilié chez M^e Fayaud, avocat à Casablanca, villa Bendahan.

Le bornage a eu lieu le 22 mai 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 2582°

Propriété dite : LA MARINE, sise à Casablanca, ville indigène, rue de la Douane, n° 12 et 12 bis.

Requérants : MM. G. H. Fernau, and C^o Limited, société en nom collectif, dont le siège social est à Casablanca, et domiciliée chez M. Buan, avenue du Général-Drude, n° 1, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu les 3 juin 1920 et 24 juin 1920.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
GUILHAUMAUD.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente publica-

tion. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Cadé, à la Mahakma du Cadé.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces judiciaires, administratives et légales

BANQUE INDUSTRIELLE DE L'AFRIQUE DU NORD

SOCIÉTÉ ANONYME
au capital de 12.500.000 francs

Siège social à Paris
Boulevard Saint-Germain, n° 226

I. — Statuts

Aux termes d'un acte sous signatures privées fait double à Paris, le vingt février mil neuf cent dix-neuf, dont l'un des originaux est demeuré annexé à la minute d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M^e LAEUFFER, notaire à Paris, le trente juillet mil neuf cent dix-neuf et ci-après énoncé, il a été établi les statuts d'une Société anonyme dont extrait littéral suit :

Article Premier — Formation de la Société. — Il est formé une Société anonyme française qui existera entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, et qui sera régie tant par les lois en vigueur que par les présents statuts, dont certaines dispositions spéciales résultent :

1^o De la loi du 29 décembre 1918 portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie.

2^o Des lettres et conventions ci-après énumérées, annexées à ladite loi, et publiées en suite de sa promulgation au numéro du *Journal Officiel* du 30 décembre 1918.

a) Lettre du Directeur Général de la Banque de l'Algérie au Ministre des Finances en date du 11 décembre 1917.

b) Convention arrêtée le 12 décembre 1917 entre le Ministre des Finances et le Directeur Général de la Banque de l'Algérie.

c) Lettre du Directeur Général de la Banque de l'Algérie au Ministre des Finances en date du 14 octobre 1918.

3^o Et d'une lettre du Ministre des Finances au Directeur Général de la Banque de l'Algérie en date du 8 janvier 1919 annexée aux présents statuts

Art. 2. — Dénomination. — La Société prend la dénomination de BANQUE INDUSTRIELLE DE L'AFRIQUE DU NORD.

Art. 3. — Objet. — La Société a pour objet :

Toutes opérations de Banque et de Finance généralement quelconques dans l'Afrique du Nord et en tous autres pays.

Elle pourra notamment :

a) Prêter son concours à des associations déjà constituées ou à constituer, sous la forme de sociétés ou de participations de toutes natures, civiles ou commerciales, se charger de la constitution de ces sociétés, de l'émission de leur capital, du placement des leurs actions et obligations, ouvrir toutes souscriptions qui seraient nécessaires; accepter tout mandat de contrôle et de surveillance sur les opérations, prendre dans les sociétés constituées ou à constituer une ou plusieurs parts d'intérêt, garantir éventuellement leurs obligations, en un mot constituer, suivre dans leur développement, comme actionnaire ou intéressée de manière quelconque, patronner et contrôler d'autres établissements commerciaux, industriels, agricoles ou financiers.

Faire des avances aux particuliers sur titres, valeurs, warrants, connaissances, matières précieuses et marchandises diverses en dépôt, aux constructeurs et amateurs sur sûretés et garanties régulières.

La Banque peut prêter son concours aux personnes morales et collectivités diverses: Etats, Départements, Communes, Chambres de Commerce, Monts de Piété, Syndicats, etc.

b) Emettre des obligations ou bons portant intérêts ou non à échéance fixe ou variable.

c) Soumissionner des emprunts pour son propre compte ou pour le compte de tiers, se charger de leur négociation.

Ouvrir à toutes collectivités publiques ou privées un crédit à valoir sur leurs revenus.

Encaisser toutes recettes et tous produits d'exploitations publiques ou privées pour le compte des intéressés.

d) Rechercher, obtenir, exploiter toutes concessions ou entreprises de travaux ou services publics, notamment en ce qui concerne les ports, digues, routes, canaux, chemins de fer, tramways, entreprises minières, etc..., et tout ce qui peut s'y rattacher directement ou indirectement, en faire apport ou cession à des Sociétés ou à des tiers chargés de la construction et de l'exploitation.

e) Constituer des entrepôts, magasins généraux, magasins de garde de denrées, marchandises et objets mobiliers de toute nature.

f) Acheter, vendre, échanger tous biens et droits mobiliers et immobiliers, prendre ou donner à bail, reprendre ou

rétrocéder tous immeubles, concessions, services de travaux publics, exploitations industrielles, commerciales, agricoles, forestières ou minières.

g) Faire l'escompte de lettres de change et de tous autres effets de commerce ou engagements à échéance déterminée, la négociation ou le réescompte de ces valeurs, l'émission ou l'acceptation de tous mandats, traites et lettres de change.

h) Ouvrir des comptes courants aux établissements publics, sociétés et particuliers et faire tous paiements, recouvrements et encaissements qui s'y rattachent, services de caisse et trésorerie des sociétés et entreprises.

i) Consentir à court ou à long terme des prêts ou avances, en compte courant ou autrement, sur effets publics, actions, obligations et autres valeurs, de même que sur garanties personnelles, sur marchandises et propriétés mobilières ou immobilières pouvant être données en gage ou hypothèque

j) Faire le commerce ou la commission de matières d'or, d'argent et de métaux précieux.

Et faire en général, pour elle-même, pour le compte de tiers ou en participation, dans l'Afrique du Nord ou en tous autres pays, toutes opérations de Banque, de prêts, de dépôts, d'escompte, d'assurance et de prévoyance, d'avances de fonds et toutes autres opérations financières, sans exception, comme aussi toutes opérations et entreprises commerciales, agricoles, industrielles, mobilières et immobilières sans exception, se rapportant d'une façon directe ou indirecte aux objets ci-dessus dont l'énumération est simplement énonciative et non limitative.

Art. 4. — Siège social. — Le siège social est établi à Paris, 217, boulevard Saint-Germain.

Il pourra être transféré d'un local dans un autre de la même ville, par simple décision du Conseil d'administration.

La Société pourra, en outre, avoir des succursales, agences et bureaux en France, dans l'Afrique du Nord, et, en général, dans tous pays, même étrangers où le Conseil d'administration le jugera convenable.

Art. 5. — Durée. — La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix ans à partir du jour de sa constitution sauf prorogation ou dissolution anticipée, ainsi qu'il sera dit aux articles 39 et 44.

TITRE II

Art. 6. — Capital social. — Actions. — Le capital social est fixé à douze millions cinq cent mille francs.

Il est divisé en cent vingt-cinq mille actions de cent francs chacune, toutes à souscrire et à libérer en numéraire.

Sur ces cent vingt-cinq mille actions les actionnaires de la Banque de l'Algérie auront un droit privilégié de souscription, à concurrence de cent mille actions, droit qui leur a été réservé par les lettres du 11 décembre 1917 et 14 octobre 1918, ci dessus énoncées, et qui s'exercera à titre irréductible à raison de deux actions de la Société nouvelle pour une de la Banque de l'Algérie, et à titre réductible pour le reliquat devant subsister après cette première attribution.

Conformément à la lettre précitée du Ministre des Finances du 8 janvier 1919, les vingt-cinq mille autres actions seront offertes en souscription publique avec prime de cinquante francs par titre.

Le capital social pourra être augmenté ainsi qu'il est dit ci-après à l'article 8.

Art 7. — Le montant des actions est payable soit au Siège social, soit en tout autre endroit indiqué par le Conseil d'administration, savoir.

Un quart ou vingt-cinq francs lors de la souscription, plus la prime de cinquante francs pour les vingt-cinq mille actions offertes au public.

Et les trois autres quarts, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration qui fixera l'importance des sommes à appeler, ainsi que les époques où les versements devront être effectués.

Les appels des versements auront lieu au moyen d'un avis inséré un mois à l'avance dans un journal d'annonces légales de Paris.

Le Conseil d'administration pourra, par une mesure générale, autoriser la libération anticipée des actions, s'il le juge à propos, et en fixer les conditions.

Ces dispositions s'appliqueront également aux augmentations du capital social.

Art. 14. — Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, et la cession comprend tous les dividendes échus et à choisir ainsi que la part éventuelle dans les fonds de réserve et de prévoyance.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée générale.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action, au delà, tout appel de fonds est interdit.

Les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant de l'action. Tout souscripteur ou actionnaire, qui a cédé son titre, cesse, deux ans après la

cession, d'être responsable des versements non encore appelés.

TITRE IV

Administration de la Société

Art. 18. — La Société est administrée par un Conseil composé de neuf membres au moins et de quinze membres au plus, pris parmi les actionnaires, en se conformant à ce qui sera indiqué ci-après et nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

La Banque de l'Algérie aura le droit de désigner à l'Assemblée un tiers des administrateurs à élire, en conformité des lettres précitées des 11 décembre 1917 et 14 octobre 1918, annexées à la loi du 29 décembre 1918.

Art. 19. — Les administrateurs communs à la Banque de l'Algérie et à la Société ne pourront pas se trouver en majorité dans le Conseil d'administration de cette dernière.

Art. 20. — En vertu des lettres précitées, le Directeur Général de la Banque de l'Algérie sera de droit Commissaire du Gouvernement auprès de la Société. Il aura le droit d'entrée à toutes les réunions, tant du Conseil d'administration que de l'Assemblée générale des actionnaires. Il pourra exiger communication du portefeuille, des livres, des pièces de comptabilité et, d'une façon générale, de tous les documents ayant trait aux affaires, tant intérieures qu'extérieures, de la Société. Il pourra prendre part, avec voix délibérative, aux discussions des affaires soumises au Conseil et demander qu'il soit fait mention de ses observations au procès-verbal. Il pourra, en cas d'absence ou d'empêchement, déléguer ses pouvoirs au Sous-Directeur général de la Banque de l'Algérie.

Art 22. — La durée des fonctions des administrateurs est de six années, sauf l'effet du renouvellement partiel dont il va être parlé.

Le premier conseil, qui sera nommé par l'Assemblée générale constitutive de la Société, restera en fonctions jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui se réunira pour l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1924, laquelle renouvellera le Conseil en entier.

A partir de cette époque, le Conseil se renouvellera chaque année, à raison d'un nombre de membres tels que le renouvellement soit complet dans chaque période de six ans et se fasse aussi également et régulièrement que possible suivant le nombre des administrateurs.

Pour les premières applications de cette disposition, le sort indique l'ordre de sortie, une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination.

Tout membre sortant est rééligible.

En cas de vacance par décès ou toute autre cause, ainsi que dans le cas où le nombre de ses membres serait inférieur à quinze, le Conseil peut pourvoir provisoirement au remplacement des administrateurs ayant cessé leurs fonctions,

ou s'adjoindre de nouveaux membres dans les limites de l'article 18, sauf confirmation dans la plus prochaine Assemblée générale. Au cas où le nombre des administrateurs serait descendu au-dessous de neuf, ceux restants devront se compléter à ce nombre minimum dans le plus court délai possible, sauf confirmation, comme il vient d'être dit, par la plus prochaine Assemblée générale.

Les actes accomplis par tout administrateur ainsi nommé seront valables quand bien même sa nomination ne serait pas ratifiée par l'Assemblée générale.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Lors de chaque renouvellement par l'Assemblée générale ou de nomination par le Conseil d'administration, il devra être tenu compte de ce qui est dit au deuxième alinéa de l'article 18, c'est-à-dire que la Banque de l'Algérie conservera, à titre permanent, le droit de désignation qui lui a été réservé par cet article, de façon que le tiers des administrateurs en fonctions provienne toujours de cette désignation.

Art. — 23. — Chaque année, le Conseil nomme, parmi ses membres, un président, et s'il le juge à propos, un ou deux vice-présidents.

En cas d'absence ou d'empêchement du président ou des vice-présidents, le Conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir provisoirement les fonctions de président.

Art. 24. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de l'un des vice-présidents, ou encore de la moitié de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Toutes ces convocations sont notifiées au directeur général de la Banque de l'Algérie, Commissaire du Gouvernement, en raison des facultés qui lui ont été réservées sous l'article 20.

Pour la validité des délibérations, la présence effective d'un tiers au moins des administrateurs en fonctions est nécessaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Aucun administrateur ne peut voter par procuration dans le sein du Conseil.

La justification du nombre des administrateurs qui ont pris part à une délibération résulte, vis-à-vis des tiers, de l'énonciation dans la délibération des noms des administrateurs présents.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès verbaux transcrits sur un registre tenu à cet effet au siège de la Société, et signés par deux au moins des membres présents à la séance.

Les copies et extraits de ces délibérations sont certifiés par le président du Conseil d'administration, ou l'un des

vice-présidents, ou encore par deux administrateurs.

Art. 25. — Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation et sans réserve, pour agir au nom de la Société et faire toutes les opérations relatives à son objet.

Il délibère sur toutes les opérations intéressant à la Société.

Il touche toutes les sommes dues à la Société, effectue tous retraits de cautionnements en espèces ou autrement, et en donne quittance et décharge.

Il fait et autorise toute mainlevée de saisie mobilière ou immobilière, d'opposition ou d'inscription hypothécaire et autres, ainsi que tous désistements de privilèges, hypothèques et autres droits, actions et garanties, le tout avec ou sans paiement. Il consent toutes antériorités.

Il autorise toutes instances judiciaires, soit en demandant, soit en défendant, ainsi que tous désistements.

Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la Société.

Il représente la Société dans toutes assemblées ordinaires ou extraordinaires d'actionnaires, d'obligataires ou de porteurs de parts bénéficiaires dans lesquelles la Société est intéressée.

Il représente également la Société en justice, et c'est à sa requête ou contre lui que doivent être intentées toutes actions judiciaires.

Il autorise tous achats d'immeubles, ainsi que toutes ventes et tous échanges d'immeubles appartenant à la société.

Il consent et accepte tous traités, marchés, soumissions et entreprises de travaux publics et particuliers, à forfait ou autrement, et contracte tous engagements et obligations.

Il consent et accepte tous baux pour quelque durée que ce soit, avec ou sans promesse de vente, fait toutes résiliations avec ou sans indemnité.

Il cède et achète tous biens et droits mobiliers et immobiliers.

Il statue sur les études, projets, plans et devis proposés pour l'exécution de tous travaux.

Il peut contracter tous emprunts, de la manière, aux taux, charges et conditions qu'il juge convenables, soit ferme, soit par voie d'ouverture de crédit, soit autrement, même par émission d'obligations, en se conformant, à l'égard de ce dernier mode d'emprunt, à ce qui est dit à l'article 17.

Il peut hypothéquer tous immeubles de la Société, consentir toutes antichrèses et délégations, donner tous gages, nantissements et autres garanties mobilière et immobilières de quelque nature qu'elles soient et consentir toutes subrogations avec ou sans garantie.

Il peut accepter toutes annuités et délégations en paiement, ainsi que tous gages, hypothèques et autres garanties.

Il contracte toute assurances et consent toutes délégations.

Il signe, accepte, négocie, endosse et acquitte tous billets, chèques, traites, lettres de change, endos et effets de commerce.

Il cautionne et avalise.

Il autorise tous prêts, crédits et avances.

Il fixe le mode de libération des débiteurs de la Société, soit par annuités, dont il fixe le nombre et la quotité, soit autrement.

Il consent toutes prorogations de délai.

Il élit domicile partout où besoin est.

Il autorise tous retraits, transferts, transports et aliénations de fonds, rentes, créances et valeurs quelconques appartenant à la Société, et ce, avec ou sans garantie.

Il fonde toutes Sociétés françaises et étrangères ou concourt à leur fondation; il fait à des sociétés constituées, tous apports aux conditions qu'il juge convenables; il souscrit, achète et revend toutes actions, obligations, parts d'intérêts ou participations, il intéresse la Société dans toutes participations et tous syndicats.

Il fixe les conditions auxquelles la Société soumissionne, prend sa charge et négocie tous emprunts publics ou autres, français ou étrangers, ouvre les souscriptions pour leur émission et participe à tous emprunts, souscriptions, émissions et opérations financières, industrielles, agricoles, commerciales et autres.

Il peut déléguer et transporter toutes créances, tous loyers ou redevances échus ou à échoir, aux prix et conditions qu'il juge convenables.

Il nomme et révoque tous mandataires, employés ou agents, détermine leurs attributions, leurs traitements, salaires et gratifications, soit d'une manière fixe, soit autrement; il détermine les conditions de leur retraite ou de leur révocation.

Il décide la création et la suppression de toutes succursales ou agences.

Il décide également la création et la suppression de tous comités consultatifs.

Il fixe les dépenses générales de l'administration.

Il détermine le placement des fonds disponibles.

Il règle la forme et les conditions des titres de toute nature, obligations bons à vue, à ordre, ou au porteur, bons à échéances fixe à émettre par la Société.

Il peut prendre, en toutes circonstances, toutes mesures qu'il juge opportunes pour sauvegarder les valeurs appartenant à la Société ou déposées par des tiers. Il détermine les conditions auxquelles la Société reçoit des titres et des fonds en dépôts et en compte courant.

Il convoque les assemblées générales.

Il représente la Société vis-à-vis des tiers et de toutes administrations.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée générale, fait, s'il le juge utile, un rapport sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

Il propose la fixation des dividendes à répartir.

Les pouvoirs ci-dessus conférés au Conseil d'administration sont énonciatifs et non limitatifs de ses droits, et laissent subsister dans leur entier les dispositions du paragraphe premier du présent article.

Art. 26. — Le Conseil peut déléguer tels de ses pouvoirs qu'il juge convenables à un ou plusieurs de ses administrateurs, ainsi qu'à un ou plusieurs directeurs, sous-directeurs ou fondés de pouvoirs pris même en dehors de ses membres et des actionnaires.

Il peut également constituer un Comité de direction.

Il détermine et règle les attributions du ou des administrateurs délégués du Comité de direction et du ou des directeurs, sous-directeurs ou fondés de pouvoirs, et il fixe s'il y a lieu, les cautionnements qu'ils doivent déposer dans la Caisse sociale, soit en numéraire, soit en actions de la Société ou autres valeurs.

Il détermine le traitement fixe ou proportionnel à allouer aux administrateurs délégués, Comité de Direction, directeurs et fondés de pouvoirs et à porter aux frais généraux.

Il peut conférer à telles personnes que bon lui semble et par mandat spécial, des pouvoirs, soit permanents, soit pour un objet déterminé, dans les conditions de rémunération, fixe ou proportionnelle, qu'il établit.

Il peut passer avec le ou les directeurs, sous-directeurs ou fondés de pouvoirs, tous traités déterminant la durée, l'étendue de leurs attributions, leurs rétributions fixe ou proportionnelle et les conditions de leur retraite. Il peut autoriser ce ou ces directeurs, sous-directeurs ou fondés de pouvoirs et, d'une manière générale, tout mandataire du Conseil, à déléguer leurs pouvoirs et consentir des substitutions pour des objets déterminés.

Tous les actes engageant la Société vis-à-vis des tiers, de même que les chèques, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce, devront porter la signature de deux administrateurs, ou celle d'un administrateur et du directeur, à moins d'une délégation pour ces objets, donnée par le Conseil d'administration.

TITRE VI.

Assemblées générales

Art. 31. — L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires possédant depuis trois mois au moins cinquante actions libérées des versements exigibles. Tous propriétaires

d'un nombre inférieur d'actions pourront se réunir pour former ce nombre d'actions ou un nombre supérieur et se faire représenter par l'un deux, ou par un fondé de pouvoir collectif qui doit être lui-même actionnaire de la Société.

Pour participer aux Assemblées, la propriété des titres s'établit pour les actions nominatives, par la date de l'inscription sur les registres de la Société, et pour les actions au porteur par la date du dépôt dans l'une des caisses désignées ou agréées par le Conseil d'administration.

Le Conseil pourra toujours, par mesure générale, réduire le délai de trois mois qui vient d'être énoncé et accepter les dépôts faits dans les limites qu'il fixera lui-même.

Il est délivré aux déposants, en échange, un récépissé nominatif qui sert de carte d'entrée à l'Assemblée générale.

La liste des actionnaires est arrêtée par le Conseil d'administration, elle porte à côté du nom de chacun d'eux le nombre d'actions déposées et le nombre de voix y afférent.

Cette liste est déposée sur le bureau le jour de l'Assemblée.

Le Directeur Général de la Banque de l'Algérie, ou en cas d'empêchement, le Sous-Directeur Général, délégué par lui, aura le droit d'entrée à l'Assemblée que lui a réservé la lettre précitée du 11 décembre 1917 annexée à la loi du 26 décembre 1918.

Art. 32. — L'Assemblée générale se réunit chaque année avant le 30 septembre au siège social ou au lieu désigné par le Conseil d'administration.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées toutes les fois que le Conseil d'administration le reconnaît utile.

Les convocations aux Assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, sont faites par un avis inséré vingt jours au moins avant l'époque de la réunion, dans un des journaux d'annonces légales du siège social.

Par exception, en cas d'augmentation du capital social, les Assemblées qui auraient à statuer soit sur la reconnaissance de la sincérité de la déclaration de souscription d'actions et de versement, soit sur les conclusions de rapports de Commissaires et cas d'apports en nature, et, par suite, sur les modifications aux statuts qui en résulteraient, pourront être convoquées par avis publié seulement huit jours à l'avance.

Pour les Assemblées générales extraordinaires, l'avis de convocation doit contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

Art. 34. — Nul ne peut se faire représenter aux assemblées générales que par un mandataire actionnaire lui-même, sans qu'il soit imposé audit mandataire de posséder personnellement le nombre d'actions prévu ci-dessus sous l'article 31.

La forme des pouvoirs et le délai pour les produire seront déterminés par le Conseil d'administration.

Les Sociétés en nom collectif sont valablement représentées par un de leurs membres ou fondés de pouvoirs permanents, les sociétés en commandite par un de leurs gérants ou fondés de pouvoirs permanents, les sociétés anonymes par un délégué pourvu d'une autorisation du Conseil d'administration, les femmes mariées par leurs maris s'ils ont l'administration de leurs biens, les mineurs ou interdits par leurs tuteurs, les nus propriétaires par leurs usufruitiers ou réciproquement, le tout sans qu'il soit nécessaire que l'associé, le gérant ou leurs fondés de pouvoirs, le délégué du Conseil, le mari ou le tuteur, soient personnellement actionnaires de la Société.

Art. 35. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes, tout actionnaire peut prendre, au siège social connaissance de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport du ou des Commissaires.

Art. 36. — L'Assemblée générale est présidée par le Président ou l'un des Vice-Présidents du Conseil d'administration ou, à leur défaut, par un administrateur désigné par le Conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents, soit par eux-mêmes, soit comme mandataires, et, sur leur refus, ceux qui les suivent en nombre, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Le Bureau désigne le secrétaire qui peut être pris en dehors des actionnaires.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il représente de fois cinquante actions, soit comme propriétaire, soit comme mandataire, sans cependant qu'un même actionnaire, soit à son nom, soit comme mandataire puisse avoir dans le vote plus du tiers des voix des membres présents ou représentés à l'Assemblée. Toutefois, lorsque tous les actionnaires ont le droit, en vertu de la loi, d'assister à l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix.

Le scrutin secret a lieu lorsqu'il est réclamé par des actionnaires représentant le sixième au moins du capital social.

Art. 37. — Les Assemblées générales qui ont à délibérer dans des cas autres que ceux prévus aux articles 39 et 44 des présents statuts, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si une première Assemblée ne se réunit pas en nombre suffisant il en est convoqué une deuxième et elle délibère

valablement quelle que soit la portion du capital représentée, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

Cette deuxième Assemblée doit avoir lieu à quinze jours d'intervalle au moins de la première, mais les convocations peuvent n'être faites que dix jours à l'avance, et le Conseil d'administration détermine, pour le cas de cette deuxième convocation, le délai dans lequel les actions doivent être possédées ou déposées pour avoir le droit de faire partie de l'Assemblée.

Art. 38. — L'Assemblée générale annuelle entend les rapports du Conseil d'administration sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes, ainsi que le rapport des Commissaires des comptes.

Elle discute et, s'il y a lieu, approuve les comptes.

Sur la proposition du Conseil d'administration elle fixe des dividendes à répartir et éventuellement les affectations à faire aux réserves.

Elle nomme les administrateurs et les Commissaires, sous réserve des droits précités de la Banque de l'Algérie mentionnés sous les articles 18 et 30.

L'Assemblée générale annuelle ou des Assemblées composées de la même manière peuvent statuer souverainement sur toutes autorisations et tous pouvoirs à donner au Conseil d'administration et sur tous les intérêts de la Société, sauf les cas prévus aux articles 39 et 44 ci-après.

L'Assemblée générale annuelle peut être ordinaire et extraordinaire si elle réunit les conditions nécessaires.

Art. 39. — L'Assemblée générale extraordinaire peut, sur l'initiative du Conseil d'administration, apporter aux présents statuts, toutes modifications dont l'utilité est reconnue.

Elle peut décider notamment :

L'augmentation du capital social ou sa réduction ;

La transformation de la Société en Société de toute autre forme ;

La prolongation, la réduction de la durée ou dissolution anticipée de la Société ;

La fusion ou l'alliance avec d'autres Sociétés ;

Le changement de dénomination de la Société ;

Le transport ou la vente à tous tiers ainsi que l'apport à toute Société de l'ensemble des biens, droits et engagements de la Société ;

La réduction ou l'augmentation du nombre minimum et maximum, fixé ci-dessus, des Administrateurs ;

Ces modifications peuvent même porter sur l'objet de la Société, notamment son extension, mais sans pouvoir le changer complètement ni l'altérer dans son essence ;

Dans ces divers cas, l'Assemblée générale n'est régulièrement constituée

et ne délibère valablement qu'autant qu'elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant la quotité du capital social exigée par la loi en vigueur au moment de la réunion de l'Assemblée;

Si par suite d'insuffisance du nombre des actions représentées, il y avait lieu de réunir une deuxième ou une troisième assemblée, des convocations en seront faites dans les conditions prescrites par la dite loi.

Art. 40. — Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau.

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires et le nombre d'actions dont chacun est propriétaire. Cette feuille, certifiée par le bureau de l'Assemblée, est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, des délibérations de l'Assemblée générale, sont signés par le président, ou l'un des vices-présidents du Conseil d'administration, ou par deux administrateurs.

Après la dissolution de la Société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par les liquidateurs ou l'un d'eux.

TITRE VII.

Comptes annuels.

Répartition des bénéfices.

Fonds de réserve.

Art. 42. — Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, constituent les bénéfices.

Sur les bénéfices il est prélevé :

1° Cinq pour cent pour former le fonds de réserve légal. Ce prélèvement deviendra facultatif lorsque le fonds de réserve aura atteint un dixième du capital social; il reprendra son cours si la réserve vient à être entamée.

En dehors de la réserve légale, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, peut décider le prélèvement en outre, avant toute distribution de bénéfices, d'une somme destinée à la création d'un fonds de prévoyance dont elle détermine le montant.

2° Somme suffisante pour payer un premier dividende égal à six pour cent du montant versé sur chaque action sans que, si les bénéfices d'une année ne permettaient pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

Toutefois, cet intérêt de six pour cent pourra être prélevé ou complété sur le fonds de prévoyance ou sur les réserves extraordinaires.

Sur l'exédent, il est attribué dix pour cent au Conseil d'administration

Le solde, sous déduction de tous prélèvements pour la formation de réserves

extraordinaires ou de fonds d'amortissement et pour report à nouveau, sera attribué aux actionnaires.

TITRE VIII

Dissolution. — Liquidation

Art. 44. — A toute époque, l'Assemblée générale, constituée comme il est dit à l'article 39, peut, sur la proposition du Conseil d'administration, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

En cas de perte des deux tiers du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'Assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société, à défaut de convocation par les administrateurs, le ou les commissaires peuvent réunir l'Assemblée générale.

Pour cette Assemblée spéciale, tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions comme propriétaire ou comme mandataire.

La résolution de l'Assemblée est, dans tous les cas, rendue publique.

Art. 45 — A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs, elle peut instituer un Comité ou Conseil de liquidation dont elle détermine le fonctionnement. La Banque de l'Algérie aura le droit de désigner l'un des liquidateurs s'ils sont moins de quatre, et deux, s'ils sont plus de trois.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée continuent comme pendant l'existence de la Société, elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs, elle approuve les comptes de la liquidation et donne décharge aux liquidateurs.

Les liquidateurs ont mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la Société et d'éteindre le passif, sauf les restrictions que l'Assemblée générale pourrait y apporter, ils ont, à cet effet, en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toutes garanties même hypothécaires, s'il y a lieu, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

En outre, avec l'autorisation de l'Assemblée générale, ils peuvent faire le transport ou la cession, à tous particuliers ou à toute autre Société, soit par voie d'apport, soit autrement, de tout ou partie des droits, actions et obligations de la Société dissoute et ce, moyennant tels prix, avantages ou rémunération que fixera l'Assemblée générale

A l'expiration de la Société et après règlement de ses engagements, le produit net de la liquidation servira d'abord à amortir le capital des actions, si cet amortissement n'a pas eu lieu.

Le solde sera réparti entre toutes les actions et au prorata.

II. — Déclaration de souscription et de versement

Suivant acte reçu par M^e LAEUFFER, notaire à Paris, le 30 juillet 1919.

Les fondateurs de ladite Société ont déclaré :

1^o Que le capital en numéraire de la Société anonyme dite BANQUE INDUSTRIELLE DE L'AFRIQUE DU NORD, s'élevant à douze millions cinq cent mille francs représentés par 125.000 actions de cent francs chacune, qui étaient à émettre en espèces, avait été entièrement souscrit par diverses personnes ou sociétés.

2^o Qu'il avait été versé en espèces par chaque souscripteur une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites, soit, au total, trois millions cent vingt-cinq mille francs,

3^o Qu'il avait été versé, en outre, conformément à l'article 6 des statuts par les souscripteurs des vingt-cinq mille actions offertes en souscription publique une somme de cinquante francs sur chacune de ces actions, à titre de prime, soit, au total: un million deux cent cinquante mille francs

Et ils ont représenté à l'appui de cette déclaration, un état contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites, le montant des versements du quart effectués par chaque souscripteur, et, pour les actions émises en souscription publique, le montant des sommes versées à titre de prime sur cette dernière souscription.

Cette pièce certifiée véritable est démembrée annexée audit acte notarié.

III. — Délibération de l'Assemblée générale constitutive

Du procès-verbal (dont une copie a été déposée au rang des minutes de M^e LAEUFFER, notaire susnommé, suivant acte reçu par lui le 18 août 1919) de la délibération prise par l'Assemblée générale constitutive des actionnaires de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, le 11 août, même mois.

Il appert :

1^{er} Que l'Assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par les fondateurs de ladite Société, aux termes de l'acte précité, reçu par M^e LAEUFFER, le 30 juillet 1919.

2^{er} Qu'elle a nommé comme premiers administrateurs dans les termes de l'article 22 des statuts :

1^o M. Louis-Auguste-Henri-Gaston de PELLERIN de LATOUCHE, administrateur de la Banque de l'Algérie, demeurant à Paris, avenue d'Iéna, 86.

2^o M. Théodore RODOCANACHI, administrateur de la même banque, demeurant à Paris, rue de Longchamp, 1.

3^o Et M. Albert GALICIER, aussi administrateur de la Banque de l'Algérie demeurant à Paris, avenue Emile-Deschanel, n° 5.

Ces trois premiers présentés par la Banque de l'Algérie.

4° M. Donat AGACHE, industriel, demeurant à Lille, rue Tenremonde, n° 17.

5° M. Paul BOYER, président du Conseil d'administration du Comptoir National d'escompte de Paris, demeurant à Paris, cours Albert-1^{er}, n° 42.

6° M. Marie-Joseph-Michel LALLIER du COUDRAY, Intendant Général du Maroc, demeurant à Paris, avenue du Suffren, n° 82.

7° M. Frédéric-Victor-Adolphe MA-NAUT, ancien député, demeurant à Paris, place des Ternes, n° 9.

8° M. Lucien-Alexandre-Nicolas MI-CHAUX, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, demeurant à Paris, rue Raynouard, n° 69.

9° M. Moïse MOATTI, ancien avoué demeurant à Paris, rue de Miromesnil, n° 60.

10° M. Eugène MOTTE, industriel, demeurant à Roubaix (Nord), rue des Longues-Haies, n° 28.

11° Et M. Honoré NAVARRE, industriel, demeurant à Oran, rue de Tlemcen, n° 2.

Lesquels ont accepté lesdites fonctions.

3^{ent} Qu'elle a nommé comme commissaires pour faire un rapport à l'Assemblée générale sur les comptes du premier exercice.

1° M. Eugène LALLEMAND, propriétaire, administrateur de la Banque de l'Algérie, demeurant à Paris, boulevard de Courcelles, n° 78, présenté par la Banque de l'Algérie.

2° Et M. Lucien BÉNARD, ingénieur civil des Mines, demeurant à Paris, 21, rue George-Sand.

Et comme commissaires suppléants, pour le cas d'empêchement des commissaires titulaires :

1° M. le Comte Marie-Louis-Jean LE BOURDAIS DES TOUCHES, Censeur à la Banque de l'Algérie, demeurant à Paris, rue Raynouard, n° 7 bis, présenté par la Banque de l'Algérie.

2° Et M. Gaston de SAPORTA, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Lisbonne, n° 43.

Lesquels ont accepté ces fonctions.

4^{ent} Qu'elle a autorisé chacun des administrateurs à passer tous traités et marchés avec la Société, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

5^{ent} Enfin qu'elle a approuvé les statuts et déclaré la Société définitivement constituée.

IV. — Délibération du Conseil d'administration

Et du procès-verbal (dont une copie a été déposée au rang des minutes dudit M^e LAEUFFER, aux termes de l'acte précité reçu par lui le 18 août 1919) d'une délibération prise par les membres du Conseil d'administration de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, le 11 août 1919.

Il appert :

1° Que le Conseil d'administration a décidé, conformément à la faculté qui lui

était accordée par l'article 4 des statuts, que le siège social de ladite banque serait transféré dans Paris, du n° 217 boulevard Saint-Germain, au n° 226 du même boulevard, à partir du 11 août 1919.

2° Et qu'il a décidé de créer à Alger une « Banque pour l'Afrique du Nord », dont le siège serait à Alger, boulevard Carnot, n° 5.

« Expéditions : 1° De l'acte de déclaration de souscription et de versement, « ainsi que des statuts et de la liste y « annexée.

« 2° De l'acte de dépôt du 18 août 1919, « de la délibération de l'Assemblée gé- « nérale constitutive y annexée, ainsi « qu'un extrait de la délibération du « Conseil d'administration aussi y an- « nexée, ont été déposées, le trois sep- « tembre 1919, au greffe du Tribunal de « commerce de la Seine le 6 septembre « du même mois, au greffe de la Justice « de paix du septième arrondissement « de Paris et le 29 septembre 1920 au Secréariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca.

Pour extrait et mention :

Signé :

LAEUFFER et GROLÉE, Avocat.

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant le groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Groupe de Sidi Ben Nour », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Arrêté viziriel

ordonnant la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Groupe de Sidi Ben Nour », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Vu la requête, en date du 26 juin 1920, présentée par le Chef du Service des Domaines et tendant à fixer au 8 novembre 1920 les opérations de délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Groupe de Sidi Ben Nour », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Groupe Sidi Ben Nour », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 8 novembre 1920 sur l'emplacement du Souk Et Tleta de

Sidi Ben Nour et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 30 Chaoual 1338, (17 juillet 1920).

BOUCHAÏB DOUKALI,

Suppléant du Grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Pour le Commissaire Résident Général, Le Délégué à la Résidence Générale.

U. BLANC.

Réquisition de délimitation

concernant le groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Groupe de Sidi Ben Nour », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Le Chef du Service des Domaines,

Agissant au nom et pour le compte du Domaine de l'Etat Chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Groupe de Sidi ben Nour », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara, fraction des Oulad Ahmed (Commandement du Caïd Larbi el Hellali, Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Ce groupe d'immeubles ayant une superficie approximative de 220 hectares, se compose de 6 lots.

Le premier lot dénommé « Feddan Behar » dit Zroua, est limité :

Au nord, par la route de Souk et Khemis au Souk et Tleta ;

A l'est, par la route de Marrakech ;

Au sud, par la route du Douar Melabat au Souk et Tleta ;

Au nord-ouest, par la route du Douar Oulad Tahar au Souk et Tleta et la route de Saffi au Souk et Tleta.

Le deuxième lot dénommé « Feddan ben Mezouar », est limité :

Au nord-est, par l'emplacement du Souk et Tleta de Sidi ben Nour ;

A l'est, par la route de Souk et Tleta à Metfia el Outa ;

Au sud, par les Oulad bel Ayachi, Ahmed et Saïd ben Tahar Ould bel Ayachi ;

A l'ouest, par la route de Marrakech passant par Douar el Karia ;

Au nord-ouest, par la route de Melahia au Souk et Tleta.

Le troisième lot dénommé « Feddan Rahal », est limité :

Au nord par l'emplacement du Souk et Tleta ;

A l'est, par la route de Mazagan à Marrakech ;

Au sud, par Si Larbi ben Hamadi el Meselmi ;

A l'ouest, par la route du Souk et Tleta au Douar el Atatia (Dar el Hadj Yagoub).

Le quatrième lot dénommé « Feddan Si Regragui », est limité :

Au nord-ouest, par l'emplacement du Souk et Tleta ;

Au nord-est, par la route du Souk et Tleta aux Ouled Djabeur ;

Au sud-est, par Malk el Atatra ;

A l'ouest, par la route principale de Mazagan à Marrakech

Le cinquième lot dénommé « Feddan Zid el Mal », est limité :

Au nord, par la route du Souk es Sebt à Dar Caïd el Fatnassia et au-delà de cette route Oulad Larbi ben Kaddour ;

A l'est, par la route du Souk el Djemma au Douar el Karia ;

Au sud, par les Oulad el Hadj Lahsen et Dayat ben Nacer ;

A l'ouest, par la route de Souk et Tleta à Azemmour.

Le sixième lot dénommé « Feïdh Sol-tane », est limité :

Au nord, par la route du Souk et Tleta à Bou Laouane ;

Au nord-est, par Ardh el Hessinat aux Oulad Saïd Chleuh ;

Au sud-est, par la route de Sidi M'Ahmed el Aouni à Dar Caïd Fatnassia, héritiers Larbi ben Kaddour ;

Au sud, par les Oulad Si Bou M'Ahmed ;

A l'ouest, par la route de Sidi M'Ahmed et Aouni à Dar el Hadj Lahssen et au-delà de la route Oulad Si Moussa.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du Service des Domaines, il n'existe sur ledit groupe d'immeubles, aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 8 novembre 1920 sur l'emplacement du Souk et Tleta de Sidi Ben Nour et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 26 juin 1920,

Le Chef du Service des Domaines, p. i.
FAVEREAU.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Rabat

Inscription n° 434 du 25 septembre 1920

Aux termes d'un acte sous signatures privées en date, à Rabat, du douze juin 1920, enregistré à Rabat, le 18 août 1920, folio 6, case 48, aux droits de 1.741 fr. 10, dont l'un des originaux a été déposé au rang des minutes notariales du Secrétariat-greffe de la Cour d'Appel de Rabat, par acte reçu par M. Louis, Marie, Robert Parrot, secrétaire-greffier près ladite Cour d'Appel, le 17 septembre 1920, contenant reconnaissance d'écriture et de signatures : M. Antoine Bergès, marchand tailleur, demeurant à Rabat, rue El Gza, n° 172, a vendu à M. Jean, Marie Prost, marchand tailleur, demeurant à Rabat, rue El Gza, n° 172, et M. Antoine, Guillaume Casanovas, demeurant à Rabat, rue El Gza, n° 172, acquéreurs

conjointes et solidaires, le fonds de commerce de marchand tailleur exploité à Rabat par le vendeur, rue El Gza, n° 172, à l'enseigne « Au Chevalier Bayard ».

Ce fonds de commerce comprend :

1° L'enseigne, la clientèle et l'achalandage y attachés ;

2° Les ustensiles, outillages et matériels servant à son exploitation ;

3° Les marchandises garnissant ledit fonds, décrites et estimées dans un état annexé audit acte ;

4° Et le droit au bail des lieux où s'exploite ce fonds.

Suivant les clauses, conditions et prix insérés audit acte.

Les oppositions au paiement du prix seront reçues au Secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.
DURAND.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au secrétariat-greffe du Tribunal de Première Instance de Rabat

Inscription n° 435 du 1^{er} octobre 1920

Inscription est requise, pour tout le Maroc, par M. Hubert Grolée, avocat à Casablanca.

« Agissant comme mandataire de M. le Directeur de Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, société anonyme au capital de 12.500.000 francs, dont le siège social est à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 226. »

De la firme suivante, dont ladite société est propriétaire :

« Banque Industrielle de l'Afrique du Nord »

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.
DURAND.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Rabat

Inscription n° 436 du 2 octobre 1920

Aux termes d'un acte sous seing privé fait en triple à Rabat, le 30 septembre 1920, enregistré, dont l'un des originaux a été déposé au rang des minutes notariales du Secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de ladite ville, par acte du 2 octobre suivant, contenant reconnaissance d'écriture et de signatures, M. Henri Cairoche, commerçant, demeurant à Rabat, a vendu à M. Fernand 1° La clientèle et l'achalandage y attachés, ainsi que l'enseigne commerciale ;

Ce fonds comprend :

1° La clientèle et l'achalandage y attachés, ainsi que l'enseigne commerciale ;

2° Le matériel et le mobilier industriel servant à son exploitation ;

3° Le droit au bail des lieux où ledit fonds est exploité.

Suivant les clauses, conditions et prix insérés audit acte.

Les oppositions au paiement du prix seront reçues au Secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour le ressort du Tribunal de Casablanca, par M. Emile, Louis Lecrecq, restaurateur, demeurant à Casablanca, Casablanca-Hôtel, route de Rabat, de la firme :

« Hôtel Terminus »

Déposée, le 5 octobre 1920, au Secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca.

Le Secrétaire-Greffier en chef p. i.
DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, fait à Casablanca, le 18 septembre 1920, déposé le 2 octobre 1920, au Secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, il appert :

Qu'il est formé entre M. Ménassé Cohen, commerçant à Casablanca, 41, rue de la Croix-Rouge, et M. Bartolomé Moll, commerçant à Casablanca, 18, rue Lusitania, une société en nom collectif, sous la raison et la signature sociales « Cohen et Moll », pour tous actes commerciaux de commission, de représentation, d'importation, et notamment d'importation en gros de tissus, draperies et tous autres articles de nouveautés pour hommes. Cette société, dont le siège est à Casablanca, 56, route de Médiouna, a fixé sa durée à cinq années, à compter du neuf septembre mil neuf cent vingt, pour finir le neuf septembre mil neuf cent vingt-cinq ; elle continuera ensuite de plein droit pour une nouvelle période de cinq ans à moins que l'un des associés n'ait avisé l'autre de son intention de la faire cesser à l'expiration de la période quinquennale en cours.

Les affaires de la société sont gérées et administrées par les deux associés avec les pouvoirs les plus étendus, chacun d'eux ayant la signature sociale.

Le capital social, fixé à cinquante mille francs, a été apporté en espèces par parts égales pour les associés.

Les bénéfices comme les pertes seront partagés par moitié entre les associés.

En cas de perte de la moitié du capital social, chacun des associés aura le droit de demander la dissolution de la société.

En cas de décès de l'un ou l'autre des associés, la société sera dissoute de plein droit.

Et autres clauses et conditions insérées audit acte.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca

Inscription requise, pour tout le Maroc, par M. Charles Mannoni, industriel, demeurant à Casablanca, Maroc-Hôtel, rue de l'Aviateur-Védrine, de la firme :

« Manufacture française de sacs en papier »

Déposée le 29 septembre 1920, au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Grefte du Tribunal de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour tout le ressort du Tribunal de Casablanca, où encore pour tout le Maroc, par M. Isaac de David Guez, tailleur-chemisier, demeurant à Casablanca, 60, rue du Commandant-Provosi, et 8, rue de l'Horloge, de la firme :

« Au Carnaval de Venise »

Déposée le 30 septembre 1920, au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce, tenu au Secrétariat-Grefte du Tribunal de Première Instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 15 juillet 1920, déposé aux minutes notariales du Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 26 juillet 1920, il appert :

Que M. Léon Dupuy, propriétaire, de-

meurant à Casablanca, rue de l'Horloge, a vendu à MM. Jean Michon-Mourard et René Courrejelongue, tous deux commerçants, demeurant à Casablanca, 71, rue de la Liberté, le fonds de commerce exploité 71 rue de la Liberté, à Casablanca, comprenant le nom de la maison, le matériel, l'achalandage et la clientèle, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée, le 27 septembre 1920, au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.
Le Secrétaire-Greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Grefte du Tribunal de première instance de Casablanca

Par acte sous seing privé, enregistré, fait, à Casablanca, le 18 septembre 1920, déposé au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca, le 27 septembre 1920, il a été formé, sous la raison et la signature sociale « Casa et Privat », une Société en nom collectif entre M. Antoine Casa et M. François, Pierre Privat, tous deux négociants, demeurant à Casablanca, rue de la Croix-Rouge, pour l'achat et l'exploitation du fonds de commerce d'hôtel-brasserie-restaurant que M. Marcel, Pierre Larribaut possède et exploite actuellement à Casablanca, quartier de la Télégraphie sans fil, sous l'enseigne de « Hôtel-Brasserie-Restaurant de Cuba ».

Cette Société, dont le siège est à Casablanca, quartier de la Télégraphie sans fil, a fixé sa durée à deux années, à compter du 18 septembre 1920, qui se prolongera pour deux nouvelles années si aucun des deux associés ne manifeste son intention de mettre fin à la Société.

Tous les capitaux qui seront nécessaires pour acheter le fonds de commerce précité, en payer le prix et en poursuivre la bonne exploitation seront apportés par moitié par chacun des deux associés au fur et à mesure des besoins de la Société, sans que les deux associés puissent être tenus d'apporter ensemble plus de deux cent mille francs au total.

La Société sera dirigée, gérée et administrée par M. Casa qui disposera à cet effet des pouvoirs les plus étendus et de la signature sociale dont il ne pourra faire usage que pour les besoins et les affaires de la Société.

Les bénéfices nets réalisés par la Société seront partagés par moitié entre les deux associés ; les pertes, s'il vient à s'en produire, seront supportées dans les mêmes proportions par les associés.

Si la Société vient à subir des pertes atteignant le quart du capital social, elle sera dissoute à moins que les deux asso-

ciés ne conviennent de reconstituer le capital social ou de le réduire au capital existant.

La société sera dissoute immédiatement et de plein droit en cas de décès de l'un des deux associés.

Et autres clauses et conditions insérées audit acte.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-grefte du Tribunal de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour tout le Maroc, au nom de la Société anonyme dite « Banque Industrielle de l'Afrique du Nord », au capital de douze millions cinq cent mille francs, dont le siège social est à Paris, 226, boulevard Saint-Germain, par M^e Grolée, avocat à Casablanca, en vertu du pouvoir que lui a donné le Conseil d'administration de cette Société, de la firme :

« Banque Industrielle de l'Afrique du Nord »

Déposée le 28 septembre 1920, au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca.

Le secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Grefte du Tribunal de Première Instance de Casablanca

Inscription requise, pour Casablanca, par M. Louis, Raoul Bernard, industriel, demeurant à Casablanca, rue de Genève, villa Jeanne, de la firme :

« Aux Agences Réunies »

Déposée, le 1^{er} octobre 1920, au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca.

Le Secrétaire-Greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Grefte du Tribunal de première instance de Casablanca

Inscription requise, pour le ressort du Tribunal de première instance de Casablanca, par M. Fernand, Jean Sourd, représentant de commerce, demeurant à Casablanca, 19, rue de l'Aviateur-Prom, de la firme :

« Fernand Sourd »

Déposée, le 2 octobre 1920, au Secrétariat-grefte du Tribunal de première instance de Casablanca.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, fait à Casablanca, le 8 juillet 1920, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 14 août 1920, il appert :

Que la Société Générale pour le Développement de Casablanca, société anonyme, au capital de cinq millions de francs, dont le siège social est à Paris, 18, rue de la Pépinière, représentée à Casablanca par M. Sautter, son président, et M. Maurice Piot, son administrateur délégué, a acquis de M. Armand de Jarente, industriel, demeurant à Marrakech, le fonds de commerce formant usine pour la fabrication et la distribution de l'énergie électrique, sis à Marrakech, Arsa El Maach, et consistant en : 1° le droit à l'occupation d'un terrain makhzen sur lequel est installée cette industrie ; 2° une installation formant hangar, le mobilier et l'agencement, les installations diverses ; 3° les machines et matériels divers, comprenant notamment un moteur à gaz pauvre marque Delaunay-Belleville avec gazogène et dynamo ; 4° les approvisionnements divers et le réseau de distribution ; 5° l'achalandage, la clientèle et tous contrats passés avec cette dernière ; et 6° la permission de voirie et les contrats passés par M. de Jarente avec la municipalité, suivant clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été déposée, le 6 septembre 1920, au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile savoir : la Société Générale pour le développement de Casablanca en ses bureaux, 16, route de Médiouna, à Casablanca, et M. de Jarente à Marrakech.

Pour deuxième insertion
Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de Première Instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé, enregistré, en date du 12 août 1920, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 25 août 1920, il appert :

Que la société en commandite simple Frèche, Aquadro, Delcour et Cie, dont le siège social est à Casablanca, représentée par M. Gustave Frèche, l'un de ses gérants, a acquis de M. Charles Mo-

chet, négociant, demeurant à Casablanca, boulevard du 2^e-Tirailleurs, le fonds de commerce consistant en un magasin de vente d'accessoires d'automobiles exploité, à Casablanca, boulevard du 2^e-Tirailleurs, sous le nom de « Mécanicum », ensemble l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, le droit au bail et le matériel, suivant clauses et conditions insérées audit acte, dont une expédition a été déposée, le 11 septembre 1920, au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Les parties ont fait élection de domicile : M. Mochet, à Casablanca, en sa demeure, et la Société acquéreur en la même ville, au siège social.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première instance de Casablanca

Par acte sous seing privé, enregistré, fait à Casablanca le 3 juillet 1920, déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, suivant acte enregistré du 23 août 1920, M. Jean Giorgi, relieur, demeurant à Casablanca, a vendu à M. Georges Larquier, demeurant à Casablanca, 51, avenue de la Marine, le fonds de commerce de dorure, reliure et cartonnage exploité à Casablanca, 99, rue des Ouled-Harriz, comprenant : l'achalandage, la clientèle, le nom commercial « J. Giorgi et Cie », les marchandises, l'outillage, le matériel et le mobilier, suivant clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été déposée, le 6 septembre 1920, au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-Greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première instance d'Oujda

Extrait n° 197 du 30 septembre 1920
Suivant acte sous signatures privées, fait double à Oujda, le 28 septembre 1920, enregistré le même jour, M. Decormis, Auguste, Joseph, demeurant à Oujda, et M. Monié, Béranger, Paul, de-

meurant aussi à Oujda, ont formé entre eux, pour une durée de deux années, à dater du 1^{er} novembre 1920, sous la raison sociale « Decormis et Monié », une société en nom collectif au capital de 80.000 francs, dont le siège social est à Oujda, ayant pour objet une entreprise de transports par auto-camions.

Cette société sera gérée et administrée par M. Decormis, qui aura seul la signature sociale.

Le secrétaire-greffier en chef,
LAPEYRE.

EXTRAIT DES MINUTES
DU SECRÉTARIAT-GREFFE
DU

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE CASABLANCA

Faillite Schwob, Samuel

Suivant jugement en date du 30 septembre 1920, le Tribunal de première instance de Casablanca a converti en faillite la liquidation judiciaire du sieur Schwob, Samuel, entrepreneur de transports à Casablanca, et a reporté au 15 octobre 1919 la date de la cession des paiements.

Casablanca, le 30 septembre 1920.

Pour extrait conforme :
Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,
H. DAURIE.

TRIBUNAL DE PAIX DE FÈS

Succession Desvars

Par ordonnance de M. le Juge de paix de Fès, du 1^{er} octobre 1920, la succession de M. Pierre Desvars en son vivant retraité militaire, employé à l'annexe du Campement de Fès, y demeurant, décédé en cette ville, à l'hôpital Auvert, le 27 septembre 1920, a été déclarée présumée vacante.

Les héritiers, créanciers et autres ayants droit de cette succession sont invités à produire leurs titres au curateur à bref délai.

Le Secrétaire-greffier en chef,
Curateur aux successions vacantes,
LÉON PEYRE.

ETABLISSEMENT

d'une zone « non œdificandi » de 4 mètres
le long de la falaise du Mellah,
à Rabat

Par décision du 27 septembre 1920, le Directeur général des Travaux publics a approuvé l'arrêté du Pacha de la ville de Rabat, en date du 6 septembre 1920, créant, pour cause de sécurité dans le Mellah de Rabat, le long de la falaise qui surplombe la route du port, une zone « non œdificandi » d'une largeur de quatre mètres, à compter du bord sud du chemin longeant la falaise, conformément au plan annexé au dit arrêté.

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE CASABLANCA

SECRETARIAT GREFFE

ASSISTANCE JUDICIAIRE

(Décision du 25 octobre 1919)

D'un jugement rendu par défaut par le Tribunal de première instance de Casablanca le 21 avril 1920, entre :

1° Francisco Saez, épouse Constancio, demeurant à Casablanca,

d'une part ;

Et 2° Frédéric Constancio, demeurant à Casablanca,

d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 24 septembre 1920.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.,

H. DAURIE.

ARRÊTÉ

du Directeur Général des Travaux Publics portant ouverture d'enquête au sujet de l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle sise dans le territoire du Caïdat de Bouselan El Haboul (Contrôle civil de Knitra).

Le Directeur Général des Travaux Publics,

Vu le dahir du 31 août 1914 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914, relatif à la procédure d'urgence ;

Vu le dahir du 20 novembre 1919 déclarant d'utilité publique les travaux d'assainissement et de mise en valeur des merdjad Merktane et Bou Kharja ;

Vu le dahir du 27 avril 1919 et notamment l'article 10 ;

Vu le plan et l'état parcellaire des terrains à exproprier ;

Vu l'avis de M. le Directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements ;

Vu l'urgence.

Arrête :

Article premier. — Une enquête d'une durée de huit jours est ouverte au Contrôle civil de Knitra au sujet de l'expropriation de la parcelle délimitée en rose sur le plan au 1/5.000^e joint au présent arrêté et figurant sur l'état y annexé.

Art. 2. — M. le Contrôleur civil de Knitra au sujet de l'expropriation de la parcelle délimitée en rose sur le plan au 1/5.000^e joint au présent arrêté et figurant sur l'état y annexé.

Rabat, le 4 octobre 1920.

P. le Directeur Général des Travaux Publics.

Le Directeur Adjoint.

MAITRE-DEVALLOX.

ARRÊTÉ

du Directeur Général des Travaux Publics portant ouverture d'enquête au sujet de l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle sise dans le territoire du Caïdat de Bouselan El Haboul (Contrôle civil de Knitra).

Le Directeur Général des Travaux Publics,

Vu le dahir du 31 août 1914 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914, relatif à la procédure d'urgence ;

Vu le dahir du 20 novembre 1919 déclarant d'utilité publique les travaux d'assainissement et de mise en valeur des merdjad Merktane et Bou Kharja ;

Vu le dahir du 27 avril 1919 et notamment l'article 10 ;

Vu le plan et l'état parcellaire des terrains à exproprier ;

Vu l'avis de M. le Directeur des Affaires Indigènes et du Service des Renseignements ;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article premier. — Une enquête d'une durée de huit jours est ouverte au Contrôle civil de Ksiri, au sujet de l'expropriation de la parcelle délimitée en rose sur le plan au 1/5.000^e joint au présent arrêté et figurant sur l'état y annexé.

Art. 2. — M. le Contrôleur civil de Mechra Bel Ksiri est chargé d'ouvrir l'enquête et de procéder aux publications et affichages réglementaires.

Rabat, le 4 octobre 1920.

P. le Directeur Général des Travaux Publics.

Le Directeur Adjoint.

MAITRE-DEVALLOX.

CHEMINS DE FER DU MAROC

LIGNE DE CASABLANCA A RABAT

Partie comprise entre les points hectométriques 520 et 651+303 sur une longueur de 13.403 m.

ENQUETE DE COMMODO
ET INCOMMODO

(Art. 6 du dahir du 31 août 1914)

ARRÊTÉ

ordonnant l'enquête prévue au titre I du dahir du 31 août 1914

Le Directeur Général des Travaux Publics,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 Chaoual 1332) sur l'expropriation pour

cause d'utilité publique et notamment l'article 6 ;

Vu le dahir du 9 octobre 1917 (22 Hidja 1335), déclarant d'utilité publique le chemin de fer à voie normale de Casablanca à Rabat ;

Vu le dahir du 15 novembre 1919 (19 Moharrem 1338), prorogeant, pour une durée de deux années, la durée des servitudes qui découlent du dahir du 9 novembre 1917 précité ;

Vu le plan général et le profil en long du tracé de la section de ce chemin de fer entre les piquets hectométriques 520 et 651+303 ;

Vu le plan parcellaire et l'état indicatif des terrains à occuper pour l'établissement de la susdite section ;

Vu le tableau des ouvrages à exécuter pour le maintien des communications et l'écoulement des eaux et la notice explicative,

Arrête :

Article premier. — Le dossier comprenant les diverses pièces ci-dessus sera déposé au bureau du Contrôle civil de la banlieue de Rabat, à Rabat, pour y être soumis à enquête, pendant une durée d'un mois, à compter du 15 octobre 1920.

Il y sera ouvert un registre, destiné à recevoir les observations des intéressés.

Art. 2. — Des avis annonçant cette enquête seront affichés aux portes des bureaux du Contrôle civil de la banlieue de Rabat et des bureaux municipaux de Rabat, publiés dans les marchés de la Région de Rabat, et en outre, insérés au *Bulletin Officiel* du Protectorat et dans le journal *l'Echo du Maroc*.

Art. 3. — Le Contrôleur civil de la banlieue de Rabat certifiera ces publications et affiches, il mentionnera, sur un procès-verbal qu'il ouvrira à cet effet, et que les parties qui comparaitront seront requises de signer, les observations qui lui auront été faites verbalement, et y annexera celles qui lui auront été transmises par écrit.

Art. 4. — A l'expiration du délai d'un mois ci-dessus fixé, le Contrôleur civil de la banlieue de Rabat clora le procès-verbal qu'il transmettra, accompagné de son avis avec le présent dossier, à M. le Contrôleur civil, Chef de la Région de Rabat, lequel fera parvenir tout avec son propre avis à la Direction générale des Travaux publics.

Fait à Rabat, le 2 octobre 1920.

MAITRE-DEVALLOX.

VILLE DE RABAT

Services Municipaux

AVIS AU PUBLIC

Le Contrôleur civil, Chef des Services municipaux, a l'honneur d'informer le public qu'une enquête de « commodo et

incommodo » d'un mois est ouverte du 28 septembre au 29 octobre 1920, concernant un projet d'arrêté viziriel déclarant d'utilité publique l'extension du Jardin d'essai créé à Rabat, dans le secteur de l'Aguedal et frappant de cessibilité deux parcelles appartenant à Si Hadj Tahar Lazroz, nécessaires à la réalisation de ce projet.

Le projet d'arrêté viziriel et le dossier d'enquête sont déposés au bureau du plan de la ville de Rabat (rue Van Vollenhoven), où les intéressés pourront les consulter et déposer les observations auxquelles ce projet donnera lieu de leur part.

VILLE DE RABAT

Services Municipaux

AVIS AU PUBLIC

Le Contrôleur civil, Chef des Services municipaux p. i., de la ville de Rabat, a l'honneur d'informer le public qu'une enquête de « commodo et incommodo » d'un mois est ouverte du 28 septembre au 29 octobre 1920, concernant un projet d'arrêté viziriel déclarant d'utilité publique l'expropriation de deux parcelles sises à Rabat, dans le secteur dit « de la Gare des Voyageurs », appartenant à Si Zebdi Bargach et Hadj Mohamed Moulina nécessaires à la construction de bâtiments administratifs et à l'aménagement des rues riveraines de ces parcelles prévues au plan d'aménagement.

Le projet d'arrêté viziriel et le dossier d'enquête sont déposés au bureau du plan de la ville de Rabat (rue Van Vollenhoven), où les intéressés pourront les consulter et déposer les observations auxquelles ce projet donnera lieu de leur part.

VILLE DE RABAT

Services Municipaux

Le Contrôleur civil, Chef des Services municipaux de la ville de Rabat, a l'honneur de porter à la connaissance des intéressés qu'en exécution des prescriptions de l'article 2 du dahir du 12 novembre 1917, il a décidé de provoquer la constitution d'une association syndicale des propriétaires des terrains urbains situés dans le quartier dit « de la Grande Mosquée » dans le secteur sud du boulevard de la Tour Hassan.

Le périmètre de ce quartier est ainsi délimité :

Au nord, par le boulevard de la Tour Hassan ;

A l'est, par l'avenue du Chellah ;

Au sud, par la limite ouest de l'association syndicale des propriétaires des immeubles compris dans le secteur des Touarga, à savoir :

Les propriétés de MM. Mekki Bono, Dayet, Granger, Rougani, la rue de la Marne, les propriétés de l'Administration des Habous et de MM. le comte du Moulinais d'Hardemar, Plas, la rue de Nîmes, les propriétés de MM. Séguinard Djai et Bennis Ben Ghabrit, Shiller (séquestre des biens austro-allemands) une rue privée riveraine des immeubles de MM. Mattei, Ismail Hamet, Djilali ben Bouazza, la rue d'Ajaccio, les héritiers de Si el Aoufir et Si Mohamed Ghennam.

Le Chef des Services municipaux prie les propriétaires européens et indigènes des terrains compris dans le périmètre ci-dessus de bien vouloir se faire connaître à M. le Chef du Service du plan de la ville de Rabat (rue Van Vollenhoven), dans un délai de dix jours à compter du jour de cette insertion, en vue de la constitution de l'association syndicale projetée.

VILLE DE RABAT

Services Municipaux

AVIS AU PUBLIC

Le Contrôleur civil, Chef des Services municipaux, a l'honneur d'informer le public qu'une enquête de « commodo et incommodo » concernant un projet de dahir déclarant d'utilité publique l'acquisition par l'Etat Chérifien de quatre parcelles de terrain présumées appartenir à Si Hadj Ahmed Benani, sises à Rabat, rue de la République, et avenue des Touarga, et destinées à la construction de bâtiments administratifs, est ouverte du 4 octobre au 4 novembre 1920.

Le projet de dahir et le dossier d'enquête sont déposés au bureau du plan de la ville de Rabat (rue Van Vollenhoven), où les intéressés pourront les consulter et déposer les observations auxquelles ce projet donnerait lieu de leur part.

VILLE DE RABAT

Services Municipaux

Le Chef des Services municipaux de la ville de Rabat a l'honneur d'informer le public qu'au cours de la réunion tenue aux Services municipaux de Rabat, le 25 septembre dernier, l'assemblée générale des propriétaires des immeubles urbains du secteur de l'église Saint-Pierre a décidé, à l'unanimité, de se constituer en association syndicale dans les conditions fixées par le dahir du 12 novembre 1917 sur les associations syndicales de propriétaires urbains et a procédé, au cours de la même séance, à l'élection des membres de la Commission syndicale.

A l'expiration du délai de quinze jours

à compter du 25 septembre dernier, prévu par l'article 5 du dahir du 12 novembre 1917, le dossier relatif à la constitution de ladite Association syndicale sera transmis, pour homologation, à S. E. le Grand Vizir.

Rabat, le 6 octobre 1920.

VILLE DE FÈS

Services Municipaux

AVIS

Le 15 octobre 1920, à neuf heures du matin, il sera procédé aux Services Municipaux de Fès (Médina), à la vente aux enchères :

1° De trente-sept lots de terrain faisant partie du Secteur d'habitation et petit commerce de la Ville-Nouvelle.

Ces lots sont situés à proximité de l'avenue principale, de la poste et de l'emplacement réservé au Marché. Ils sont desservis par la routé très passagère de Bab Lhamer à Dar Debibagh, par la rue des Almohades et par deux rues reliant les voies précitées. Un égout public traverse le lotissement. L'éclairage électrique est assuré par la Compagnie Fasi.

Le nouveau quartier, remarquablement placé au point de vue commercial, est plus rapproché du Mellah et du vieux Fès qu'aucun des secteurs mis jusqu'ici en adjudication. Il est le trait d'union entre l'ancienne Ville et la Nouvelle.

Le cahier des charges et le plan sont tenus à la disposition du public aux Services Municipaux de Fès, Casablanca, Rabat, Meknès, Kénitra, Taza, Oudja et Marrakech, aux Mairies d'Alger, d'Oran et de Tlemcen, aux Offices Economiques du Gouvernement Chérifien à Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux, et au Service des Plans de Villes à la Résidence Générale à Rabat.

2° De six lots de Villas faisant partie du Secteur Cité Jardin d'Aïn Khemis, dont le cahier des charges a déjà été porté à la connaissance du public et peut être consulté aux Services Municipaux de Fès et au Service des Plans de Villes à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

VIZIRAT DES HABOUS

VILLE DE SALE

ADJUDICATION

de location à long terme

Il sera procédé à Salé, le samedi 16 Safar 1339 (30 octobre 1920), à 10 heures, dans les bureaux du Nadir des Habous Kebra de Salé, à la location, aux Enchères Publiques, pour une durée de dix années (10) grégoriennes, renouvelable dans les conditions prévues par le ré-

glement général du 16 Chaabane 1331 (21 juillet 1913) de :

Une parcelle cultivable, dite « Beïn El Kenanab », située dans l'Ouldja de Salé, à proximité de la ferme Franco, d'une superficie de 1 hectare, 62 ares, 41 centiares.

Mise à prix de la location annuelle, à verser d'avance : 200 francs.

Provisions pour frais d'adjudication, à verser d'avance : 50 francs.

Pour tous renseignements s'adresser :
1° Au Nadir des Habous Kobra, à Salé ;

2° Au Vizira des Habous (Dar Makhzen), à Rabat, tous les jours, de 9 à 12 heures, sauf les vendredis et jours fériés musulmans ;

3° A la Direction des Affaires Chrétiennes (Contrôle des Habous), à Rabat, tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés.

Le Chef du Service du Contrôle des Habous.
TORRES.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant deux groupes d'immeubles makhzen situés dans la tribu des Sejaâ (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

ARRÊTÉ VIZIRIEL

ordonnant la délimitation de deux groupes d'immeubles makhzen situés sur le territoire de la tribu des Sejaâ (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Vu la requête, en date du 10 juillet 1920 présentée par le Chef du Service des Domaines et tendant à fixer au 11 octobre 1920 les opérations de délimitation de deux groupes d'immeubles makhzen :

1° Groupe Ouest Bergama el Kébira ;

2° Groupe Est :

Bled Abbès el Fassi ; Bled Moulay Ali ben Mohamed P. 7 ; Bled Senhadji ; Bled Moulay Abd el Aziz ; Bled Sidi Kheïl ; Bled Moulay Brahim ; Bled Lalla Rekia ; Bled Moulay Liazid n° 1 ; Bled Moulay Rechid ; Bled Moulay Liazid n° 2 ; Bled Njima ; Bled Saïd Kerkour ; Bled Souillis ; Bled Feguiguida ; Bled Beni Aneur ; Bled Moulay Mahimoun ; Bled El Beggar, formant deux domaines d'un seul tenant et situés sur le territoire de la tribu des Sejaâ (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de deux groupes de propriétés domaniales susdésignées, con-

formément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 11 octobre 1920, à neuf heures du matin, à la kasbah Pierre Majel à Ras el Ma, point marqué sur les cartés d'Etat-Major sous le nom de Dar Bou Khoubja, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 18 Kaada 1338,
(4 août 1920).

Mohamed El Mokri.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 août 1920.

Pour le Commissaire Résident Général,
Le Délégué à la Résidence Générale,
U. Blanc.

Réquisition de délimitation concernant deux groupes d'immeubles makhzen situés dans la tribu des Sejaâ (Circonscription administrative de Fès-banlieue).

Le Chef du Service des Domaines,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat, requiert la délimitation de deux groupes d'immeubles makhzen situés sur la tribu des Sejaâ (Circonscription administrative de Fès-banlieue) ci-après désignés et délimités.

Premier groupe

Constitué par la propriété domaniale dite « Bergama el Kébira » formant un domaine d'un seul tenant d'une superficie de 163 hectares 33. Il a pour limites :

Au nord et à l'ouest, par le cours de l'oued Fès ;

A l'est, par une ancienne séguia avec une légère levée de terre suivant parallèlement l'oued provenant de la source dite Aïn Bergama el Kébira, à une distance de 140 mètres de ce dernier, en se dirigeant vers l'oued Fès.

Au sud, par la piste de Ras el Ma venant de Fès allant à la kasbah Pierre Majel jusqu'à la rencontre d'une séguia située à 146 mètres à l'est de cette kasbah.

Au sud-ouest, par une ancienne séguia formant la limite avec l'ancien terrain domaniale de Ras el Ma vendu le 3 avril 1913 jusqu'à sa rencontre avec l'oued Fès.

Deuxième groupe

Constitué par les immeubles makhzen dits :

Bled Abbès el Fassi ; Bled Moulay Ali ben Mohamed P. 7 ; Bled Senhadji ; Bled Moulay Abd el Aziz ; Bled Sidi Kheïl ; Bled Moulay Brahim ; Bled Lalla Rekia ; Bled Moulay Abd el Aziz P. 1 et P. 2 ; Bled Moulay Rechid ; Bled Moulay Mahmoun ; Bled Njima ; Bled Saïd Kerkour ; Bled Squils ; Bled Reguiguida ; Bled Beni Aneur ; Bled El Beggar ; ayant ensemble une superficie de

1.733 hectares 96 ares 75 mètres carrés, et limité :

Au nord, par l'oued Fès et l'oued Aïn Semet ;

Au nord-est, par l'oued Aïn Semet et le bled makhzen ben Souda ; les terrains makhzen ; Ali ben Mohamed P. 4 ; Ali Ksiri P. 4 et P. 5 ; Ali ben Mohamed P. 6 ; Moulay Arafa et la grande séguia d'Aïn Chekeff ;

A l'est, l'oued Haimmer le sépare du terrain qui est le 2° groupe de la propriété de Si Mohamed Slassi et du bled Habous de Fès Djedid ;

Au sud-est et au sud, par le territoire de la tribu guich des Sejaâ et l'oued Aïn Semet et le territoire guich des Sejaâ ;

Au sud-ouest, par l'ancien immeuble makhzen de Ras el Ma et le territoire de la tribu guich des Sejaâ ;

A l'ouest, par le territoire des Sejaâ, le terrain détenu par Si Mohamed Tazi Naïb du Sultan à Tanger ;

Au nord-ouest, par la piste allant de Fès à Bergama Seghira et le bled Dehem par Si Mohamed Tazi ci-dessus nommé.

A la connaissance du Service des Domaines, il n'existe sur les groupes des propriétés susmentionnées aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 11 octobre 1920, à neuf heures du matin, à la kasbah Pierre Majel à Ras el Ma, point marqué sur la carte d'Etat-Major sous le nom de Dar Bou Khoubja, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Le Chef du Service des Domaines,
FAVREAU.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant le groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Feddan Seker des Beni Hellal » et « Feddan Bouchaala » situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

ARRÊTÉ VIZIRIEL

ordonnant la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Feddan Seker des Beni Hellal » et « Feddan Bouchaala », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Vu la requête, en date du 26 juin 1920, présentée par le Chef du Service des Domaines et tendant à fixer au 25 octobre 1920 les opérations de délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Feddan Seker des Beni Hellal » et « Feddan Bouchaala », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou

Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Feddan Seker des Beni Hellal » et « Feddan Bouchaala », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 25 octobre 1920, à l'angle nord-est du « Feddan Seker des Beni Hellal » et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 30 Chaoual 1338, (17 juillet 1920).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 mai 1920.

Pour le Commissaire Résident Général, le Délégué à la Résidence Générale,

U. BLANC.

Réquisition de délimitation concernant le groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Feddan Seker des Beni Hellal » et « Feddan Bouchaala », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Le Chef du Service des Domaines de l'Etat Chérifien,

Agissant au nom et pour le compte du Domaine de l'Etat Chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (23 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommé « Feddan Seker des Beni Hellal » et « Feddan Bouchaala », situé sur le territoire de la tribu des Ouled Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud, commandement du Caïd Larbi el Helali).

Ce groupe d'immeubles ayant une superficie approximative de 750 hectares se compose de deux lots :

Le premier lot dénommé « Feddan Seker » est limité :

Au nord, par Ahmed ben Tahar el Ghezar et Oulad Larbi ben el Hadj.

A l'est, par un jardin appartenant aux Oulad Larbi ben Hadj, puis une autre propriété à ces derniers, un jardin à Mohamed ben Moussa, la route de Sidi Smain à Ghadir Debab.

Au sud, par la route de Ghadir Debab à Bir Zerouala.

A l'ouest, par Ardh el Kouacem.

Le deuxième lot dénommé « Feddan Bouchaala » est limité :

Au nord, par la route de la zaouiat Saïdd à Zuika.

A l'est, par la route de Souk el Arba.

Au sud, par la route de Dayat el Berrouah.

A l'ouest, par la route de Sidi M'barek à Mazagan par Djenane Sbif

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du Service des Domaines, il n'existe sur le dit groupe d'immeubles, aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 25 octobre 1920, à l'angle nord-est de « Feddan Seker » à Djenane Ould Larbi ben Hadj et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 26 juin 1920,

Le Chef du Service des Domaines, p. i.,

FAVEREAU.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domanial dénommé « Blad Bekchenni », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

ARRÊTÉ VIZIRIEL

ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Blad Bekchenni », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Vu la requête, en date du 26 juin 1920, présentée par le Chef du Service des Domaines et tendant à fixer au 28 octobre 1920 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Blad Bekchenni ».

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Blad Bekchenni », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 28 octobre 1920, à la jonction des routes de Sidi Ben Nour à Bou Laouane avec celle de Dar Caïd Fatnassia à Dayat Noucia, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 30 Chaoual 1338,

(17 juillet 1920).

BOUCHAIB DOUKKALI,
suppléant du Grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 juillet 1920.

Pour le Commissaire Résident Général, le Délégué à la Résidence Générale,

U. BLANC.

REQUISITION DE DELIMITATION concernant l'immeuble domanial dénommé « Blad Bekchenni », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (circonscription administrative des Doukkala-Sud).

Le Chef du Service des Domaines, Agissant au nom et pour le compte du Domaine de l'Etat Chérifien en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat.

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Blad Bekchenni », situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (fraction Oulad Ahmed, commandement du caïd Larbi el Hellali).

Cet immeuble, ayant une superficie approximative de 130 hectares, est limité :

Au nord, par la route de Sidi Ben Nour à Bou Laouane ;

Au nord-est, par la route de Dar Caïd Fatnassia à Dayat el Noucia ;

Au sud-ouest, par la route de Sidi Ben Nour à Dar Brahim Khalfi ;

A l'ouest, par les Oulad Si Bou Mohamed ;

Au nord-ouest, par la route de Dar ben Toumi à Bir Bekchenni.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du Service des Domaines il n'existe sur ledit immeuble aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 28 octobre 1920 à la jonction des routes de Sidi Ben Nour à Bou Laouane avec celle de Dar Caïd Fatnassia à Dayat el Noucia, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Le Chef du Service des Domaines,
FAVEREAU.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant le groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Feddane Sekker » et « Feddane Douyat », situés sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud)

ARRÊTÉ VIZIRIEL

ordonnant la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Feddane Sekker » et « Feddane Douyat », situés sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Vu la requête en date du 23 avril 1920, présentée par le Chef du Service des Do-

maines et tendant à fixer au 21 octobre 1920 les opérations de délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Feddane Sekker » et « Feddane Douyat »,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Feddane Sekker » et « Feddane Douyat », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 21 octobre 1920, à l'angle nord-est de l'immeuble et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 17 Djoumada II 1338, (9 mars 1920).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 mars 1920.

Pour le Commissaire Résident Général,
Le Délégué à la Résidence Générale,
U. BLANC.

Réquisition de délimitation concernant le groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Feddane Sekker » et « Feddane Douyat », situés sur le territoire de la tribu des Ouled Bou Zerara (Circonscription administrative des Doukkala-Sud)

Le Chef du Service des Domaines de l'Etat Chérifien,

Agissant au nom et pour le compte du Domaine de l'Etat Chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (23 Safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du Domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation du groupe d'immeubles domaniaux dénommés « Feddane Sekker » et Feddane Douyat », situés sur le territoire de la tribu des Ouled Zerara, circonscription administrative des Doukkala-Sud (commandement du Caïd Larbi el Hellali).

Ce groupe d'immeubles, ayant une superficie approximative de 347 hectares, est limité :

Au nord, par la route de Souk es Sebti à la Dayal Merahane et au delà de cette

route la propriété des héritiers Sidi Brahim ben Allal el Kacemi ;

A l'est, par Ard el Kouacem ;

Au sud, par la route de Sidi Mohamed Mansour à Chedir Debab ;

A l'ouest, par la route passant par Bir Zérouala et conduisant à la zaouïa de Sidi Smain.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du Service des Domaines, il n'existe sur ledit groupe au-

cune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 21 octobre 1920, à l'angle nord-est de l'immeuble et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 23 avril 1920.

Le Chef du Service des Domaines p. i.,
FAVEREAU.

AVIS

Délimitation des massifs boisés du Cercle d'Agadir

Réquisition de délimitation des massifs boisés du Cercle d'Agadir

Le Conservateur des Eaux et Forêts,

Vu l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1915 sur l'Administration du domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation des massifs boisés du Cercle d'Agadir, situés dans les vallées de l'oued Souss et de ses affluents et en bordure de l'Océan, sur le territoire des tribus Ahel Agadir, Mesguina, Ksima (commandement du pacha d'Agadir), Haoura, Menabba, Rehalla, Oulad Zeddagh, Ait Yggues, Ouled Yahia, Indaouzal (commandement du pacha de Taroudant), Chtouka (commandement du pacha de Tiznit).

Les droits d'usage qu'exercent les indigènes riverains sont ceux de parcours des troupeaux, d'affouage au bois mort et de récolte des fruits d'arganier pour les besoins de la consommation domestique.

Les opérations commenceront le 15 octobre 1920.

A Rabat, le 3 août 1920.

Le Conservateur des Eaux et Forêts,
A. BOUDY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL

du 18 août 1920 (3 Hidja 1338) relatif à la délimitation des massifs boisés du Cercle d'Agadir

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 Safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat ;

Vu la réquisition du 3 août 1920 du Conservateur des Eaux et Forêts tendant à la délimitation des massifs boisés du Cercle d'Agadir,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des massifs forestiers du Cercle d'Agadir, situés de part et d'autre des vallées de l'oued Souss et de ses af-

fluents et sur le territoire des tribus ci-après désignées :

Ahel Agadir, Mesguina Ksima, Haoura, Menabba, Rehalla, Oulad Zeddagh, Ait Yggues, Ouled Yahia, Indaouzal, Chtouka, dépendant du Cercle d'Agadir.

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 15 octobre 1920.

Fait à Rabat, le 18 août 1920,
(3 Hidja 1338).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 août 1920.

Le Délégué à la Résidence Générale,
U. BLANC.

Pour copie conforme :

Le Conservateur des Eaux et Forêts,
BOUDY.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE AU MAROC

*Société anonyme
au capital de 2.000.000 de francs
Siège social : Paris, 5, rue d'Antin*

Suivant acte sous signatures privées en date à Paris du 9 décembre 1905, dont l'un des originaux est annexé à la minute d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M^r Bossy, notaire à Paris, le 12 décembre 1905, M. Théodore Furth, négociant, demeurant à Tanger, a établi les statuts d'une société anonyme, desquels statuts il a été extrait littéralement ce qui suit :

TITRE PREMIER

*Formation et objet de la Société
Dénomination, siège, durée*

Article premier. — Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme qui sera régie par les prescriptions des lois des 24 juillet 1867, 1^{er} août 1893, 9 juillet 1902 et 18 novembre 1903.

Art. 2. — La Société a pour objet :

L'acquisition par voie de concession, l'achat, l'achat à réméré, l'obtention par voie de concession temporaire ou définitive, la prise à bail à titre emphytéotique ou autre, l'échange de tous terrains, immeubles et propriétés rurales et urbaines, bâtis et non bâtis, dans l'Empire du Maroc, l'édification sur tout ou partie des terrains et propriétés de la Société, de toutes sortes de constructions, la vente à réméré, l'échange, la location ou l'affermage à titre emphytéotique ou autres de ces mêmes terrains, immeubles, constructions et propriétés.

Art. 3. — La Société prend la dénomination de :

« Société Immobilière au Maroc »

Art. 4. — Son siège est à Paris, rue d'Antin, n° 5.

Le Conseil d'administration pourra décider le transfert du siège social dans tout autre endroit, de même qu'il pourra

décider la création de succursales ou agences, partout où il en reconnaîtra l'utilité.

Art. 5. — La durée de la Société est fixée à vingt années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée ci-après prévus.

TITRE DEUX

Capital social. — Actions

Art. 6. — Le capital social est fixé à cinq cent mille francs, divisé en mille actions de cinq cents francs chacune.

Ces actions sont à souscrire en espèces.

Art. 7. — Le montant des actions est payable à Paris, savoir : deux cent cinquante francs en souscrivant et les deux cent cinquante francs de surplus conformément aux appels fait par le Conseil d'administration.

En cas d'augmentation du capital social en espèces, le montant des actions souscrites sera de même payable conformément aux appels de fonds faits par le Conseil d'administration qui fixe l'importance de la somme appelée, ainsi que le lieu et les époques auxquels devront être effectués les versements, le tout, en conformité des décisions de l'Assemblée générale.

Les appels de fonds seront annoncés au moins vingt jours à l'avance, par un avis inséré dans un journal d'annonces légales de Paris.

Art. 16. — La Société pourra augmenter son capital en une ou plusieurs fois par l'émission de nouvelles actions à souscrire en espèces ou à attribuer en représentation d'apports. Ces actions pourront être, soit des actions de priorité, soit des actions ordinaires.

Toute augmentation ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une décision de l'Assemblée générale extraordinaire prise dans les conditions légales.

La préférence pour la souscription aux nouvelles actions, sauf le cas où ces actions devraient être attribuées à des tiers en représentation d'apports par eux faits à la Société, appartiendra à concurrence de moitié aux propriétaires des actions existantes, au moment de chaque émission, et dans la proportion des actions possédées. L'autre moitié sera mise à la disposition du Conseil d'administration pour être placée au mieux des intérêts de la Société.

L'Assemblée générale fixera le taux d'émission des actions nouvelles. Le Conseil d'administration fixera, sur les indications de l'Assemblée les délais et conditions dans lesquels le droit de préférence pourra être exercé.

Le capital social pourra être réduit dans les mêmes conditions.

TITRE TROIS

Obligations

Art. 17. — L'Assemblée générale ordinaire pourra décider, en une ou plusieurs fois, la création d'obligations pour un capital dont elle fixera le montant nominal. Le Conseil d'administration déterminera le type, l'intérêt et les

conditions d'émission et de remboursement de ces obligations.

TITRE QUATRE

Conseil d'administration

Art. 18. — La Société est administrée par un Conseil composé de cinq membres, au moins et de sept au plus, pris parmi les actionnaires.

Art. 19. — Les administrateurs sont nommés pour des périodes de trois années, par l'Assemblée générale.

Art. 20. — A l'expiration des trois premières années, le Conseil sera renouvelé en entier. A partir de cette époque le Conseil se renouvellera par un roulement établi d'après le nombre des administrateurs en fonctions, tous les ans, par voie de tirage au sort d'abord et ensuite par ancienneté.

Les membres sortants sont indéfiniment rééligibles.

En cas de vacance par suite de décès ou de démission d'un ou de plusieurs administrateurs, comme aussi dans le cas où le nombre des administrateurs serait inférieur à sept, le Conseil pourra se compléter partiellement, jusqu'à ce nombre maximum de sept, sauf confirmation pour les membres ainsi nommés par l'Assemblée générale lors de sa plus prochaine réunion.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre, dont le mandat n'était pas expiré, ne reste en fonctions que jusqu'à l'époque où devrait expirer le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 22. — Chaque année le Conseil choisit un président parmi ses membres.

En cas d'absence du président le Conseil désigne pour chaque séance un membre chargé de le remplacer. Le Conseil désigne également son secrétaire, qu'il peut choisir en dehors de lui.

Art. 23. — Le Conseil d'administration se réunit au siège social ou dans tout autre endroit, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Le Conseil se réunit extraordinairement toutes les fois que la demande en est faite par le président ou par deux administrateurs.

Tout administrateur peut donner ses pouvoirs à un autre administrateur à l'effet de voter en son lieu et place sur des questions déterminées, toutefois le mandataire ne peut avoir plus de deux voix, y compris la sienne.

Les administrateurs peuvent aussi donner leur vote par écrit ou par correspondance télégraphique, avec confirmation par lettre.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés ou participant aux délibérations par correspondance télégraphique ou postale.

Toute décision, pour être valable, devra réunir au minimum la présence ou le vote de trois administrateurs si le nombre des administrateurs n'est pas supérieur à cinq, dans le cas contraire la présence ou le vote de quatre administrateurs sera nécessaire.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 24. — Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus sans limitation et sans réserve, pour agir au nom de la Société et faire toutes les opérations relatives à son objet, notamment :

Il fixe l'époque et règle le mode de versement sur les actions.

Il propose à l'Assemblée générale la création d'obligations à émettre par la Société.

Il fixe les dépenses générales d'administration.

Il passe les traités et marchés de toute nature pour travaux, constructions, démolitions, reconstructions sur les terrains, immeubles et propriétés appartenant à la Société.

Il autorise et effectue tous achats, achats à réméré, ventes, ventes à réméré, échange de biens meubles et immeubles, bâtis ou non bâtis, tous baux et locations activement et passivement.

Il règle les questions de servitude, il consent toutes affectations hypothécaires sur les immeubles appartenant à la Société.

Il fait apport contre titres ou espèces à toute société créée ou à créer, de tous biens meubles et immeubles.

Il procède ou participe à la création de toutes sociétés qui auront pour objet de réaliser en tout ou partie, les opérations dont il est question à l'article deux des présents statuts, il participe à toute souscription du capital des sociétés ayant cet objet.

Il autorise et consent toutes antériorités, toutes mainlevées d'oppositions, saisies et inscriptions hypothécaires, ainsi que tous désistements de privilèges, d'hypothèques, d'actions résolutoires ou folle enchère, le tout avec ou sans paiement.

Il touche toutes les sommes dues à la Société et en donne quittance.

Il détermine le placement des fonds disponibles et règle l'emploi des fonds de réserve et de prévoyance.

Il autorise les retraites, transferts, aliénations de fonds, rentes, créances et valeurs appartenant à la Société.

Il se fait ouvrir tous crédits, contracte tous emprunts en compte courant et consent toutes garanties et toutes affectations hypothécaires, pour assurer le remboursement de toutes sommes dues par la Société.

Il nomme, révoque tous agents et employés, fixe leurs attributions et traitements, il leur alloue toutes gratifications.

Il peut allouer aux administrateurs délégués ou chargés d'un service particulier ou d'une mission spéciale, aux directeurs, sous-directeurs et employés supérieurs, toutes allocations et toutes parts sur les bénéfices spéciaux des services ou missions dont ils seront chargés, lesquelles sont portées aux frais généraux.

Il représente la Société en justice et devant toutes autorités et administrations.

Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la Société.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée générale, fait un rapport sur ces comptes et sur la situation des affaires sociales, propose la fixation des dividendes à répartir.

Il soumet à l'Assemblée générale les propositions de modifications ou additions aux statuts, d'augmentation par voie de création d'actions ordinaires ou de priorité ou de réduction du fonds social, ainsi que les questions de prorogation, fusion ou dissolution anticipée de la Société.

Il statue sur tous intérêts qui rentrent dans l'administration de la Société.

Les énonciations comprises aux paragraphes qui précèdent, n'ont aucun caractère limitatif et laissent subsister dans leur entier les dispositions du paragraphe premier du présent article.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les statuts et par la loi à l'Assemblée générale des actionnaires, est de la compétence du Conseil d'administration.

Art. 25. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par deux au moins des membres présents.

Des copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par deux administrateurs ayant ou non pris part à la réunion.

Art. 27. — Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres et pour des objets déterminés, à une ou plusieurs personnes, mêmes étrangères à la Société.

TITRE SIX

Assemblées générales

Art. 32. — L'Assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations prises conformément aux statuts obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Art. 33. — Chaque année il est tenu, au plus tard le 31 mars, une assemblée générale pour l'examen et l'approbation des comptes.

La réunion a lieu au siège social ou dans tout autre lieu indiqué dans les avis de convocation.

L'Assemblée peut en outre être convoquée extraordinairement soit par le Conseil d'administration soit, en cas d'urgence, par le ou les commissaires.

Art. 34. — L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires possédant au moins cinq actions.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois cinq actions.

La justification de la propriété des titres résulte de l'inscription sur les livres de la Société, pour les titres nominatifs ou dépôt dans les caisses de la Société, ou dans les caisses désignées par l'avis de convocation, pour les titres au porteur.

L'Assemblée générale est régulièrement constituée lorsque les membres

présents ou représentés représentent au moins le quart du capital social. Si lors d'une première réunion le quart du capital social n'est pas représenté, il est convoquée une deuxième assemblée qui délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

Cette deuxième assemblée doit avoir lieu à vingt jours au moins d'intervalle de la première, mais les convocations peuvent n'être faites que quinze jours à l'avance et le Conseil d'administration détermine, pour cette deuxième convocation, le délai pendant lequel les actions au porteur pourront être déposées pour donner le droit de faire partie de l'Assemblée.

Les Assemblées générales extraordinaires, qui ont pour objet les traités de fusion avec d'autres sociétés, la modification des statuts et notamment l'augmentation ou la diminution du capital social, la création d'actions de priorité, la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre de personnes représentant la moitié au moins du capital social.

Art. 36. — Les convocations sont faites par avis insérés dans un journal d'annonces légales de Paris et dans un journal de Tanger, un mois au moins avant la réunion, sauf ce qui est dit ci-dessus pour le cas de deuxième Assemblée.

Pour les Assemblées extraordinaires, les avis doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Art. 37. — Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister à l'Assemblée générale, déposer leurs titres dans les caisses désignées par le Conseil d'administration, dix jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion, sauf pour le cas d'une deuxième Assemblée, où le délai sera fixé par le Conseil d'administration.

Il est remis à chaque déposant d'actions au porteur, une carte d'admission pour l'Assemblée générale. Cette carte est nominative et personnelle.

Les certificats nominatifs d'actions donnent droit, pour cinq actions, à la remise de carte d'admission à l'Assemblée générale, pourvu que l'inscription ait eu lieu dix jours au moins avant l'époque fixée par l'Assemblée, sauf réduction du délai par le Conseil d'administration en cas de deuxième convocation, si ce qu'il est dit ci-dessus.

Art. 38. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, au siège social, communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire livrer copie du bilan résumant l'inventaire ainsi que du rapport du ou des commissaires.

Art. 39. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration.

Il ne peut être mis en délibération que les objets portés à l'ordre du jour.

Art. 40. — L'Assemblée générale entend le rapport du Conseil d'administration sur la situation des affaires sociales.

Elle entend également le rapport du ou des commissaires.

Elle nomme les administrateurs et les commissaires toutes les fois qu'il y a lieu de les remplacer.

Elle entend et approuve les comptes. Elle fixe le dividende.

Elle décide s'il y a lieu, du chiffre et de l'emploi des réserves spéciales proposées par le Conseil d'administration.

Enfin elle délibère et prononce souverainement sur toutes les propositions à elle soumises dans la limite des statuts et sur tous les intérêts de la Société.

Art. 41. — L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration, et, en son absence, par un administrateur désigné par le Conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents et acceptant sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être pris en dehors des actionnaires.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, et signés par les membres composant le bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux.

Il est tenu une feuille de présence énonçant les noms et domiciles des membres de l'Assemblée et le nombre d'actions dont chacun d'eux est propriétaire.

Cette feuille de présence est certifiée par le bureau de l'Assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée sont certifiés conformes et délivrés par un membre quelconque du Conseil d'administration.

En cas de liquidation, les copies sont certifiées par le ou l'un des liquidateurs.

TITRE SEPT

Modifications aux statuts

Art. 42. — L'Assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du Conseil d'administration, apporter aux présents statuts des modifications.

Elle peut notamment :

- Modifier la dénomination sociale.
- Décider l'extension de l'objet social.
- Augmenter le capital social, soit par voie de création d'actions de priorité.
- Réduire le capital social.
- Proroger ou réduire la durée de la Société.

Décider la dissolution et la liquidation anticipée de la Société, son annexion ou sa fusion avec d'autres sociétés.

TITRE HUIT

Comptes annuels. — Inventaires. — Fonds de réserve.

Art. 43. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date de la constitution de la présente Société et le 31 décembre 1906.

Art. 44. — Il sera dressé chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la Société et au 31 décembre de chaque année un inventaire général de l'actif et du passif.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes sont mis à la disposition du ou des commissaires, le quarantième jour au plus tard avant l'Assemblée générale. Ils sont présentés à cette Assemblée.

Art. 45. — Les immeubles constituant le domaine de la Société seront, tant qu'ils n'auront pas été réalisés, portés à l'inventaire pour leur prix de revient.

Lorsqu'ils seront réalisés, en totalité ou en partie, la différence entre le prix de revient de la portion réalisée et le prix de vente, sera portée au compte de « Profits et pertes ».

Art. 46. — Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, constituent les bénéfices.

Sur les bénéfices il est prélevé :

Cinq pour cent pour constituer la réserve légale, jusqu'à ce qu'elle ait atteint son maximum prévu par la loi.

2° La somme nécessaire pour servir un premier dividende de cinq pour cent du capital versé sur les actions.

Sur le surplus des bénéfices quinze pour cent sont attribués au Conseil d'administration et le solde, soit quatre vingt-cinq pour cent, sera employé conformément aux décisions de l'Assemblée générale.

Art. 47. — L'Assemblée générale pourra notamment, sur les bénéfices restant disponibles après les prélèvements nécessaires pour la réserve légale, pour le premier dividende de cinq pour cent et pour le paiement des quinze pour cent attribués aux administrateurs, prélever avant toute autre distribution, une somme destinée à la création d'un fonds de prévoyance dont elle déterminera le montant et les applications.

Les propositions à ce sujet, si elles émanent du Conseil d'administration, ne pourront être déposées que sur une majorité composée des deux tiers des voix présentes ou représentées.

TITRE NEUF

Dissolution. — Liquidation

Art. 48. — Le Conseil d'administration peut, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, proposer à une Assemblée générale extraordinaire la dissolution anticipée et la liquidation de la Société.

En cas de perte des trois quarts du fonds social, les administrateurs doivent convoquer l'Assemblée générale à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Art. 49. — A l'expiration de la Société

ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation s'opérera par les soins du Conseil d'administration en exercice, à moins de décision contraire de l'Assemblée générale.

Pendant toute la durée de la liquidation, la Société conserve son caractère d'être moral, et les pouvoirs de l'Assemblée générale se continuent. L'Assemblée générale a le droit, notamment, d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner décharge. Les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'Assemblée, faire transfert à une autre société ou à un particulier, de tous les droits, actions et obligations de la Société dissoute, soit contre espèces soit contre des titres de quelque nature que ce soit.

Art. 50. — Les produits de la liquidation, après extinction des engagements de la Société et remboursement intégral du capital social, seront répartis :

Dix pour cent au Conseil d'administration,

Et quatre-vingt-dix pour cent aux actionnaires.

II. — Suivant acte reçu par M. Bossy, notaire à Paris, le 12 décembre 1905, M. Furth a déclaré :

1° Que le capital en numéraire de la société anonyme fondée par lui sous la dénomination de « Société Immobilière au Maroc » et s'élevant à cinq cents mille francs, représentés par mille actions de 500 francs chacune, a été entièrement souscrit par divers.

2° Qu'il a été versé, par chaque souscripteur une somme égale à la moitié du montant des actions par lui souscrites, soit au total : deux cent cinquante mille francs déposés dans les caisses de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Et il a représenté à l'appui de cette déclaration un état comprenant « les noms, qualités et demeures des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux. Cette pièce certifiée véritable, est demeurée annexée audit acte notarié.

III. — Des procès-verbaux (dont copies ont été déposées pour minute à M. Bossy, notaire, suivant acte du 8 janvier 1906) de deux délibérations prises par les Assemblées générales constitutives des actionnaires de la société anonyme dite « Société Immobilière au Maroc », il appert :

Du premier de ces procès-verbaux :

1° Que l'Assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de ladite Société, aux termes de l'acte reçu par M. Bossy, notaire à Paris, le 12 décembre 1905.

2° Et qu'elle a nommé un commissaire chargé, conformément à la loi, de dresser un rapport sur la cause des avantages particuliers résultant des statuts et de faire à ce sujet un rapport qui serait soumis à une assemblée ultérieure.

Du deuxième procès-verbal :

1° Que l'Assemblée générale, adoptant

les conclusions du rapport du commissaire, a approuvé les avantages particuliers stipulés par les statuts ;

2° Qu'elle a nommé les premiers administrateurs et le commissaire chargé du rapport sur les comptes du premier exercice ;

3° Enfin qu'elle a approuvé les statuts et déclaré la Société définitivement constituée.

IV. — Aux termes d'une délibération en date du 7 novembre 1906, dont copie est annexée à la minute d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M. Bossy, notaire à Paris, le 4 décembre 1906, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé :

1° Que le capital de la Société, qui était alors de cinq cent mille francs, serait augmenté de un million cinq cent mille francs par l'émission de trois mille actions de 500 francs chacune, payables, une moitié au moment de la souscription et le surplus aux époques qui seraient fixées par le Conseil d'administration, et que par suite ce capital serait porté à deux millions de francs ;

2° Que par suite de l'augmentation du capital, la rédaction de l'article 6 des statuts serait modifiée et remplacée ainsi qu'il suit :

Art. 6. — Le capital social est fixé à deux millions de francs, divisé en quatre mille actions de cinq cents francs chacune.

V. — Suivant acte reçu par ledit M^e Bossy, notaire, le 4 décembre 1906, les membres composant le Conseil d'administration de la Société Immobilière au Maroc, ont déclaré que les trois mille actions nouvelles de 500 francs chacune émises en exécution de la délibération précitée, ont été souscrites par diverses personnes et qu'il a été versé en espèces par chaque souscripteur une somme égale à la moitié du montant des actions par lui souscrites ; auquel acte est demeurée annexée une liste, dûment certifiée, contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

VI. — Par délibération en date du 11 décembre 1906, dont copie a été déposée pour minute à M^e Bossy, notaire, suivant acte reçu par lui le 2 janvier 1907, l'Assemblée générale de tous les actionnaires anciens et nouveaux de la Société, a :

1° Reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le Conseil d'administration de ladite Société, aux termes de l'acte reçu par ledit M^e Bossy, notaire, le 4 décembre 1906.

2° Et reconnu que les modifications apportées à l'article 6 des statuts par l'Assemblée générale du 7 novembre 1906 sont devenues définitives.

Expéditions des actes, pièces et déclarations susvisés ont été déposées au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Rabat, le 2 septembre 1920.

Pour mention :

ALBERT FINE